

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ
SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORGIO (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°125-18

Objet : Participation 2018 au Fonds départemental d'aide aux jeunes (FAJ)

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°125-18

Objet : Participation 2018 au Fonds départemental d'aide aux jeunes (FAJ)

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière d'action sociale d'intérêt communautaire,

Vu la loi n°92-722 du 29 juillet 1992 et son décret d'application du 27 mars 1993, rendant obligatoire, pour chaque département, la création d'un fonds destiné aux jeunes de 18 à 25 ans, dont la situation, au regard de leur insertion sociale et/ou professionnelle, nécessite une aide financière assortie d'un accompagnement social,

Vu le dispositif Fonds d'aide aux jeunes mis en œuvre par le Conseil départemental de Vaucluse,

Vu le dernier bilan publié, pour l'année 2017, du Fonds d'aide aux jeunes de Vaucluse, faisant ressortir 154 dossiers d'aides accordés à des jeunes du territoire de la communauté d'agglomération,

Vu les crédits prévus au budget primitif 2018 pour abonder ce fonds,

Vu l'avis de la commission action sociale et petite enfance du 15 juin 2018,

Entendu le rapport du président,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : DE PARTICIPER au Fonds d'aide aux jeunes à hauteur de 3 000 € pour l'année 2018.

Article 2 : DE PRÉCISER que la dépense est inscrite au compte DCS/901/6281 du budget principal.

Article 3 : DE MANDATER la somme correspondante au bénéfice de la CAF de Vaucluse, gestionnaire du Fonds désigné par le Conseil départemental.

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018

Publication par affichage le : 19 SEPT 2018

Exécutoire le : 19 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°126-18

Objet : modification des relations contractuelles avec l'association mission locale du Comtat venaissin

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°126-18

Objet : modification des relations contractuelles avec l'association mission locale du Comtat venaissin

Le conseil de communauté,

Vu le principe de liberté d'association,

Vu la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, modifiée,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière d'action sociale d'intérêt communautaire et la définition de cette dernière en matière d'aides au fonctionnement de structures poursuivant des objectifs identiques à ceux de la communauté d'agglomération, telles que la mission locale,

Considérant la volonté de la CoVe de subventionner divers organismes oeuvrant pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes,

Considérant que cette volonté s'est notamment traduite par l'adhésion en 2005 de la CoVe aux statuts de l'association « mission locale du Comtat venaissin »,

Considérant cependant qu'une relation partenariale libre permet de mieux conduire des actions concrètes au profit des jeunes du territoire de la CoVe, qu'une adhésion emportant une obligation de versement de cotisation unilatéralement imposée à la CoVe,

Vu les statuts de l'association de la mission locale du Comtat venaissin, en particulier leur article 8 stipulant que la qualité de membre de l'association se perd notamment par démission,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué aux finances et au budget,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : De ne plus adhérer aux statuts de l'association de la mission locale du Comtat venaissin et de perdre ainsi sa qualité de membre par démission en application de l'article 8 des statuts de l'association.

Article 2 : De réaffirmer son soutien aux structures oeuvrant en matière d'insertion sociale et professionnelle des jeunes de son territoire, parmi lesquelles la mission locale du Comtat venaissin, ainsi que sa volonté de contribuer au financement des actions de cette dernière en particulier, dans le cadre d'une relation partenariale libre, traduite par la conclusion de conventions d'objectifs et de moyens emportant le versement de subventions votées par le conseil communautaire.

Transmis en Préfecture le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le :

Pour extrait certifié conforme

Exécutoire le :

Le Président,


Guy Rey

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 14/09/2018

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE

COMMUNAUTÉ
SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil de communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°127-18

Objet : Engagement de la CoVe dans un Plan Climat Air Energie Territorial

Conseil de communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°127-18

Objet : Engagement de la CoVe dans un Plan Climat Air Energie Territorial

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, et en particulier pour le soutien aux actions de maîtrise de la demande en énergie,

Vu la loi N°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte disposant que tous les EPCI de plus de 20 000 habitants doivent élaborer un Plan Climat Air Energie Territorial,

Vu le décret n°2016-849 du 28 juin 2016 et l'arrêté du 4 août 2016 définissant le contenu et les modalités d'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L229-25 et 26 et R229-51 à 229-56 portant dispositions spécifiques sur les contenus, méthodes et modalités de concertation pour le Plan Climat Air Energie Territorial

Vu notamment l'article R229-53 qui prévoit que la collectivité définit les modalités d'élaboration et de concertation du PCAET,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L121-17 et 18 qui prévoient que le PCAET doit faire l'objet d'une déclaration d'intention pour permettre l'exercice du droit d'initiative, et que cela suppose la publication de la présente délibération

Vu l'ordonnance du 3 août 2016 relative à l'information et la participation du public

Considérant que le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) est donc un projet territorial, à la fois stratégique et opérationnel, qui prend en compte l'ensemble des problématiques liées au climat, à l'air et à l'énergie

Considérant que ce futur PCAET devra placer la CoVe comme coordinatrice territoriale de la transition énergétique c'est-à-dire qu'elle devra animer et coordonner les acteurs autour de ce thème et inclure dans le PCAET des actions portées par d'autres acteurs

Considérant que le PCAET s'inscrit dans les objectifs nationaux qui sont à l'horizon 2030 :

- réduire les gaz à effet de serre de 40% par rapport à 1990,
- réduire de 20% la consommation énergétique finale par rapport à 2012,
- aboutir à 32% d'énergies renouvelables dans la consommation finale.

Considérant le bilan du précédent PCET (Plan Climat Energie Territorial) 2013-2017 qui a mis en lumière la nécessité de travailler sur les enjeux liés à :

- la mobilité,
- l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le bâti,
- l'évolution des modes de consommation, de production et d'innovation,
- le soutien à l'économie circulaire,
- le développement des énergies renouvelables,
- l'adaptation et la vulnérabilité du territoire,
- le rôle d'exemplarité de la CoVe.

Considérant la nécessité que ce second PCAET soit plus lisible, visible et axe son action sur quelques projets phares en faveur du climat, et qu'il doit permettre de la transition énergétique sur son territoire et être appréhendé comme une opportunité économique, sociale et environnementale pour le territoire et ses habitants. Le plan d'actions comprendra des actions issues du bilan du précédent PCET. D'autres orientations émergeront après l'élaboration du diagnostic et la définition des enjeux.

Considérant que le PCAET à venir sera composé d'un diagnostic, d'une stratégie territoriale afin d'atténuer le réchauffement climatique et s'y adapter et d'un programme d'actions. Il devra être complété d'un dispositif de suivi et d'évaluation environnementale.

Considérant qu'en termes de méthodes, il est proposé de s'appuyer sur les instances existantes de validation (conseil des maires, conseil communautaire) et d'associer les vice-présidents en charge du développement durable, du transport, de la gestion des déchets, de l'aménagement et de l'habitat, du développement économique et de la politique sociale.

Considérant que l'élaboration du PCAET est prévue sur 15 à 18 mois avec une approbation fin 2019 et qu'une attention particulière sera apportée à l'articulation avec notamment le SCOT, le PLH, ainsi que les autres schémas stratégiques régionaux.

Considérant la nécessité, pour accompagner la CoVe, de faire appel à un bureau d'études qui assurera, avec les services environnement-énergie et connaissance et cartographie du territoire de la CoVe, la mise à jour des différents diagnostics, l'élaboration des études nouvelles, des scénarios et du programme d'actions, l'évaluation environnementale et donnera le cadre du suivi. Il organisera également avec la CoVe la concertation et la participation des parties prenantes. Ce PCAET se veut construit autour d'une démarche participative de co-construction qui vise à associer les acteurs et les 25 communes du territoire. C'est pourquoi, un certain nombre d'événements seront organisés avec les différents partenaires pour communiquer, sensibiliser et co-construire:

- Avec les élus et les agents de la CoVe : diverses réunions de travail à mobiliser, outil intranet notamment, partenariat avec les communes du territoire
- Avec le grand public : site internet et journal intercommunal notamment
- Avec les acteurs locaux : diverses réunions de travail à mobiliser, association à des manifestations existantes, appui sur des structures existantes déjà mobilisées par ailleurs sur ces sujets ...

Considérant que ce document réglementaire fait l'objet d'une procédure spécifique et que la présente délibération sera notifiée au préfet de département, au préfet de région, au président du conseil départemental et au président du conseil régional. Une information sera faite aux communes concernées, aux représentants des autorités organisatrices en matière de distribution publique d'électricité et de gaz, au président du syndicat mixte en charge du SCOT, aux présidents des organismes consulaires compétents sur son territoire ainsi qu'aux gestionnaires de réseaux d'énergie présents sur son territoire.

Considérant par ailleurs, que conformément aux récentes dispositions en matière de participation du public à l'élaboration de certains plans, programmes ou projets, le PCAET peut faire l'objet d'une demande de participation du public, qui, pour être possible nécessite que la CoVe publie une déclaration d'intention. Cette mesure sera accomplie par le biais de la mise en ligne de la présente délibération sur le site internet de la CoVe.

Considérant enfin, que le projet de PCAET une fois finalisé, sera transmis pour avis à l'autorité environnementale puis fera aussi l'objet d'une participation du public à la décision, par voie électronique conformément aux dispositions de l'article L 123-19 du CE.

Considérant qu'une fois définitivement approuvé, il sera publié sur la plate-forme nationale prévue à cet effet.

Vu l'avis de la commission développement durable en date du 3 juillet 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué au développement durable,

Après en avoir délibéré,

19.09.18

Décide

Article 1 : D'APPROUVER le lancement de l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial et de son évaluation environnementale stratégique et les modalités d'élaboration et de concertation proposées,

Article 2 : D'AUTORISER le Président ou son représentant à signer tous actes afférents et à procéder à toutes formalités et demandes de subventions liées à l'élaboration du PCAET.

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018

Publication par affichage le : 19 SEPT 2018

Exécutoire le : 19 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil de communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°128-18

Objet : Mise à disposition d'ouvrages communaux dans le cadre de la compétence GEMAPI pour la commune de Sarrians

Conseil de communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°128-18

Objet : Mise à disposition d'ouvrages communaux dans le cadre de la compétence GEMAPI pour la commune de Sarrians

Le conseil communautaire,

Vu la Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (dite Loi "MAPTAM") prévoyant que les EPCI sont compétents en matière de compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations à compter du 1^{er} janvier 2018,

Vu la Loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite Loi "NOTRe"),

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment ses articles L5214-16 et L5214-21,

Vu les missions définies au 1°, 2°, 5° et 8° du I de l'article L211-7 du Code de l'Environnement,

Vu la délibération n°206-17 du conseil de communauté de la CoVe en date du 11 décembre 2017, relative à l'approbation des statuts modifiés de la CoVe et à l'inscription de la compétence obligatoire gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, et actant le transfert de cette compétence notamment à l'EPAGE SOMV pour ce qui concerne la fraction de territoire concernée,

Considérant que dans le cadre du transfert de la compétence GEMAPI des communes à la CoVe, les ouvrages communaux de la commune de Sarrians contribuant à la prévention des inondations et utiles à l'exercice de cette compétence sont automatiquement mis à disposition de l'EPCI par la commune,

Considérant qu'il est également nécessaire que la CoVe les mette ensuite à disposition du syndicat référent,

Considérant que ces mises à disposition sont encadrées par la convention jointe en annexe de la présente délibération,

Entendu le rapport du Vice –Président délégué au développement durable,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'AUTORISER le Président à signer le procès-verbal de mise à disposition des biens et ouvrages concourant à l'exercice de la compétence GEMAPI avec le représentant de la commune de Sarrians

Article 2 : D'AUTORISER le président à signer ce même procès-verbal avec le représentant de l'EPAGE bassin sud ouest du mont Ventoux

Transmis en Préfecture le : 05 OCT 2018

Publication par affichage le : 05 OCT 2018

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,


Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.



Convention et procès-verbal constatant la mise à disposition des ouvrages contribuant à l'exercice de la compétence GEMAPI entre la commune de Sarrians, la CoVe et l'EPAGE du Sud-Ouest Mont-Ventoux

Entre

La commune de Sarrians représentée par Madame Anne-Marie BARDET, son maire en exercice, agissant en exécution de la délibération du conseil municipal en date du ci-après désignée la Commune

d'une part,

et

La Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin (CoVe), représentée par Monsieur Guy REY, son Président en exercice, agissant en vertu de la délibération du Conseil de Communauté en date du 10 septembre 2018 ;

ci-après désignée « la Communauté d'agglomération » ;

d'autre part,

et

L'Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Sud Ouest Mont-Ventoux représenté par Monsieur Bruno GANDON, son Président en exercice , agissant en exécution de la délibération du comité syndical en date du

ci-après désigné « le syndicat compétent pour la GEMAPI »

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La loi MAPTAM de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles a attribué à compter du 1^{er} janvier 2018 la compétence GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) au bloc communal avec transfert obligatoire à l'EPCI compétent soit la CoVe.

La CoVe a fait le choix par délibération n°206-17 du 11 décembre 2017 de transférer cette compétence aux 3 syndicats présents sur son territoire à savoir l'EPAGE SOMV (établissement public aménagement et de gestion des Eaux sud-ouest du Mont Ventoux), le SMOP (syndicat mixte de l'Ouvèze provençale) et le SIAN (syndicat intercommunal d'aménagement de la Nesque).

Acquitté en PREFECTURE le: 05/10/2018

Sur la commune de Sarrians, des ouvrages contribuent spécifiquement à l'exercice de la compétence GEMAPI et nécessitent de ce fait un transfert de la commune vers l'EPCI puis vers l'EPAGE, ce qui justifie notamment l'établissement de la présente convention tri-partite.

Il convient donc d'arrêter la mise à disposition des biens communaux nécessaires à l'exercice de cette compétence.

En application de l'article L.5211-5 III du code général des collectivités territoriales renvoyant aux dispositions des articles L.1321-1 et suivants du même code, la mise à disposition constitue le régime de droit commun applicable aux transferts de biens et d'équipements nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée, dans le cadre de l'intercommunalité, dans lequel le bénéficiaire se substitue de plein droit aux droits et obligations du propriétaire.

Ce transfert donne parallèlement lieu à évaluation par la commission locale d'évaluation des transferts de charges. Cette commission statue sur le montant du transfert, en prenant en compte les charges précédemment supportées par la Commune constituant dorénavant une dépense pour la communauté d'agglomération au profit de la structure gestionnaire.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet la mise à disposition des biens communaux, entre la Commune auprès de la Communauté d'agglomération puis auprès du syndicat compétent pour la GEMAPI, qui les acceptent, nécessaires pour l'exercice de sa compétence en matière de GEMAPI.

Article 2 : consistance et état des biens

2.1 Situation juridique

Biens immeubles par destination :

- 1- Aménagement d'ouvrages hydrauliques communaux de protection des quartiers du Mourre des Puits et de Sainte Croix de la commune de Sarrians. Ces ouvrages sont détaillés ci-dessous :
 - Déversoir de la digue rive droite du Brégoux dit de « Ste Croix »
 - Bassin écrêteur de Ste Croix + surverse de sécurité (déversoir de largeur 20 m)
 - Mayre de la zone industrielle
 - Ouvrage sous la RD950 + vanne
 - Mayre du Mourre des Puits
- 2- Parcelles de digues communales constituant les berges du Brégoux et de la Grande Levade)

2.2 Renseignements administratifs

Désignation du propriétaire : la commune de Sarrians sauf pour la mayre du Mourre des Puits qui est privée

Année des aménagements : le bassin écrêteur de Sainte Croix a été réceptionné par la commune en juillet 2011 et l'aménagement des mayres de la zone industrielle et du Mourre des Puits ont été réalisés par des prestataires en novembre 2015.

Références cadastrales de la commune de Sarrians :

Sises sur le territoire de Sarrians :

- la parcelle cadastrée section BA n°129,
- la parcelle cadastrée section BB n°9,
- la parcelle cadastrée section BB n°11,
- la parcelle cadastrée section BB n°12,
- la parcelle cadastrée section BB n°13,
- la parcelle cadastrée section BB n°15,
- la parcelle cadastrée section BB n°16,
- la parcelle cadastrée section BB n°17,
- la parcelle cadastrée section BB n°20,
- la parcelle cadastrée section BB n°21,
- la parcelle cadastrée section BB n°23,
- la parcelle cadastrée section BB n°33,
- la parcelle cadastrée section BB n°36
- la parcelle cadastrée section BP n°43,
- la parcelle cadastrée section BP n°138,
- la parcelle cadastrée section BP n°141,
- la parcelle cadastrée section BR n°24,
- la parcelle cadastrée section BR n°63,
- la parcelle cadastrée section BR n°80

Sise sur la commune de Loriol-du-Comtat

- la parcelle cadastrée section A n°98

Cf Plans cadastraux joints au présent PV

2.3 Consistances

Cours d'eau concerné : Le Brégoux et la Grande Levade

Superficie du bassin écrêteur de Sainte Croix : environ 18 000 m²

Ouvrage sous la RD950 : canal maçonné 1m X 1m et buse cadre 1,25mx1m

Modalités d'accès au bassin : accessible par l'avenue de l'armée des Alpes à Sarrians

Photographies récentes du bien :

Vue générale du bassin de Ste Coix :



Surverse du bassin vers la mayre de la zone industrielle



Vue de l'ouvrage avec vanne en amont de la RD950



2.4 Etat général des biens

Les ouvrages relatifs à l'aménagement hydraulique des quartiers de Ste Croix et du Mourre des Puits ont été réalisés par la commune, conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°SI 2007-10-19-0010DDAF, du 19 octobre 2007.

Une visite contradictoire entre la commune et l'EPAGE SOMV a eu lieu le 2 juillet 2018, pour s'assurer de l'état d'entretien et de fonctionnement de ces biens. Le compte-rendu de cette visite, ainsi que l'additif du 4 juillet 2018 sont annexés à la présente convention et en constituent le PV contradictoire de l'état technique des ouvrages. En effet, il ressort de cette visite contradictoire que certains ouvrages, objet de la mise à disposition, nécessitent une remise en état.

Dans ces conditions, la mise à disposition des ouvrages communaux se fait avec une remise en état partielle. Ainsi, les travaux de curage de la mayre de la zone industrielle ont été faits par la Commune au titre de l'année 2018. Par contre, les travaux de confortement du talus seront quant à eux réalisés par l'EPAGE SOMV. Le syndicat compétent pour la GEMAPI ne pourra expressément être tenu responsable si les ouvrages dysfonctionnaient en cas de pluviométrie importante tant que les travaux de remise en état ne seront pas effectués.

2.5 Nature des contrats, obligations, concessions et autorisations diverses

Les ouvrages d'écrêtement font l'objet d'un arrêté préfectoral n° SI 2007-10-19-0010 DDAF dont le bénéficiaire est la commune de Sarrians.

Une Déclaration d'Intérêt Général a été réalisée par la commune de Sarrians pour l'entretien des mayres et ouvrages communaux. Ainsi la description et le coût estimatif des travaux d'entretien sont indiqués dans deux arrêtés :

- arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2016 portant déclaration d'intérêt général (2018-2028) pour les travaux de gestion et d'entretien des mayres sur la commune de Sarrians.
- arrêté préfectoral du 25 juin 2018 concernant le plan de curage des mayres du Reynardin et de la zone industrielle sur la commune de Sarrians.

Compte tenu de la mise à disposition des ouvrages communaux concourant à l'exercice de la compétence GEMAPI, il y a lieu de demander aux services de l'Etat, le changement de bénéficiaire des arrêtés relatifs à l'autorisation des aménagements hydrauliques des quartiers de Ste Croix et du Mourre des Puits. Ce bénéficiaire sera l'EPAGE SOMV.

Il y a lieu aussi de demander ce changement de bénéficiaire uniquement pour l'entretien et le curage des mayres de la zone industrielle et du Mourre des Puits ; la commune de Sarrians continuant d'être le pétitionnaire pour toutes les autres mayres, hors GEMAPI.

La Commune déclare être le valable propriétaire du bien, sans qu'il ne se soit élevé de contestation à ce sujet.

Article 3 : constat de la mise à disposition

3.1 : procès verbal

La présente convention et ses annexes valent procès-verbal contradictoire constatant la mise à disposition entre la Commune, la Communauté d'agglomération et l'EPAGE SOMV.

3.2 : comptabilisation du transfert

La présente mise à disposition sera comptablement constatée par opération d'ordre non-budgétaire.

Article 4 : modalités et conséquences juridiques de la mise à disposition

Conformément à l'article L.1321-2 du code général des collectivités territoriales, la présente mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

Le syndicat compétent pour la GEMAPI, l'EPAGE SOMV, bénéficiaire de la mise à disposition, assume à compter de l'effectivité de ce transfert l'ensemble des droits et obligations du propriétaire sur les biens transférés, à l'exception du droit d'aliéner. Ceci sous réserve des travaux de remise en état nécessaires, constatés par la visite contradictoire du 2 juillet 2018.

Il possède tous pouvoirs de gestion. Il assure le renouvellement et l'entretien des biens mobiliers et autorise l'occupation éventuelle des biens remis. Il pourra effectuer tous travaux rendus nécessaires dans le cadre de la définition du système d'endiguement. Il en perçoit les biens et les produits. Il agit en justice en lieu et place du propriétaire.

Il peut procéder à tous travaux propres à assurer le maintien de l'affectation du bien pour l'exercice de la compétence exercée.

Sauf accord contraire entre les parties, le syndicat compétent pour la GEMAPI, l'EPAGE SOMV, est substitué à la Commune dans tous les contrats en cours afférents aux biens mis à disposition, à la date de la prise d'effet de la présente convention. La Commune notifie la substitution à ses cocontractants ; un double de cette notification est adressé au syndicat compétent pour la GEMAPI, l'EPAGE SOMV.

Article 5 : prise d'effet, durée et cessation

La présente convention de mise à disposition prend effet à la date de sa signature entre les parties.

Sa durée est illimitée, liée à l'exercice de la compétence GEMAPI.

Toutefois, en cas de désaffectation du bien principal objet de la mise à disposition, ou en cas de reprise de la compétence par la Commune, cette dernière recouvrera l'ensemble des droits,

charges afférentes et obligations sur les biens.

Fait à Sarrians, le

Le Maire	Le Président de la CoVe	Le président de l'EPAGE SOMV
Anne-Marie BARDET	Guy REY	Bruno GANDON



Parcelles transférées dans le cadre de GEMAPI

Secteur Sarrians-Est

Source : DGFIP - cadastre 2017 BD Parcellaire® CIGN-F 2018

Réalisation : Service connaissance et cartographie du territoire CoVe juillet 2018



Parcelles transférées



Acquitté en PREFECTURE le: 05/10/2018

ANNEXES



Compte rendu réunion avec commune de Sarrians

02 juillet 2018



Présents : M. Begnis, M. Guignard DST, Sébastien chargé de l'entretien des mayres de la régie hydraulique, Heid Fain technicienne rivière de l'EPAGE

Cette rencontre sur le terrain fait suite aux réunions du 1^{er} février 2018 et du 30 mai 2018 en mairie de Sarrians, concernant la définition des ouvrages GeMAPI.

L'objectif de la visite terrain est exclusivement dédiée au bassin de STE CROIX et son réseau en aval d'écoulement des eaux de surverse.

Petit rappel :

Le bassin de STE CROIX est un bassin d'écrêtement des crues du BREGOUX. Il fonctionne avec une surverse au droit de l'ouvrage et un puits de fond calibré et plus en aval avec un ouvrage de régulation dénommé le « bouchon » sous la RD 950 qui a été supprimé et remplacé par une vanne sous la RD950. Ces ouvrages sont clairement des ouvrages GEMAPI. Ils seront mis à disposition par la commune à la CoVe courant du 2nd semestre afin qu'ils soient ensuite mis à disposition à l'EPAGE qui sera chargé (quand la mise à disposition sera effective) de la gestion et de l'entretien de ces ouvrages. En cette période transitoire, c'est la commune qui continue l'entretien jusqu'à la mise à disposition.

Pour préparer cette rencontre, l'EPAGE SOMV a mis en parallèle les documents transmis par la Mairie de Sarrians, à savoir le plan des travaux projetés (au stade DCE-EXE de février 2007) et le plan de récolement (de décembre 2010) et l'Arrêté Préfectoral autorisant les travaux.

Il en ressort les points suivants :

1/ le bassin de Ste Croix est composé d'un ouvrage de surverse (déversoir de largeur 20 m) et d'un ouvrage de régulation composé d'un puits de fond de 9,20 m en amont du regard et de 2 m en aval du regard. Le maniement de la vanne a été réalisée avec facilité, le graissage était visible ainsi que l'encoche qui marque le positionnement à tenir selon l'Arrêté Préfectoral en terme d'ouverture (= passage d'eau). Le cadenas de sécurité de la grille d'accès au regard (via l'échelle) étant grippé, il sera changé par la commune avant transfert à l'EPAGE SOMV.

De même, il a été convenu avec la commune que celle-ci disposant d'une caméra, fera un passage caméra préalablement au transfert afin de démontrer par film que le collecteur béton (diamètre 1200 mm) est exempt de tous déchets ou autres dépôts.

Enfin, l'accès au bassin se fait par la piste de la Via Venaissia. Un plot central bloque l'accès aux véhicules motorisés. Il est amovible et s'enlève à l'aide d'une clef « Pompier » qui sera également transmise à l'EPAGE SOMV. En outre, le barillet du portail d'accès au bassin sera changé par la

commune (car actuellement s'ouvre avec un pass-Mairie) pour être remplacé par un barillet standard.

2/ la Mayre Industrielle sera exempte de toute végétation et de tout encombrant avant le transfert à l'EPAGE SOMV, un débroussaillage préalable a été convenu avec la commune de Sarrians.

3/ L'Arrêté Préfectoral autorisant les travaux de protection des quartiers Ste Croix mentionne que la Mayre Industrielle sur le tronçon compris entre la sortie du puits de fond et l'ouvrage de la RD n°950 devait elle recalibrée pour laisser passer 900 L/s. Aucun plan de récolement de ce recalibrage n'ayant été fourni, l'EPAGE SOMV se questionne sur la réalisation ou non de ce dernier. Sébastien en poste depuis 17 ans à la Mairie, ne se souvient pas d'un recalibrage effectué. L'EPAGE SOMV demande donc à la commune avant transfert de lui prouver ce recalibrage soit par la mise à disposition des plans de récolement afférant, soit par une étude à faire réaliser par un bureau d'études hydrauliques prouvant d'une part que la Mayre Industrielle a la capacité souhaitée et d'autre part, que les ouvrages d'art traversant (au nombre de trois) soit transparents (c'est-à-dire soit capables de laisser passer sans débordements amonts les 900 L/s.

Nota : les trois ouvrages mentionnés sont de l'amont vers l'aval :

A/ l'ouvrage permettant d'accéder à la plateforme de dépôts de la commune de Sarrians,

B/ l'ouvrage sur lequel la citerne des pompiers est présente,

C/ l'ouvrage permettant l'accès aux cinq habitations de Lorient du Comtat via la zone d'Intermarché.

4/ M. Guignard indique avoir reçu le projet d'Arrêté Préfectoral autorisant la commune à réaliser le curage de la Mayre par DIG sur la partie comprise entre la citerne des pompiers et la vanne de la RD 950. Toutefois, Heidi FAIN indique que ce tronçon particulier pose en l'état actuel problème à l'EPAGE SOMV et qu'aucun transfert ne pourra avoir lieu sans reprise du talus RG situé sur la commune de Lorient du Comtat de déblais, tout venant, grillage, arbustes, planches etc. MM. Begnis et Guignard indiquent que ce n'est pas à la commune de Sarrians de payer ce retalutage de berge située sur la commune voisine. Toutefois, ils comprennent aisément la problématique, que si le talus venait à s'effondrer dans la Mayre Industrielle un jour de gros orages, la zone d'Intermarché pourrait être inondée. Il est donc convenu que la commune comme l'EPAGE SOMV se rapprocherait de la Mairie de Lorient du Comtat afin de trouver une solution acceptable à ce problème. En ce lieu, il est aussi abordé, le problème des rejets d'assainissement des cinq habitations de Lorient du Comtat non raccordées aux égouts et se déversant directement dans la Mayre Industrielle. M. Guignard explique que Sarrians avait fait la démarche de lancer une étude de raccordement sur le réseau d'assainissement de Sarrians des cinq habitations de Lorient du Comtat en avait payé les études préalables au stade d'AVP mais qu'au moment de poursuivre la commune de Lorient du Comtat avait refusé de prendre en charge les travaux.

5/ La vanne au niveau de la RD n° 950 a elle aussi était manipulée avec facilité. La graisse est visible et son entretien et son bon fonctionnement est indéniable. Au même titre qu'il est nécessaire de connaître l'état d'encombrement du puits de fond du bassin de Ste Croix, il est demandé à la commune de réaliser un passage caméra à partir de la vanne de la RD 950 jusqu'à sa sortie avant la partie bétonnée en « L » de la Mayre des Puits (au niveau de Jérôme).

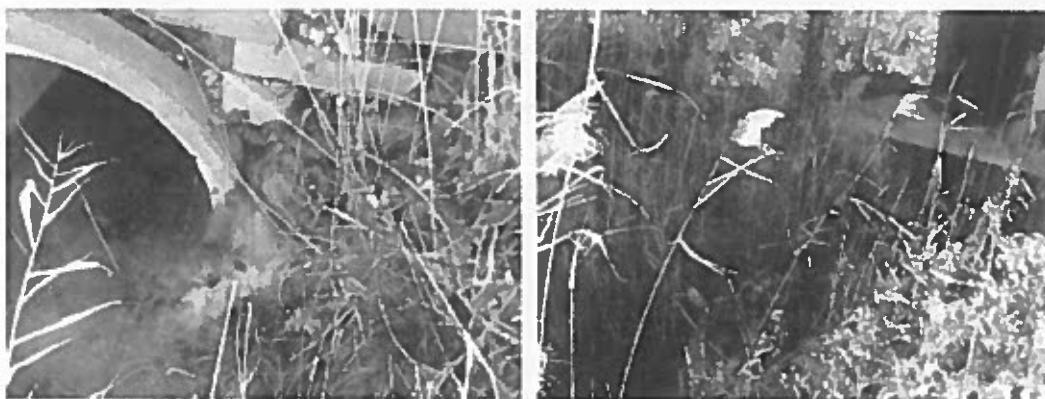
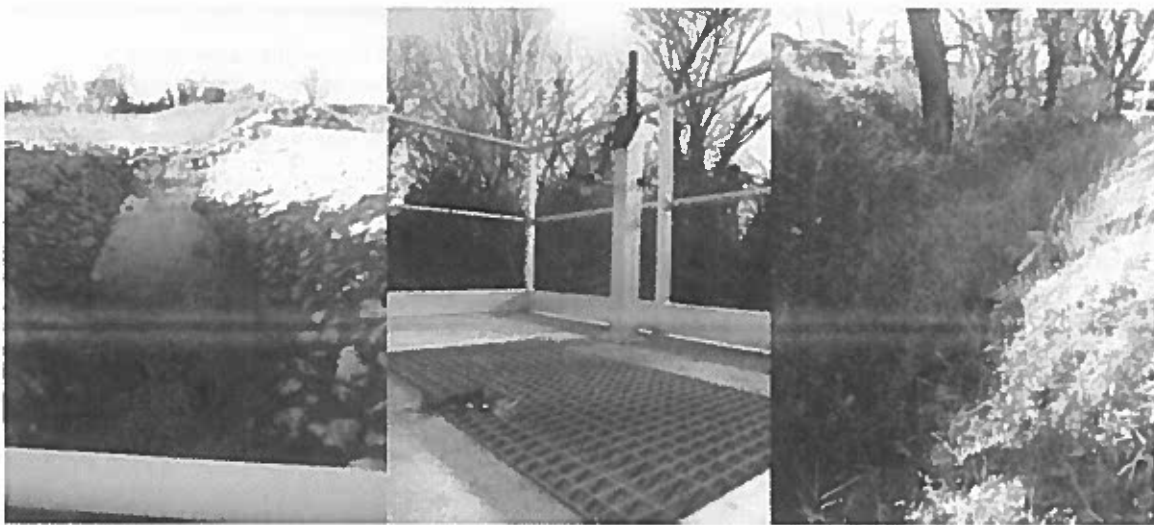
6/ la Mayre des Puits (partie béton comme à l'aval) sera exempte de toute végétation et de tout encombrant avant le transfert à l'EPAGE SOMV, un débroussaillage préalable a été convenu avec la commune de Sarriens jusqu'en limite communale. La même démarche devra être entreprise avec la commune de Loriol du Comtat avant restitution de l'ouvrage avec un planning cohérent.

Rappel en état de vigilance / crise :

- o La manipulation des vannes pour la gestion de crise en cas d'alerte inondation, relève du pouvoir de police du Maire de Sarriens. Une convention expliquant le rôle de chaque collectivité vis-à-vis de l'entretien de ces vannes et de leur gestion en temps normal et en temps de crise devra être rédigée entre la commune et l'EPAGE.

Photos prises par l'EPAGE le 30 janvier 2018 du bassin de Ste Croix et de la Mayre industrielle (d'amont en aval) jusqu'à la RD 950.









Additif du
04 juillet 2018

— o —



Présents : M. Begnis, M. Guignard DST, Sébastien chargé de l'entretien des mayres de la régie hydraulique, Heid Fain technicienne rivière de l'EPAGE

Additif aux points 3 et 4 relatifs au talus RG composé de tout venant et à l'ouvrage d'art d'accès aux parcelles en habitations de Loriol du Comtat

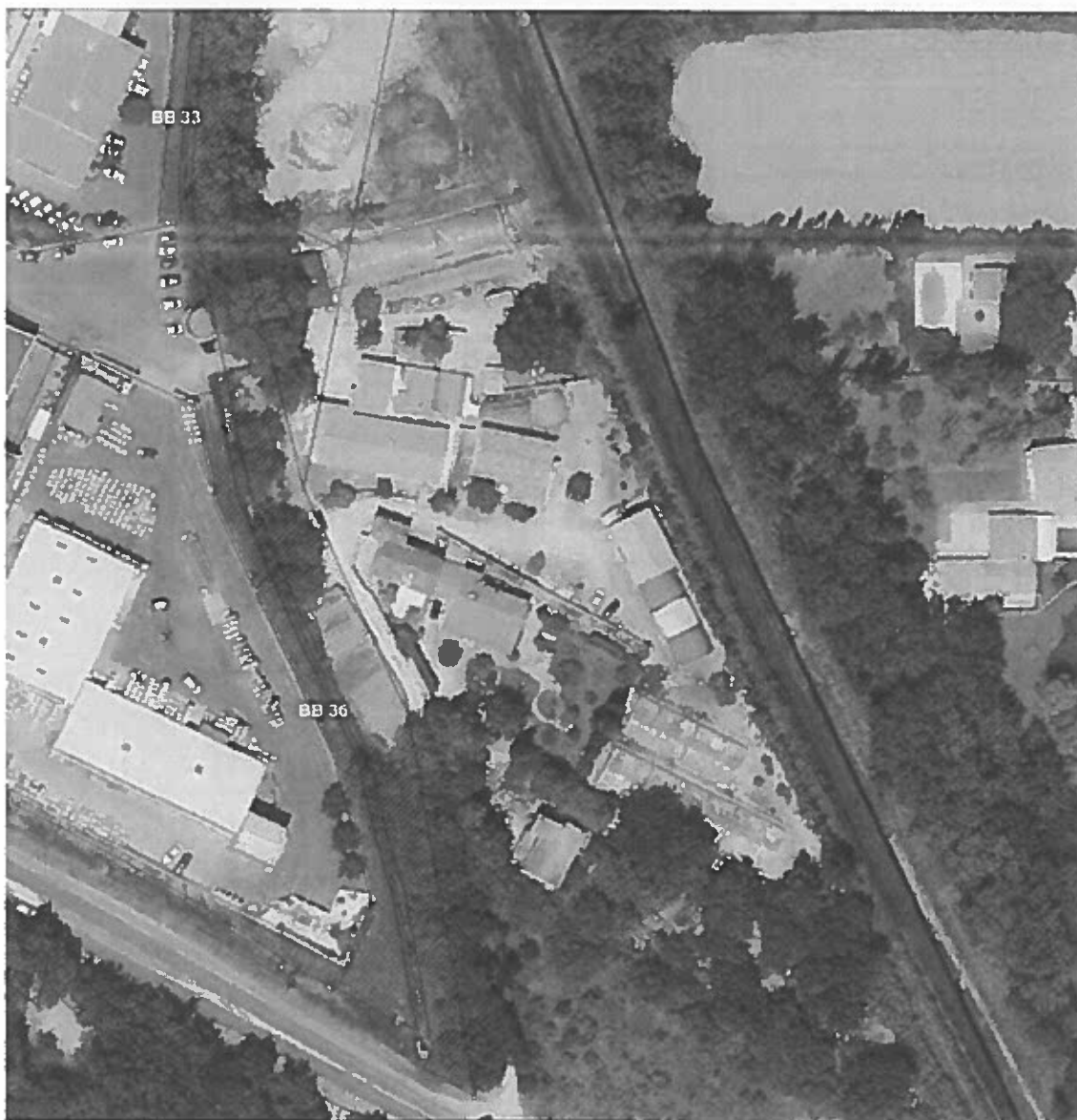
Lors de la rencontre du 02 juillet 2018, MM BEGNIS et GUIGNARD ont indiqué refuser de prendre à la charge de la commune de Sarrians, tout travaux relatifs au talus situé en RG composé de déblais, tout venant visiblement instables, estimant que ce talus était sur le territoire de la commune de Loriol du Comtat. (Point 4 du compte-rendu du 02 juillet 2018)

Par conséquent, en vue d'ouvrir la discussion avec les représentants de la commune de Loriol du Comtat, Heidi FAIN a procédé à la recherche des limites administratives.

Sauf erreur d'appréciation, il s'avère que la commune de Sarrians est propriétaire des parcelles BB 16 et BB 36, situées de part et d'autre de la Mayre Industrielle au droit de Ceramic 84, comme le montre la cartographie suivante :



Au droit, du talus le zoom avant est éloquent :



Ainsi que les matrices cadastrales tirées de la DGFIP (Impôts) :

laisser transiter sans débordement les 900 L/s mentionné dans l'Arrêté Préfectoral autorisant les travaux du bassin de Ste Croix. De même, à partir du moment où la commune est propriétaire de part et d'autre d'un ouvrage d'art (à moins d'un accord écrit le mentionnant), elle est de fait responsable de l'ouvrage. Ainsi, si le passage busé menant aux habitations de Loriol du Comtat s'avérait être sous calibré, cet ouvrage serait également à la charge de la commune de Sarrians.



L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil de communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°129-18

Objet : Mise à disposition d'ouvrages communaux dans le cadre de la compétence GEMAPI pour la commune d'Aubignan

Conseil de communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°129-18

Objet : Mise à disposition d'ouvrages communaux dans le cadre de la compétence GEMAPI pour la commune d'Aubignan

Le conseil communautaire,

Vu la Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (dite Loi "MAPTAM") prévoyant que les EPCI sont compétents en matière de compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations à compter du 1^{er} janvier 2018,

Vu la Loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite Loi "NOTRe"),

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment ses articles L5214-16 et L5214-21,

Vu les missions définies au 1°, 2°, 5° et 8° du I de l'article L211-7 du Code de l'Environnement,

Vu la délibération n°206-17 du conseil de communauté de la CoVe en date du 11 décembre 2017, relative à l'approbation des statuts modifiés de la CoVe et à l'inscription de la compétence obligatoire gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, et actant le transfert de cette compétence notamment à l'EPAGE SOMV pour ce qui concerne la fraction de territoire concernée,

Considérant que dans le cadre du transfert de la compétence GEMAPI des communes à la CoVe, les ouvrages communaux de la commune d'Aubignan contribuant à la prévention des inondations et utiles à l'exercice de cette compétence sont automatiquement mis à disposition de l'EPCI par la commune,

Considérant qu'il est également nécessaire que la CoVe les mette ensuite à disposition du syndicat référent,

Considérant que ces mises à disposition sont encadrées par la convention jointe en annexe de la présente délibération clarifiant les différents usages,

Entendu le rapport du Vice –Président délégué au développement durable,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'AUTORISER le Président à signer le procès-verbal de mise à disposition des biens et ouvrages concourant à l'exercice de la compétence GEMAPI avec le représentant de la commune d'Aubignan

Article 2 : D'AUTORISER le président à signer ce même procès-verbal avec le représentant de l'EPAGE bassin sud ouest du mont Ventoux

Transmis en Préfecture le : 05 OCT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme

Publication par affichage le : 05 OCT 2018

Le Président,

Exécutoire le :

05 OCT 2018

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.



Procès-verbal de mise à disposition d'un bien immeuble
Convention et procès-verbal constatant la mise à disposition des ouvrages contribuant à
l'exercice de la compétence GEMAPI entre la commune d'AUBIGNAN, la CoVe et
l'EPAGE Sud-Ouest du Mont-Ventoux

Entre

La commune d'Aubignan représentée par, agissant en exécution de la délibération du conseil municipal en date du
ci-après désignée la Commune

d'une part,

et

La Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin (CoVe), représentée par Monsieur Guy REY, son Président en exercice, agissant en vertu de la délibération du Conseil de Communauté en date du 10 septembre 2018 ;

ci-après désignée « la Communauté d'agglomération » ;

d'autre part,

et

L'Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Sud Ouest Mont-Ventoux représenté par Monsieur Bruno GANDON, son Président en exercice , agissant en exécution de la délibération du comité syndical en date du

ci-après désigné « le syndicat compétent pour la GEMAPI »

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La loi MAPTAM de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles a attribué à compter du 1^{er} janvier 2018 la compétence GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) au bloc communal avec transfert obligatoire à l'EPCI compétent soit la CoVe.

La CoVe a fait le choix par délibération n°206-17 du 11 décembre 2017 de transférer cette compétence aux 3 syndicats présents sur son territoire à savoir l'EPAGE SOMV(établissement public aménagement et de gestion des Eaux sud-ouest du Mont Ventoux), le SMOP (syndicat mixte de l'Ouvèze provençale) et le SIAN(syndicat intercommunal d'aménagement de la Nesque).

Sur la commune d'Aubignan, des ouvrages contribuent spécifiquement à l'exercice de la compétence GEMAPI et nécessitent de ce fait un transfert de la commune vers l'EPCI puis vers l'EPAGE, ce qui justifie notamment l'établissement de la présente convention tri-partite.

Il convient donc d'arrêter la mise à disposition des biens communaux nécessaires à l'exercice de cette compétence.

En application de l'article L.5211-5 III du code général des collectivités territoriales renvoyant aux dispositions des articles L.1321-1 et suivants du même code, la mise à disposition constitue le régime de droit commun applicable aux transferts de biens et d'équipements nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée, dans le cadre de l'intercommunalité, dans lequel le bénéficiaire se substitue de plein droit aux droits et obligations du propriétaire.

Ce transfert donne parallèlement lieu à évaluation par la commission locale d'évaluation des transferts de charges. Cette commission statue sur le montant du transfert, en prenant en compte les charges précédemment supportées par la Commune constituant dorénavant une dépense pour la communauté d'agglomération au profit de la structure gestionnaire.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet la mise à disposition des biens communaux, entre la Commune auprès de la Communauté d'agglomération puis auprès du syndicat compétent pour la GEMAPI, qui les acceptent, nécessaires pour l'exercice de sa compétence en matière de GEMAPI.

Article 2 : Consistance et état des biens

2.1 Situation juridique

Biens immeubles par destination : parcelles de digues

2.2 Renseignements administratifs

Désignation du propriétaire : la commune d'AUBIGNAN

Références cadastrales de la commune d'AUBIGNAN

Les parcelles sises le long de la Salette et du Bregoux, quartiers « Raffin », « la Botte et le hermas », « Belle ile », « sous la rivière », « bordun » et « entre rivière et chemin de Sarrians » à savoir :

- la parcelle cadastrée section BM n°44,
- la parcelle cadastrée section BM n°45,
- la parcelle cadastrée section BM n°47,
- la parcelle cadastrée section BM n°72,
- la parcelle cadastrée section BM n°73,
- la parcelle cadastrée section BD n°59,
- la parcelle cadastrée section BE n°61,

- la parcelle cadastrée section BE n°3,
- la parcelle cadastrée section BE n°60,
- la parcelle cadastrée section BE n°1,
- la parcelle cadastrée section BE n°185,
- la parcelle cadastrée section BC n°3,
- la parcelle cadastrée section BH n° 77,
- la parcelle cadastrée section BH n° 78,
- la parcelle cadastrée section BH n° 79,
- la parcelle cadastrée section BH n° 85,
- la parcelle cadastrée section BH n° 94

Cf Plan cadastral joint au présent PV

2.3 Consistances

Cours d'eau concerné : Le Bregoux et la Salette

2.4 Etat général des biens

Les biens mis à disposition sont dans un bon état général d'entretien et de fonctionnement.

2.5 Nature des contrats, obligations, concessions et autorisations diverses

La Commune déclare être le valable propriétaire du bien, sans qu'il ne se soit élevé de contestation à ce sujet.

Article 3 : constat de la mise à disposition

3.1 : procès-verbal

La présente convention vaut procès-verbal contradictoire constatant la mise à disposition entre la Commune, la Communauté d'agglomération et l'EPAGE SOMV.

3.2 : comptabilisation du transfert

La présente mise à disposition sera comptablement constatée par opération d'ordre non-budgétaire.

Article 4 : modalités et conséquences juridiques de la mise à disposition

Conformément à l'article L.1321-2 du code général des collectivités territoriales, la présente mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

Le syndicat compétent pour la GEMAPI, l'EPAGE SOMV, bénéficiaire de la mise à disposition, assume à compter de l'effectivité de ce transfert l'ensemble des droits et obligations du propriétaire sur les biens transférés, à l'exception du droit d'aliéner.

Il possède tous pouvoirs de gestion. Il assure le renouvellement et l'entretien des biens mobiliers et autorise l'occupation éventuelle des biens remis. Il pourra effectuer tous travaux

rendus nécessaires dans le cadre de la définition du système d'endiguement. Il en perçoit les biens et les produits. Il agit en justice en lieu et place du propriétaire.

Il peut procéder à tous travaux propres à assurer le maintien de l'affectation du bien pour l'exercice de la compétence exercée.

Sauf accord contraire entre les parties, le syndicat compétent pour la GEMAPI, l'EPAGE SOMV, est substitué à la Commune dans tous les contrats en cours afférents aux biens mis à disposition, à la date de la prise d'effet de la présente convention. La Commune notifie la substitution à ses cocontractants ; un double de cette notification est adressé au syndicat compétent pour la GEMAPI, l'EPAGE SOMV.

Article 5 : prise d'effet, durée et cessation

La présente convention de mise à disposition prend effet à la date de sa signature entre les parties.

Sa durée est illimitée, liée à l'exercice de la compétence GEMAPI.

Toutefois, en cas de désaffectation du bien principal objet de la mise à disposition, ou en cas de reprise de la compétence par la Commune, cette dernière recouvrera l'ensemble des droits, charges afférentes et obligations sur les biens.

Fait à Aubignan, le

Le représentant de la commune d'Aubignan	Le Président de la CoVe	Le président de l'EPAGE SOMV
.....	Guy REY	Bruno GANDON

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORGIO (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil de Communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°130-18

Objet : Cession du réseau câblé

Conseil de Communauté du 10 septembre 2018
Délibération n°130-18
Objet : Cession du réseau câblé

Le Conseil de Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Considérant la convention du 31 mai 1995 conclu entre le district du Comtat Venaissin et la société SUD CABLE VISION aux droits de laquelle vient la société SFR FIBRE SAS (dénommée précédemment NC Numéricable) relative à la construction et à l'exploitation d'un réseau de distribution des services par câble dans le district du Comtat Venaissin,

Considérant que la maîtrise du réseau ainsi construit par le délégataire ne présente pas d'intérêt pour la CoVe qui en est propriétaire,

Considérant les risques pour la CoVe, en menant le contrat à son terme, de ne pas retrouver d'opérateur intéressé par l'exploitation de ce réseau en 2025, compte tenu de l'évolutivité des nouvelles technologies et de la place prépondérante de la technologie fibre désormais,

Considérant le risque d'avoir à indemniser le délégataire en fin de contrat au titre des investissements non amortis,

Considérant l'intérêt de céder ce réseau à un câblo-opérateur afin qu'il continue de développer les infrastructures et d'investir dans son déploiement, à la condition qu'il en possède la maîtrise,

Considérant l'intérêt des communes du territoire concernées par le déploiement du réseau d'obtenir la résiliation des conventions d'occupation du domaine public conclues en application du contrat de concession, aux termes desquelles l'occupation de leur domaine est gratuit et les coûts d'enfouissement du réseau aérien est à leur charge lorsqu'elle en ont l'initiative,

Considérant l'avis rendu par le pôle d'évaluation domaniale de la Direction Générale des Finances Publiques le 14 mai 2018 portant l'évaluation de la valeur du réseau à la somme de 1.000.000,00 €,

Considérant l'offre de rachat du réseau câblé par l'opérateur SFR FIBRE SAS pour un montant de 1 077 797,00€,

Considérant l'estimation de la valeur des biens non amortis faisant l'objet du contrat de concession à hauteur de 777 797,00€,

Considérant la mesure de publicité réalisée sur le Journal Officiel ainsi que le site Internet de la CoVe appelant tout opérateur à manifester son intérêt pour la reprise du réseau,

Considérant l'absence d'offre reçue à l'issue de cette mesure de publicité,

Considérant les projets de protocoles transactionnels à intervenir d'une part entre la CoVe et l'opérateur SFR FIBRE SAS et d'autre part entre l'opérateur et les communes d'Aubignan, de Caromb, de Carpentras et de Saint Didier,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la stratégie de développement de l'intercommunalité,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER le déclassement du réseau pour intégration au domaine privé de la CoVe

Article 2 : D'APPROUVER les termes du protocole transactionnel joint en annexe, prévoyant la résiliation anticipée du contrat de concession du 31 mai 1995 et l'indemnisation du concessionnaire au titre de la résiliation anticipée pour la somme de 777 797,00€ correspondant à la valeur des biens non amortis

Article 3 : D'AUTORISER la cession du réseau en faveur de la société SFR FIBRE SAS pour la somme de 1 077 797,00€

Article 4 : D'AUTORISER le Président à signer tous actes à cet effet.

Transmis en Préfecture le : 17 7 SEPT 2010

Publication par affichage le : 17.7 SEPT 2010

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Entre d'une part,

La Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin représentée par son Président en exercice, Monsieur Francis ADOLPHE, dont le siège est au 1171, avenue du Mont Ventoux à Carpentras (84200), dument habilité par délibération du Conseil communautaire du [...]

Ci-après dénommée la COVE,

Et d'autre part,

La Société SFR FIBRE SAS, société au capital de 78 919 817,50 euros, ayant son siège social 10 rue Albert Einstein à Champs-sur-Mame (77420), représentée par Monsieur François VAUTHIER, son Directeur Général; laquelle vient, *in fine*, aux droits de la société SUD CABLE VISION,

Ci- après dénommée la Société,

La COVE et la Société ont ci-après dénommées les Parties, et le cas échéant, chacune d'entre elles, la Partie,

Après avoir exposé ce qui suit :

1 - Dans le cadre des dispositions de l'article 34 de la loi 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée, le District du Comtat Venaissin devenue Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin a conclu le 31 mai 1995 avec la société SUD CABLE VISION aux droits de laquelle vient la société SFR FIBRE SAS (dénommée précédemment NC Numéricable), une convention aux termes de laquelle elle confie à ladite société le droit d'établir, de financer, de gérer et d'exploiter sur son territoire un réseau distribuant par câble des services de radiodiffusion et de télévision.

La convention est ci-après dénommée « la Convention ».

La Convention a été passée pour une durée de trente ans à compter de la date de délivrance de l'autorisation d'exploitation par le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel. Cette autorisation a été délivrée le 25 juillet 1995 par décision n° 95-287 du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel. La Convention doit donc expirer au 25 juillet 2025.

Trois avenants ont été conclus modifiant et complétant les stipulations contractuelles : 11/04/1996, 24/04/1998, 01/10/2001.

En application de la Convention, la Société a établi un réseau permettant la réception et la distribution de services de radiodiffusion sonore et de télévision dénommé ci-après le Réseau.

La construction du Réseau sur le domaine communal des communes membres de la COVE a été subordonnée à la conclusion préalable avec les communes concernées d'un contrat d'occupation du domaine public dont le modèle figure en annexe 4 de la Convention.

2 - En cours d'exécution contractuelle, une évolution législative opérée par les dispositions de la loi n°2004-669 du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle a substantiellement modifié le cadre applicable aux réseaux câblés distribuant des services de communication audiovisuelle.

Le régime de l'autorisation d'établissement et d'exploitation des réseaux câblés a été abrogé par les dispositions de la loi 2004-669 du 09 juillet 2004.

De surcroît, il résulte des dispositions de l'article 134 de ladite loi modifiée par l'article 13 de loi n°2008-776 du 4 août 2008 l'obligation de mise en conformité des conventions conclues par les communes ou leur groupements aux fins d'établir et d'exploiter des réseaux câblés avec les dispositions de l'article L. 33-1 du code des postes et des communications électroniques ; et ce dans un délai d'un an à compter de la publication du décret pris pour application de cet article.

En conséquence, toutes les clauses octroyant un droit exclusif à la Société apparaissent comme non conformes à l'évolution législative susvisée.

C'est ainsi que la Convention, notamment en son article 15 « utilisation du réseau –

supports concurrents au réseau » s'avère non conforme aux dispositions législatives susvisées.

Le délai de mise en conformité est d'ores et déjà expiré.

3 - Cette modification profonde du contexte d'intervention des collectivités locales précitées en matière de communications électroniques a amené la COVE à s'interroger sur l'application de la Convention en cours ; et ce d'autant qu'elle a fait le constat que l'activité de distribution de services de communication audiovisuelle par réseau câblé à destination des usagers finals, ressortant désormais du domaine concurrentiel, était effectivement assurée par de nombreux opérateurs privés.

4 - De surcroît, les Parties ont souhaité régler définitivement le litige opposant la Société à la COVE et à ses communes membres quant à la prise en charge des dépenses d'enfouissement du Réseau au regard respectif du modèle de contrat figurant expressément en annexe 4 de la Convention (lequel a donc valeur contractuelle) et de l'application des dispositions des conventions d'occupation du domaine public conclues avec les communes rédigées conformément audit modèle.

5 - Après avoir considéré qu'il n'était plus opportun de continuer l'exploitation de cette activité dans le cadre d'un service public local, la COVE a souhaité céder les ouvrages et équipements constitutifs du Réseau dont les ouvrages de génie civil les accueillant, sous réserve de prononcer leur désaffectation et leur déclassement conformément à l'article L. 2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Les ouvrages résultant de l'exécution de la Convention précitée construits par la société SUD CABLE VISION, aux droits de laquelle est venue la Société, ont été affectés au service public de distribution par câble des services de radio sonore, de télévision et ont fait l'objet d'un aménagement indispensable à l'exécution de cette mission de service public. Ils ont, de ce fait, été incorporés dans le domaine public de la collectivité.

À compter de la date de résiliation anticipée de la convention précitée, la COVE a décidé de mettre fin au service public de distribution par câble des services de radiodiffusion sonore, de télévision et de ne plus affecter les biens en cause à un autre service public ou à l'utilisation du public.

Par conséquent, les ouvrages et équipements constitutifs du réseau câblé et les ouvrages de génie civil d'accueil n'étant plus affectés à une telle activité de service public, la COVE a constaté leur déclassement du domaine public afin de permettre leur cession.

Fort de cette désaffectation et de ce déclassement, la COVE envisage céder à la Société la propriété des équipements (en ce compris les câbles et matériels optiques), et celle des ouvrages de génie civil d'accueil (chambres de tirage, fourreaux, appuis aériens), et qui sont actuellement occupés par les câbles.

6 - Des discussions ont été engagées en vue de rechercher un accord sur le principe de la résiliation conventionnelle, l'indemnisation de l'entier préjudice subi par la Société du fait de cette résiliation anticipée et les modalités de la cession envisagée.

Désirant trouver une solution transactionnelle pour prévenir et régler tout litige pouvant les opposer, la COVE et la Société ont convenu de conclure la transaction suivante.

Le présent Protocole transactionnel est le résultat de concessions réciproques des Parties, conformément à l'article 2044 du code civil et aux principes qui en découlent.

C'est en l'état, après avoir pris en compte l'ensemble de ces circonstances que les Parties ont décidé ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet du Protocole transactionnel

Le présent Protocole transactionnel a pour objet :

- De mettre fin de manière anticipée à la Convention conclue entre la Société et la COVE devant initialement expirer le 25 juillet 2025
- De fixer la date d'effectivité de la résiliation de la Convention
- De fixer les modalités de fin d'exécution des obligations découlant de la Convention dans l'intérêt des deux Parties
- De fixer le montant de l'indemnisation due par la COVE à la Société en réparation de l'intégralité du préjudice subi du fait de la résiliation anticipée de la Convention
- De fixer les conditions de la cession à la Société des biens et équipements du Réseau définis ci-après
- De régler définitivement le litige opposant la Société à la COVE et à ses communes membres quant à la prise en charge des dépenses d'enfouissement du Réseau

ARTICLE 2 - Conditions de résiliation anticipée de la Convention

2.1. Principe de la résiliation

La Convention conclue entre les Parties devait arriver à échéance au 25 juillet 2025 à l'issue de l'effectivité de l'autorisation délivrée par le CSA par décision n°95-287 du 25 juillet 1995.

Par le présent Protocole, il est décidé d'un commun accord des deux Parties d'y mettre fin avant le terme prévu.

2.2. Date d'effectivité de la résiliation

Les Parties décident, d'un commun accord, que la date d'effectivité de la résiliation de la Convention est fixée au [...].

En conséquence, l'exploitation du Réseau par la Société en application et dans le cadre de la Convention cessera à la même date.

2.3. Modalités d'exécution de la Convention pendant la période restant à courir

La Convention conclue entre la COVE et la Société continue à s'appliquer et à être exécutée dans les conditions prévues initialement, sous réserve des dispositions du présent Protocole.

2.4. Sort des biens de la Convention

La liste des biens meubles et immeubles construits ou constitués par l'Opérateur dans le cadre de la Convention est portée en annexe 1. Lesdits biens constituent des biens dits de retour en tant que biens nécessaires au fonctionnement du service public. Ils sont réputés être la propriété de la COVE et lui faire retour gratuitement, sous réserve des biens dont la valeur n'est pas amortie à la date d'effectivité de la résiliation dans les conditions de l'article 2.5.

Lesdits biens seront remis par la Société à la COVE le [...].

2.5. Montant de l'indemnisation et concessions réciproques

Par le présent Protocole, les Parties conviennent des conditions d'indemnisation de la Société et ce, nonobstant toutes dispositions contraires de la Convention, notamment celles de son article 25.

Les concessions réciproques suivantes inhérentes à la transaction ont été consenties par les Parties :

- a) La COVE consent à indemniser la Société à hauteur de son entier préjudice selon les principes retenus en matière de résiliation anticipée d'un tel contrat administratif,
- b) En suite de la résiliation, la Société accepte de renoncer à toute indemnité résultant de la suppression du régime d'utilisation exclusive des ouvrages et installations établis par elle et à toute indemnité au titre du manque à gagner résultant de la résiliation anticipée de la Convention ; elle s'engage à ne revendiquer le paiement d'aucune autre somme que celles fixées au présent article sur quelque fondement que cela soit,
- c) La COVE et la Société renoncent à porter devant les juridictions tout différend lié à la fin anticipée de la Convention et à l'indemnisation due à la Société.

En suite de la résiliation anticipée de la Convention, d'un commun accord, les Parties conviennent que le montant de l'indemnisation de la Société a été fixé librement entre les parties, déterminé à partir de la valeur non amortie des biens qui figure en annexe 2 du présent Protocole dont la remise à la COVE résulte de la résiliation anticipée de la Convention.

Au regard des justificatifs fournis, et de manière transactionnelle afin de parvenir à un accord avec la COVE, la Société accepte une indemnité transactionnelle de 777 797 € (sept cent soixante-dix-sept mille sept cent quatre dix-sept euros).

ARTICLE 3 - Sur la cession des biens de la COVE

3.1. Principe et périmètre de la cession

La COVE accepte, sous réserve de leur incorporation à son domaine privé, de céder en pleine propriété à la Société les biens et équipements du Réseau constitués par l'ensemble des câbles, de ses contenus et accessoires et les ouvrages de Génie civil (chambres de tirage, fourreaux, appuis aériens, ...). Ces équipements, installations et matériels, entrant dans le périmètre de la cession, sont décrits en annexe n°3.

Il est admis que l'ensemble de ces biens faisaient initialement partie du domaine public de la COVE du fait de leur affectation au service public de distribution par câble des services de radiodiffusion sonore et de télévision sur le territoire de la COVE ; comme le rappelle le préambule ils ont ensuite été désaffectés et déclassés.

La Société accepte d'acquérir les biens visés en annexe 3 en contrepartie du versement du prix de cession mentionné à l'article 3.3.

3.2. Remise des biens cédés

Les biens, objets de la cession visés en annexe 3 seront remis à la Société par la COVE le [...], après leur remise initiale à cette dernière conformément à l'article 2.4 du Présent protocole.

La Société est réputée accepter les biens, objets de la cession, en l'état, sans pouvoir prétendre ou revendiquer une quelconque moins-value ou réfaction sur le prix de cession au vu de l'état des biens ou de dommages aux biens au jour de la remise.

3.3. Prix de cession

La COVE accepte de céder les biens dont la liste est portée en annexe 3 à la Société moyennant le versement d'une somme de 1 077 797 € (un million soixante-dix-sept mille sept cent quatre-vingt-dix-sept euros).

Le service France Domaine a été saisi pour avis le 12 septembre 2017 ; il l'a rendu le 14 mai 2018, (Annexe n° 5).

De manière générale, les Parties renoncent à porter devant les juridictions tout différend relatif à la cession des biens visés dans l'annexe 3 et au montant du prix de cession dont les éléments concernant sa valorisation figurent à l'annexe 4.

La cession relève des dispositions de l'article 257 bis du Code Général des Impôts et n'est pas soumise à TVA.

3.4. Sort des contrats en cours relatifs aux biens cédés

Au jour de la remise des biens cédés, la COVE atteste qu'elle n'a conclu aucun contrat ou souscrit aucun engagement grevant la propriété ou l'utilisation des biens faisant l'objet de la cession.

Article 4 - Modalités de règlement

Un titre sera émis par la COVE à l'encontre de la Société d'un montant de 1 077 797€ en règlement de la somme due par la Société visée à l'article 3.3. du présent Protocole.

Un mandat sera émis par la COVE au profit de la Société d'un montant de 777 797 € en règlement de la somme due par la COVE identifiée à l'article 2.5. du présent Protocole.

Ces sommes procédant d'un même acte juridique, le Protocole, la somme due par la COVE à la Société viendra en déduction de celle due par la Société à la COVE.

La Société s'acquittera alors du solde, soit 300 000€, dans un délai d'un mois à compter de la signature du présent Protocole.

Article 5 : Date du transfert de propriété des Biens

Le présent Contrat entre en vigueur à compter de sa signature par les Parties.

Les Parties conviennent que le transfert de propriété des biens objets de la cession s'opère à la date d'effectivité de la résiliation, soit le [...].

En l'hypothèse d'absence de versement par la Société du montant du solde constaté mentionné par la décision de compensation dans un délai maximum de deux mois à compter de sa réception, le présent protocole sera résolu de plein droit.

Article 6 : Occupation du domaine public routier et non routier

Pour garantir le maintien des ouvrages du Réseau cédés à la Société par l'effet du présent Protocole, la Société régularisera auprès des communes concernées (Aubignan, Caromb, Carpentras, Saint Didier), une demande de permission de voirie et, le cas échéant, de convention d'occupation du domaine public non routier (conformément aux dispositions légales et réglementaires requises) et du domaine privé.

La Société accepte de renoncer dès à présent à se prévaloir, en tant qu'elles concernent l'enfouissement du Réseau, d'une part, à l'encontre de la COVE des stipulations de la Convention relatives à la prise en charge des déplacements, d'autre part, à l'encontre des communes concernées mentionnées supra des dispositions des conventions d'occupation du domaine public, avec elles conclues, qui stipulent que le coût des travaux de déplacement ou de modification des ouvrages du Réseau sera à la charge de la commune demanderesse.

La Société s'engage à proposer à chacune des communes concernées la conclusion d'un protocole relatif à la cessation des contrats conclus qui comprendra nécessairement des stipulations portant indemnisation forfaitaire et définitive au titre des dépenses d'enfouissement exposées lors de la durée desdits contrats pour un montant TTC total et maximum de :

- 86 395 € (Aubignan)
- 84 890 € (Caromb)

- 150 000 € (St Didier).

La Société s'engage à conclure au plus tard la date du [...] avec l'Autorité d'Organisation de Distribution d'Electricité compétente territorialement (SEV 84) une convention pour l'enfouissement des lignes aériennes du Réseau en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L.2224-35 (CGCT).

A défaut de la délivrance au plus tard la date du [...] par les communes mentionnées supra de permission de voirie, et le cas échéant, de conclusion par lesdites communes de convention(s) pour occupation du domaine public non routier et du domaine privé par le Réseau en son intégralité, le présent protocole sera résolu de plein droit.

Article 7 : Transaction - autorité de chose jugée

Les dispositions du présent Protocole constituent un ensemble indivisible et valent transaction au sens des articles 2044 et suivants du code civil ou des principes dont s'inspirent lesdits articles.

En conséquence, la présente transaction a autorité de chose jugée entre les Parties et vaut engagement irrévocable et définitif de la part de chacune des Parties signataires et sera exécuté dans sa globalité.

D'une manière générale, chacune des Parties renonce à l'égard de l'autre Partie à exercer à son encontre une quelconque action juridictionnelle - ou non - fondée sur une disposition de la Convention mentionnée en préambule, un manquement à ladite Convention ou toute cause subsidiaire, chacune des Parties estimant réciproquement que l'autre a pleinement satisfait à ses obligations contractuelles. En conséquence, la COVE donne quitus à la Société de la bonne exécution de ses obligations contractuelles

La renonciation prévue par l'alinéa précédent inclut l'usage de toute modalité de constitution unilatérale de l'autre Partie comme débiteur.

Cet accord vaut extinction irrévocable de toute les contestations nées ou à naître entre les Parties relatives aux relations contractuelles ayant existé entre elles.

Les Parties s'engagent à respecter l'ensemble des stipulations du Présent Protocole.

Article 8 : Annexes :

Le présent Protocole comprend quatre (4) annexes qui ont valeur contractuelle (annexe 1 à 4), et une cinquième informative, numérotées de 1 à 5 :

Annexe n° 1 : Liste des biens de retour

Annexe n° 2 : Valorisation de l'indemnité de résiliation

Annexe n° 3 : Liste des biens cédés

Annexe n° 4 : Valorisation du prix de cession

Annexe n° 5 : Avis France Domaine

La présente transaction est établie en 2 exemplaires originaux

Fait à Carpentras, le [...]

Pour la COVE
Le Président
M. Guy REY

Pour la Société
Le Directeur Général
M. François VAUTHIER

Annexe 1 – Liste des Biens de Retour

Appartiennent à la catégorie des Biens de Retour, les éléments constitutifs du Réseau établis dans le cadre de la Convention sur le territoire de la COVE tels que détaillés ci-après:

- les fourreaux ;
- les chambres de tirage ou d'épissurage ;
- les appuis aériens ;
- les socles des armoires et des bornes ;
- tous les éléments mis en jeu pour le raccordement tels que connecteurs, jarretières, tiroirs optiques, baies de brassage et alimentations ;
- les appuis et équipements permettant les remontées en façade ;
- les armoires de rue, boîtiers, et shelters installés par la Société au cours de l'exécution de la convention, situés sur ou sous le domaine public et privé;
- les câbles de fibres optiques ou coaxiaux :
 - o reposant sur des infrastructures souterraines ou aériennes,
 - o empruntant les parties communes ou privatives de propriétés privées ;
- tout matériel installé à l'intérieur des chambres de tirage tel que boîtiers pour épissure, systèmes de fixation ou dispositifs de protection mécanique ;
- tout matériel passif (en plus des câbles) ou actif installé par la Société à l'intérieur des armoires de rue, chambres ou locaux tels que:
 - o équipements actifs : commutateur, amplificateur, routeurs ...
 - o équipements passifs : connecteurs,...
- l'ensemble de la documentation indispensable au bon fonctionnement du réseau,
- les conventions établies auprès de tout opérateur ou autre tiers, au titre de la Convention concernant les équipements et installations décrits à la présente annexe.

Annexe 2 – Valorisation de l'indemnité de résiliation

ETAT DES IMMOBILISATIONS ET DE LA VALEUR NON AMORTIE

Fiche SAP	Famille	Désignation	Valeur d'origine	Date achat	VNC 31/12/2017
300000314973	COB	Remp cable 557 ch de Velleron	398,60	30/04/2010	197,90
300000314977	COB	Remp cable 506 Rte de Lorlat M	630,14	30/04/2010	312,86
300000355534	AUT	LOCATIONS SUPPORTS EDF / 84200	49 978,12	15/06/1998	-
30000038611	AUT	LOCATIONS POTEAUX FT / 84200	2 108,37	20/04/1999	128,61
30000022193	AUT	LOCATIONS POTEAUX FT / 84200	491,95	20/04/1999	24,82
30000017152	AUT	LOCATIONS POTEAUX FT / 84200	491,95	20/04/1999	24,63
300000355537	AUT	LOCATIONS SUPPORTS EDF / 84200	24 284,08	25/01/1999	-
300000355544	AUT	LOCATIONS SUPPORTS EDF / 84200	5 420,55	04/02/1999	-
300000355548	AUT	LOCATIONS SUPPORTS EDF / 84200	433,64	25/01/1999	-
300000115605	AUT	LOCATION SUPPORTS EDF / 84200	4 685,80	13/01/2000	468,63
300000272020	AUT	EDF ETABLISSEMENT RESEAU	5 934,80	01/04/2001	-
300000133027	AUT	EDF ANNUTE 2000 CARPENTRAS	15 493,83	01/12/2002	-
300000099885	AUT	ACTIV HUB CARPENTRAS 10/12/01	148 592,05	12/12/2001	29 283,05
300000289864	TDR	ISDH INSTAL COMMUT	789,61	01/06/2003	14,30
300000285698	TDR	TEDISYS 1 GRILLE COMMUTATION	915,00	01/05/2003	13,27
300000038928	TDR	ISDH SPLITTER AUDIO 3UX6HP	1 170,00	24/05/2004	91,77
300000186077	TDR	EQUIPEMENT NUMERIQUE	661,01	07/07/2000	-
300000213228	TDR	TEDISYS MATERIEL TV INFOS	1 800,00	01/09/2002	-
300000318523	TDR	ACTIVATION DIGITALTV 84200	62 649,78	13/10/2003	2 615,62
300000107045	TDR	TANDBERG TDR CARPENTRAS	21 942,10	15/06/2005	3 167,17
300000221383	AUT	ENERGIE DIVERS	49 530,69	30/11/2000	-
300000057362	AUT	CERBERUS SYST SECUR HUB CARPEN	30 337,35	01/08/2001	-
300000057367	AUT	CERBERUS SYST SECUR HUB CARPEN	3 393,98	01/08/2001	-
300000072497	AUT	SITAV AMENAGT TDR CARPENTRAS	7 800,68	20/09/2001	-
300000263469	AUT	RSI SUD NET CARP DOC 01	3 477,21	01/03/2001	-
300000268672	AUT	VIDEOSPAC A34075 11 4	11 356,38	23/03/2001	-
300000270893	TDR	SALIES	762,25	31/03/2001	-
300000176995	TDR	INSTALLATION BAIE DTV ISTRES	1 377,60	13/02/2006	286,60
300000275313	TDR	TR CARPENTRAS - ELECTRONIQUE	137 204,12	06/02/1997	-
300000398862	TDR	T8420 - MES 07/98	12 680,72	31/07/1998	-
300000380019	TDR	T8420 - MES 04/98	1 382,24	30/04/1998	-
300000113809	TDR	TR CARPENTRAS - COMPLEMENT	66 787,42	31/12/1999	-
300000187038	TDR	TV UPCONVERTER 44MHZ	1 118,67	17/07/2000	-

Acquitté en PREFECTURE le: 17/09/2018

300000286676	TDR	TONNA MODUL SUPRA	182,94	13/04/2001	-
300000053259	TDR	PIRELLI BAE ORDJ10 CARPENTRAS	14 924,91	05/07/2001	-
300000103785	TDR	SOGETREL EQUIP TDR CARPENTRAS	615,44	31/12/2001	-
300000083423	TDR	ARCODAN RECEPTEURS OPTIQUES	56 939,71	14/11/2001	-
300000075087	TDR	ARCODAN EMETTEURS OPTIQUES	94 122,38	15/11/2001	-
300000093611	TDR	ARCODAN EMETTEURS OPTIQUES	135 872,78	15/11/2001	-
300000227412	TDR	SCIENTIFIC ATLANTA AUBIGNAN	17 115,00	30/09/2001	-
300000153098	TDR	TRAVAUX AJOUT CAPACITÉ MUX CARPENTRAS	14 055,42	12/12/2005	2 812,72
300000218049	AUT	MODEM CABLE INTERNET	6 851,67	10/11/2000	-
300000103401	AUT	ARES INGENIEURS	3 978,00	31/12/2001	-
300000103408	AUT	ARES MAT BACKBONE	6 813,90	31/12/2001	-
300000179451	COB	EQUIPT/OPTIQUE	17 027,15	22/06/2000	5 133,79
300000052791	COB	ERT CHANGEMENT RECEPT OPT CARP	6 674,22	02/07/2001	2 098,18
300000035100	COB	ACTIV ST-DIDIER SECTEUR 02/03	8 383,72	07/12/2001	2 622,17
300000072857	COB	ACTIV AUBIGNAN	9 096,30	07/12/2001	2 885,87
300000040329	COB	ARCODAN CDE32017	134 155,14	01/06/2001	42 026,15
300000193419	COB	ACTIV CAROMB	8 861,88	09/09/2002	2 905,24
300000171807	COB	TRENTO TVX CARPENTRAS	490,22	01/05/2002	159,58
300000287553	COB	CEISAM MESURES TDR	1 418,00	01/06/2003	482,39
300000114844	COB	LIAISON FO - CARPENTRAS	4 318,88	31/12/1999	1 277,90
300000041927	COB	PIRELLI CDE 34218	1 398,72	07/06/2001	438,47
300000072863	COB	ACTIV AUBIGNAN	9 096,30	07/12/2001	2 885,87
300000035105	COB	ACTIV ST-DIDIER SECTEUR 02/03	8 383,72	07/12/2001	2 622,17
300000193428	COB	ACTIV CAROMB	8 861,88	09/09/2002	2 905,24
300000171813	COB	TRENTO TVX CARPENTRAS	490,22	01/05/2002	159,58
300000132979	COB	ERT DEPLACEMENT CAROMB	1 016,00	01/10/2005	386,24
300000138882	COB	EXTENSION RESEAU CARPENTRAS	557,00	11/10/2005	212,63
300000180173	COB	EXTENSION RESEAU CARPENTRAS	565,50	28/02/2006	220,47
300000193637	COB	EXTENSION DE RESEAU A AUBIGNAN	897,00	26/04/2006	352,55
300000243415	COB	EXTENSION RESEAU CARPENTRAS	2 143,55	24/10/2006	864,74
300000243422	COB	DEPLACEMENT DE RESEAU CARPENTRAS	587,50	24/10/2006	237,01
300000038761	COB	EXTENSION RESEAU 07BC3925	1 224,10	31/07/2007	514,87
300000046155	COB	EXTENSION RESEAU	709,20	17/09/2007	300,49
300000060399	COB	CHANGEMENT DE CABLE	318,50	30/11/2007	136,50
300000035111	COB	ACTIV ST-DIDIER SECTEUR 02/03	8 383,72	07/12/2001	2 622,17
300000072869	COB	ACTIV AUBIGNAN	9 096,30	07/12/2001	2 885,87

Acquitté en PREFECTURE le: 17/09/2018

300000171819	COB	TRENTO TVX CARPENTRAS	490,22	01/05/2002	159,58
300000193435	COB	ACTIV CAROMB	8 861,88	09/09/2002	2 905,24
300000219425	AE	RESEAU ACTIF	1 208,31	16/11/2000	-
300000035156	AE	ACTIV ST-DIDIER SECTEUR 02/03	12 575,58	07/12/2001	-
300000072907	AE	ACTIV AUBIGNAN	13 644,45	07/12/2001	-
300000058178	AE	RCS PORT 10MB SWITCH	3 147,00	01/08/2001	-
300000193617	AE	ACTIV CAROMB	13 292,82	09/09/2002	-
300000171897	AE	TRENTO TVX CARPENTRAS	735,33	01/05/2002	-
300000103261	AE	ERT TVX CARPENTRAS	165,00	07/04/2005	24,20
300000035172	AE	ACTIV ST-DIDIER SECTEUR 02/03	9 781,01	07/12/2001	-
300000072921	AE	ACTIV AUBIGNAN	10 612,35	07/12/2001	-
300000171961	AE	TRENTO TVX CARPENTRAS	571,93	01/05/2002	-
300000193658	AE	ACTIV CAROMB	10 338,86	09/09/2002	-
300000318540	AE	ACTIVATION DIGITAL TV 84200	5 745,06	13/10/2003	299,27
300000332972	AE	TANDBERG DIGITAL TV 12/03	159,42	03/02/2004	10,67
300000333022	AE	TANDBERG DIGITAL TV 12/03	412,50	03/02/2004	27,59
300000107532	AE	TANDBERG TDR CARPENTRAS	2 154,90	15/06/2005	329,72
300000107816	AE	TANDBERG UPGRADE TT6120	1 100,98	01/07/2005	168,50
300000138929	AE	EXTENSION RESEAU CARPENTRAS	583,30	11/10/2005	106,72
300000303550	GC	NETWORK - EP / 84200	16 345,60	01/05/1997	4 379,64
300000313786	GC	NETWORK - EP / 84200	15 293,05	01/06/1997	4 109,98
300000323999	GC	NETWORK / 84200	65 609,44	01/07/1997	17 684,02
300000324007	GC	NETWORK - EP / 84200	11 578,14	01/07/1997	3 120,71
300000331405	GC	NETWORK / 84200	364 185,01	01/08/1997	98 458,24
300000331411	GC	NETWORK - EP / 84200	64 267,94	01/08/1997	17 374,98
300000335311	GC	NETWORK / 84200	88 064,01	01/09/1997	23 880,74
300000335317	GC	NETWORK - EP / 84200	15 540,71	01/09/1997	4 214,25
300000340557	GC	NETWORK / 84200	355 413,69	01/10/1997	96 663,85
300000345892	GC	NETWORK / 84200	259 630,93	01/11/1997	70 829,41
300000313795	GC	NETWORK / 84200	86 660,60	01/06/1997	23 289,88
300000303559	GC	NETWORK / 84200	92 625,09	01/05/1997	24 817,99
300000345896	GC	NETWORK - EP / 84200	45 817,22	01/11/1997	12 499,31
300000340561	GC	NETWORK - EP / 84200	62 720,06	01/10/1997	17 058,33
300000281848	GC	NETWORK / 84200	86 309,74	01/03/1997	22 989,86
300000281857	GC	NETWORK - EP / 84200	15 231,13	01/03/1997	4 057,03
300000354457	GC	NETWORK - EP / 84200	103 398,33	31/12/1997	28 376,00

Acquitté en PREFECTURE le: 17/09/2018

300000350609	GC	NETWORK / 84200	222 440,55	01/12/1997	60 863,86
300000354461	GC	NETWORK / 84200	585 923,86	31/12/1997	160 797,34
300000350612	GC	NETWORK - EP / 84200	39 254,21	01/12/1997	10 740,68
300000354473	GC	NETWORK - EP / 84170	14 392,20	31/12/1997	3 949,71
300000340576	GC	NETWORK / 84170	55 480,15	01/10/1997	15 089,25
300000340579	GC	NETWORK - EP / 84170	9 790,61	01/10/1997	2 662,81
300000350633	GC	NETWORK / 84170	36 062,09	01/12/1997	9 867,26
300000350636	GC	NETWORK - EP / 84170	6 363,90	01/12/1997	1 741,28
300000354478	GC	NETWORK / 84170	81 555,81	31/12/1997	22 381,67
300000363616	GC	NETWORK - EP / 84200	15 187,22	31/01/1998	4 180,76
300000374671	GC	NETWORK - EP / 84200	26 807,74	31/03/1998	7 423,31
300000369130	GC	NETWORK / 84200	147 672,66	28/02/1998	40 765,27
300000369141	GC	NETWORK - EP / 84200	26 059,88	28/02/1998	7 193,87
300000374692	GC	NETWORK / 84200	151 910,50	31/03/1998	42 065,42
300000399263	GC	NETWORK - EP / 84200	11 008,34	31/07/1998	3 086,04
300000399265	GC	NETWORK / 84200	62 380,61	31/07/1998	17 487,58
300000392778	GC	NETWORK - EP / 84200	17 223,69	30/06/1998	4 813,30
300000392782	GC	NETWORK / 84200	97 600,91	30/06/1998	27 275,34
300000380579	GC	NETWORK - EP / 84200	6 206,20	30/04/1998	1 723,74
300000386844	GC	NETWORK / 84200	91 737,60	31/05/1998	25 559,24
300000386849	GC	NETWORK - EP / 84200	16 188,99	31/05/1998	4 510,45
300000363639	GC	NETWORK / 84200	86 060,89	31/01/1998	23 690,97
300000013499	GC	NETWORK / 84200	6 388,38	31/10/1998	1 807,77
300000013500	GC	NETWORK - EP / 84200	1 127,36	31/10/1998	319,02
300000015098	GC	NETWORK / 84200	64 259,55	30/11/1998	18 240,10
300000015099	GC	NETWORK - EP / 84200	11 339,92	30/11/1998	3 218,84
300000408168	GC	NETWORK / 84200	27 808,23	30/09/1998	7 844,22
300000403590	GC	NETWORK - EP / 84200	3 647,34	31/08/1998	1 025,71
300000408180	GC	NETWORK - EP / 84200	4 907,33	30/09/1998	1 384,27
300000403599	GC	NETWORK / 84200	20 668,28	31/08/1998	5 812,36
300000114616	GC	MATERIEL RESEAU / CARPENTRAS	177 416,66	31/12/1999	52 495,42
300000114646	GC	NETWORK / 84200	6 764,16	31/12/1999	2 001,43
300000114653	GC	MO CONSTRUCTION RESEAU	2 048,91	31/12/1999	606,25
300000114658	GC	NETWORK - EP / 84200	1 193,68	31/12/1999	353,20
300000114676	GC	COMPLEMENT MES RESEAU / 84200	162 163,14	31/12/1999	47 982,09
300000114682	GC	COMPLEMENT MES RESEAU / 84200	28 617,02	31/12/1999	8 467,43

300000059636	GC	NETWORK / 84200	3 006,29	31/05/1999	869,60
300000059649	GC	NETWORK - EP / 84200	530,52	31/05/1999	153,46
300000068823	GC	NETWORK - EP / 84200	1 923,14	30/06/1999	558,04
300000068843	GC	NETWORK / 84200	10 897,82	30/06/1999	3 162,22
300000033644	GC	NETWORK - EP / 84200	7 095,74	28/02/1999	2 032,93
300000033649	GC	NETWORK / 84200	40 209,19	28/02/1999	11 519,91
300000051695	GC	NETWORK / 84200	23 674,57	30/04/1999	6 825,92
300000051701	GC	NETWORK - EP / 84200	4 177,87	30/04/1999	1 204,58
300000171570	GC	CONCESS/MO CONSTR/RESEAU	186,37	31/05/2000	56,06
300000193734	GC	CONCESS/MO/CONSTRUCT/RESEAU	2 852,02	02/08/2000	863,77
300000193742	GC	CONCESS/MO/CONSTRUCT/RESEAU	465,27	02/08/2000	140,91
300000118952	GC	ACTIVATION TRAVAUX CARPENTRAS	22 158,77	01/01/2000	6 557,21
300000203889	GC	MO CONSTRUCTION RESEAU	536,89	25/09/2000	163,57
300000196144	GC	MO CONSTRUCTION RESEAU	708,58	23/08/2000	215,10
300000029593	GC	CEDEV CARPENTRAS	1 489,43	01/05/2001	464,95
300000040035	GC	SRMV A32041 CARPENTRAS CREAT R	12 607,53	01/06/2001	3 949,50
300000256979	GC	SOGET CARPENTRAS	534,33	02/02/2001	165,16
300000263838	GC	CEDEV ST DIDIER 02 03	686,02	01/03/2001	212,69
300000201253	GC	ACTIVATION CAROMB	137 644,23	01/03/2001	45 178,31
300000058919	GC	SRMV TVX CARPENTRAS	3 674,02	01/08/2001	1 158,83
300000072533	GC	ACTIV/COURS 99 AUBIGNAN	273 296,11	01/11/2001	86 705,38
300000100546	GC	RSI TVX RESEAU CARPENTRAS	11 277,88	26/12/2001	3 613,26
300000058950	GC	TPCOMTAT TVX CARPENTRAS	4 829,89	01/08/2001	1 523,40
300000105018	GC	CEDEV MO AUBIGNAN	2 157,16	28/12/2001	692,25
300000105024	GC	SOGETREL MO CAROMB	952,81	28/12/2001	305,76
300000077374	GC	CEDEV RECETTE CAROMB 19/09/01	1 718,10	01/10/2001	545,71
300000077401	GC	SRMV TVX CARPENTRAS	762,25	01/10/2001	242,11
300000077409	GC	CEDEV RECETT AUBIGNAN 20/09/01	1 718,10	01/10/2001	545,71
300000072560	GC	ACTIV AUBIGNAN	24 256,80	07/12/2001	7 695,66
300000035069	GC	ACTIV ST-DIDIER SECTEUR 02/03	22 356,59	07/12/2001	6 992,44
300000232900	GC	ACTIV RSI TRANSP/ AUBIGNAN	879,33	01/11/2001	270,83
300000035074	GC	ACTIV SOG TRAVAUX ST DIDIER	32 133,20	01/11/2001	10 050,26
300000034880	GC	ACTIV SOG TRAVAUX ST DIDIER	57 076,91	01/11/2001	17 849,86
300000072595	GC	ACTIV RSI TRANSP/ AUBIGNAN	88 065,97	01/11/2001	27 939,63
300000034890	GC	ACTIV SOG TRAVAUX ST DIDIER	83 200,58	01/11/2001	26 019,60
300000193207	GC	ACTIV CAROMB	23 631,67	09/09/2002	7 747,31

300000171658	GC	TRENTO TVX CARPENTRAS	1 307,26	01/05/2002	425,54
300000228134	GC	ACTIVATION AUBIGNAN 11/10/02	130 815,73	11/10/2002	43 427,11
300000237556	GC	SITAV TVX CARPENTRAS	1 471,59	19/11/2002	490,12
300000232334	GC	BRAJA TVX CAPENTRAS	2 216,60	20/11/2002	737,62
300000322285	GC	SOGETREL TVX CARPENTRAS 05/03	2 039,77	01/11/2003	709,99
300000298969	GC	SOGETREL TVX ST DIDIER	919,51	01/07/2003	315,17
300000298976	GC	SOGETREL TVX ST DIDIER	1 459,65	01/07/2003	500,31
300000292303	GC	SOGETREL TVX CARPENTRAS	280,07	01/07/2003	95,58
300000315163	GC	SOGETREL TVX ST DIDIER 09/03	1 230,75	01/10/2003	426,40
300000326994	GC	RLCOM TVX 11/03	872,33	01/12/2003	304,79
300000326998	GC	RLCOM TVX 11/03	1 052,78	01/12/2003	367,83
300000328819	GC	SOGETREL TVX 12/03	2 563,70	23/12/2003	897,67
300000331482	GC	COLAS TVX CARPENTRAS	4 114,70	01/05/2004	1 443,49
300000045427	GC	SOGETREL TVX CARPENTRAS	9 455,58	01/07/2004	3 391,64
300000026018	GC	SOGETREL TVX 02/04	1 952,35	18/03/2004	689,90
300000066036	GC	TRENTO TVX COORD EDF CARPENTRA	1 637,60	19/10/2004	596,22
300000063542	GC	ERT TVX EFFACEMENT RES/FACADE	404,50	19/10/2004	147,00
300000142620	GC	REHAUSSE DE CHAMBRE CARPENTRAS	840,00	22/11/2005	321,55
300000130781	GC	SOGETREL REHAUSSE CHAMBRE	1 625,00	18/08/2005	615,47
300000080142	GC	ERT TVX CARPENTRAS	9 528,30	03/02/2005	3 505,55
300000080148	GC	ERT TVX CARPENTRAS	947,00	03/02/2005	348,41
300000185510	GC	RÉHAUSSE DE CHAMBRE CARPENTRAS	210,00	21/03/2006	82,12
300000279677	GC	DEVOIEMENT RESEAU @ -CARPENTRAS	523,85	31/01/2007	214,43
300000279737	GC	RECLASSEMT DEPLACEMENT RESEAU	897,75	31/01/2007	367,48
300000298964	GC	RECLASSEMENT ENFOUISSEMT RESEAU @	3 843,00	30/04/2007	1 594,09
300000298970	GC	RECLASSEMENT FOURNIT.ET POSE BORNES	772,00	30/04/2007	320,23
300000026468	GC	REPLACEMENT 3 BORNES HS	1 402,55	14/06/2007	585,74
300000279767	GC	RECLASSEMENT DÉPLACEMENT RÉSEAU	1 778,00	31/01/2007	727,79
300000026473	GC	RECLASSEMENT DÉPLACEMENT RÉSEAU	249,90	14/06/2007	104,36
300000285025	GC	RECLASSEMENT DÉPLACEMENT RÉSEAU	320,35	28/02/2007	131,68
300000299331	GC	RECLASSEMENT DÉPLACEMENT RÉSEAU	1 859,32	30/04/2007	771,25
300000299338	GC	RECLASSEMENT DÉPLACEMENT RÉSEAU	854,42	30/04/2007	354,42
300000031349	GC	RECLASSEMENT DÉPLACEMENT RÉSEAU	437,50	29/06/2007	183,13
300000029303	GC	REPLACEMENT CABLE	210,00	28/06/2007	87,89
300000038621	GC	REPLACEMENT CABLE	2 780,08	31/07/2007	1 169,33
300000038626	GC	ENFOUISSEMENT DE RESEAU 07BC4424	1 025,44	31/07/2007	431,31

Acquitté en PREFECTURE le: 17/09/2018

300000038631	GC	CHANGEMENT DE CABLE 07BC4732	605,52	31/07/2007	254,69
300000046127	GC	CHANGEMENT DE BORNES	395,00	17/09/2007	167,36
300000049450	GC	ENFOUISSEMENT RESEAU/REEMPLACT CABLE	3 491,78	28/09/2007	1 482,00
300000060114	GC	DEPLACEMENT RESEAU	1 493,58	30/11/2007	640,11
300000178436	AUT	EDF CARPENT.DRT USAG/7ANS	31 746,98	21/02/2006	-
300000178462	AUT	EDF AUBIGNAN DRT USAG/7ANS	37 341,02	21/02/2006	-
300000178468	AUT	EDF CAROMB DRT USAG/7ANS	28 251,20	21/02/2006	-
300000072927	AE	ACTIV AUBIGNAN	57 609,90	07/12/2001	-
300000035187	AE	ACTIV ST-DIDIER SECTEUR 02/03	53 096,90	07/12/2001	-
300000193765	AE	ACTIV CAROMB	56 125,22	09/09/2002	-
300000172025	AE	TRENTO TVX CARPENTRAS	3 104,74	01/05/2002	-
300000113892	AE	IMMOB. RESEAU / 84200	122 882,97	31/12/1999	-
300000039520	AE	CEDEV ST DIDIER	2 327,90	01/06/2001	-
300000210378	AE	TRENTO PLAN RECOLEMENT CARPENT	200,00	22/08/2002	-
300000035219	AUT	ACTIV ST-DIDIER SECTEUR 02/03	12 575,58	07/12/2001	-
300000072948	AUT	ACTIV AUBIGNAN	13 644,45	07/12/2001	-
300000264539	AUT	RSI SUD NET DOC 01	3 477,21	01/03/2001	-
300000267123	AUT	RSI SUD NET CARP	3 477,21	12/03/2001	-
300000264546	AUT	RSI SUD NET CARP DOC 01	3 477,21	01/03/2001	-
300000286212	AUT	RSI SUD NET CARP DOC 01	3 477,21	09/04/2001	-
300000281727	AUT	RSI SUD NET CARP DOC 01	3 477,21	01/04/2001	-
300000172040	AUT	TRENTO TVX CARPENTRAS	735,33	01/05/2002	-
300000193776	AUT	ACTIV CAROMB	13 292,82	09/09/2002	-
300000138020	AUT	PIXELIUS DOCUMENTATION	309,00	20/10/2005	56,62
300000149433	AUT	INTEGRATION SIG	2 944,35	06/12/2005	564,35
300000149439	AUT	INTEGRATION SIG	2 157,84	06/12/2005	413,74
300000135529	AUT	PIXELIUS DOCUMENTATION	16 837,96	14/09/2005	3 012,79
300000135548	AUT	PIXELIUS DOCUMENTATION	539,43	14/09/2005	96,55
300000138087	AUT	PIXELIUS DOCUMENTATION	269,50	20/10/2005	49,19
300000135562	AUT	PIXELIUS DOCUMENTATION	2 235,53	14/09/2005	399,96
300000149458	AUT	INTEGRATION SIG	9 776,88	06/12/2005	1 874,36
300000138197	AUT	PIXELIUS DOCUMENTATION	670,00	20/10/2005	122,71
300000200200	AE	CONCESS/TELEALIMENTA/SECOURUE	81 762,40	01/09/2000	-
300000264525	AE	SOGET SAINT DIDIER	27 288,37	01/03/2001	-
300000254804	AE	EC2R TRX CARPENTRAS	27 254,07	31/01/2001	-
300000072933	AE	ACTIV AUBIGNAN	4 548,15	07/12/2001	-

Acquitté en PREFECTURE le: 17/09/2018

300000035202	AE	ACTIV ST-DIDIER SECTEUR 02/03	4 191,85	07/12/2001	-
300000071675	AE	RSI TVX TELEALIM SUR AUBIGNAN	43 295,52	01/10/2001	-
300000086906	AE	EC2R SECURISATION CARPENTRAS	7 927,35	01/11/2001	-
300000201310	AE	ACTIVATION CAROMB	13 529,85	01/03/2001	-
300000172032	AE	TRENTON TVX CARPENTRAS	245,12	01/05/2002	-
300000193771	AE	ACTIV CAROMB	4 430,94	09/09/2002	-
300000225306	AE	CAMPAGNE RÉNOVATION BORNES ET ARMOIRES	1 174,00	31/08/2006	286,91
300000057214	AUT	RCS CATALYST	7 286,00	01/08/2001	1 328,08
300000207884	AUT	PRESTATION TECHNIQUE CARPENTRAS	282,50	31/05/2006	-
300000270707	AUT	AJOUT CAPACITÉ @ CARPENTRAS	3 300,00	04/12/2006	-
300000210078	AUT	JARRETIÈRES SALON CARPENTRAS	413,92	22/06/2006	-
300000212108	AUT	CTE CABLAGE	510,00	01/09/2002	-
300000306555	AUT	CISCO 10/100 CATALYST SWITCH	556,80	01/08/2003	-
300000038301	AUT	CYCLADES SYST RES INTERNET	1 435,20	18/05/2004	-
300000042497	AUT	CYCLADES EURODOC5IS	502,60	04/06/2004	-
300000149380	AUT	ARRIS CAPACITY GROWTH CARPENTR	10 019,61	23/11/2005	-
300000135767	AUT	ARRIS CAPACITY GROWTH CARPENTR	1 024,97	23/11/2005	-
300000298876	AUT	M320 PORTS 10GE&10 PORTS GE	52 986,55	30/04/2007	-
300000068922	AUT	SOG RACCO 08/01	286,60	01/09/2001	-
300000068946	AUT	SOG RACCO 08/01	1 318,68	01/09/2001	-
300000057601	AUT	SOG RACCO 06/01	1 910,19	01/08/2001	-
300000057607	AUT	SOG RACCO 06/01	3 063,46	01/08/2001	-
300000061269	AUT	NETCOM RACCO 07/01	15 784,57	01/08/2001	-
300000064752	AUT	SOG RACCO 07/01	657,06	01/09/2001	-
300000282927	AUT	NETCOM 02/01	19 681,17	01/04/2001	-
300000282941	AUT	NETCOM 03/01	6 409,72	01/04/2001	-
300000282947	AUT	NETCOM 02/01	6 367,03	01/04/2001	-
300000127653	AUT	CAROMB RACCO 12/01	1 027,51	31/01/2002	-
300000181511	AUT	SOGETREL RACCO PACA	1 865,98	01/06/2002	-
300000175684	AUT	FARGAS RACCO SUD	975,67	01/06/2002	-
300000175691	AUT	FARGAS RACCO SUD	6 204,65	01/06/2002	-
300000175698	AUT	FARGAS RACCO SUD	9 308,54	01/06/2002	-
300000165589	AUT	NETCOM RACCO 03/02	4 457,61	01/05/2002	-
300000165655	AUT	NETCOM RACCO 03/02	9 708,56	01/05/2002	-
300000165664	AUT	NETCOM RACCO 03/02	1 361,37	01/05/2002	-
300000163216	AUT	SOGETREL RACCO 02/02	10 094,82	01/05/2002	-

Acquitté en PREFECTURE le: 17/09/2018

300000163222	AUT	SOGETREL RACCO 03/02	170,74	01/05/2002	-
300000163229	AUT	SOGETREL RACCO 03/02	576,26	01/05/2002	-
300000163235	AUT	SOGETREL RACCO 03/02	3 034,74	01/05/2002	-
300000142007	AUT	NETCOM RACCO 01/02	12 738,03	01/03/2002	-
300000142013	AUT	NETCOM RACCO 01/02	3 957,58	01/03/2002	-
300000142018	AUT	NETCOM RACCO 01/02	573,21	01/03/2002	-
300000153427	AUT	NETCOM RACCO 02/02	16 916,96	01/04/2002	-
300000153434	AUT	NETCOM RACCO 02/02	1 003,11	01/04/2002	-
300000291762	AUT	FARGAS RACCO CARPENTRAS	209,00	01/06/2003	-
300000322665	AUT	FARGAS RACCO 10/03	1 519,57	01/12/2003	-
300000322668	AUT	FARGAS RACCO 10/03	1 222,93	01/12/2003	-
300000322673	AUT	FARGAS RACCO 10/03	3 173,06	01/12/2003	-
300000322677	AUT	FARGAS RACCO 10/03	5 658,11	01/12/2003	-
300000322681	AUT	FARGAS RACCO 10/03	13 059,83	01/12/2003	-
300000322695	AUT	FARGAS RACCO 10/03	1 468,50	01/12/2003	-
300000294246	AUT	FARGAS RACCO 05/03	6 224,81	01/07/2003	-
300000294252	AUT	FARGAS RACCO 05/03	2 777,28	01/07/2003	-
300000294259	AUT	FARGAS RACCO 05/03	2 490,91	01/07/2003	-
300000317036	AUT	NETCOM RACCO 09/03	2 948,31	01/11/2003	-
300000317041	AUT	NETCOM RACCO 09/03	2 065,61	01/11/2003	-
300000317045	AUT	NETCOM RACCO 09/03	14 975,58	01/11/2003	-
300000069601	AUT	NETCOM RACCO 10/04	3 833,32	01/12/2004	-
300000069606	AUT	NETCOM RACCO 10/04	6 739,08	01/12/2004	-
300000069612	AUT	NETCOM RACCO 10/04	1 959,10	01/12/2004	-
300000031702	AUT	FARGAS RACCO 03/04	558,28	05/05/2004	-
300000031707	AUT	FARGAS RACCO 03/04	270,86	05/05/2004	-
300000031713	AUT	FARGAS RACCO 03/04	1 038,86	05/05/2004	-
300000031718	AUT	FARGAS RACCO 03/04	3 334,88	05/05/2004	-
300000031722	AUT	FARGAS RACCO 03/04	1 754,45	05/05/2004	-
300000031727	AUT	FARGAS RACCO 03/04	2 157,17	05/05/2004	-
300000031732	AUT	FARGAS RACCO 03/04	587,00	05/05/2004	-
300000083281	AUT	NETCOM RACCO 12/04	3 837,72	04/02/2005	-
300000083288	AUT	NETCOM RACCO 12/04	4 275,92	04/02/2005	-
300000083294	AUT	NETCOM RACCO 12/04	2 330,80	04/02/2005	-
300000083299	AUT	NETCOM RACCO 12/04	3 261,56	04/02/2005	-
300000083307	AUT	NETCOM RACCO 12/04	244,09	04/02/2005	-

Acquitté en PREFECTURE le: 17/09/2018

300000083318	AUT	NETCOM RACCO 12/04	258,27	04/02/2005	-
300000084544	AUT	NETCOM RACCO 12/04	143,82	04/02/2005	-
300000084549	AUT	NETCOM RACCO 12/04	147,82	04/02/2005	-
300000104005	AUT	FARGAS RACCO 03/05	357,98	10/05/2005	-
300000104009	AUT	FARGAS RACCO 03/05	1 819,07	10/05/2005	-
300000104015	AUT	FARGAS RACCO 03/05	725,76	10/05/2005	-
300000104023	AUT	FARGAS RACCO 03/05	1 123,68	10/05/2005	-
300000182165	AUT	RACCORDLEMENT TV ANALOGIQUE 02/06	76,59	28/02/2006	-
300000182171	AUT	RACCORDLEMENT TV NUMERIQUE 02/06	2 963,82	28/02/2006	-
300000182177	AUT	RACCORDLEMENT VOIP 02/06	4 022,72	28/02/2006	-
300000182182	AUT	RACCORDLEMENT @ 02/06	2 866,87	28/02/2006	-
300000182188	AUT	INSTALLATION TV NUMERIQUE 02/06	949,15	28/02/2006	-
300000182194	AUT	INSTALLATION VOIP 02/06	1 630,72	28/02/2006	-
300000182200	AUT	INSTALLATION @ 02/06	1 836,13	28/02/2006	-
300000354001	AUT	INSTALLATIONS / 84170	2 646,84	31/12/1997	-
300000354006	AUT	INSTALLATIONS / 84200	47 573,25	31/12/1997	-
300000374285	AUT	INSTALLATIONS / 30300	22 524,47	31/03/1998	-
300000403230	AUT	INSTALLATIONS / 84200	4 631,40	31/08/1998	-
300000368711	AUT	INSTALLATIONS / 84200	7 719,89	28/02/1998	-
300000363291	AUT	INSTALLATIONS / 84200	7 719,89	31/01/1998	-
300000398940	AUT	INSTALLATIONS / 84200	4 465,23	31/07/1998	-
300000113930	AUT	INSTALLATIONS / 84200	187,36	31/12/1999	-
300000114029	AUT	INSTALLATIONS / 84200	36 112,89	31/12/1999	-
300000114040	AUT	INSTALLATIONS / 84200	3 104,17	31/12/1999	-
300000133054	AUT	INSTALLATIONS / 84200	1 285,15	31/01/2000	-
300000163785	AUT	INSTALLATIONS / 84200	1 457,41	30/04/2000	-
300000171245	AUT	INSTALLATIONS / 84200	1 272,95	31/05/2000	-
300000141880	AUT	INSTALLATIONS / 84200	841,52	28/02/2000	-
300000152565	AUT	INSTALLATIONS / 84200	856,76	31/03/2000	-
300000056990	AUT	RCS MULTIMODE ONLY CARPENTRAS	1 750,12	25/07/2001	-
300000056535	AUT	VIDEOSPACE CARPENTRAS	45 998,45	23/07/2001	-
300000056544	AUT	VIDEOSPACE CARPENTRAS	11 569,11	23/07/2001	-
300000042538	AUT	VIDEOSPACE CDE A34241	4 958,19	14/06/2001	-
300000042545	AUT	VIDEOSPACE CDE A34231	19 713,62	14/06/2001	-
300000275362	AUT	PLANCHER TDR CARPENTRAS	981,01	31/12/1996	-
300000275371	AUT	PLANCHER TDR CARPENTRAS	1 551,40	01/01/1997	-

300000066257	AUT	SPIE ALIM BAIE GUEST CARPENTRA	5 183,27	01/09/2001	-
300000056723	AUT	VIDEOSPACE HUB CARPENTRAS	26 498,23	01/08/2001	-
300000269218	AUT	SPIE EXTENSION HUB CARPENTRAS	49 530,69	01/07/2001	-
300000159756	AUT	EQUITEC CONTROLE ACCES CARPENT	10 137,08	18/01/2002	-
300000168101	AUT	NEDAP CARPENTRAS	1 002,19	04/04/2002	-
300000166507	AUT	REPLACEMENT BATTERIES/ONDULEUR	17 616,72	31/12/2005	-
300000039122	AUT	BAIES SERVEUR 42U	3 553,00	31/07/2007	-
300000284301	AUT	SSI CDE SIE-NET-6052	4 177,10	01/04/2001	-
300000072401	COB	SUD CAVAILLON DEC 002-07-BC007	643,80	31/12/2007	277,29
300000072406	COB	SUD CAVAILLON DEC 002-07-BC007	1 227,56	31/12/2007	528,72
300000086915	GC	TRAV JANV 08 C08502000399 REPL	1 367,60	31/01/2008	591,81
300000086921	GC	TRAV JANV 08 C08502000214 Dépl	726,79	31/01/2008	314,51
300000086928	GC	TRAV JANV 08 C08502000174 REPL	649,50	31/01/2008	281,06
300000092987	GC	TRAV CABLES C08502000495 DEPOS	772,26	25/02/2008	335,50
300000094363	GC	TRX REGION SUD 02/08 C08502000	535,62	29/02/2008	232,84
300000095300	AE	TRX REGION SUD 02/08 C08502000	620,00	29/02/2008	213,26
300000094370	GC	TRX REGION SUD 02/08 C08502000	5 103,18	29/02/2008	2 218,39
300000106476	AE	TRAVAUX C08502001934 REPLNT te	797,72	31/03/2008	278,89
300000106484	AE	TRAVAUX C08502001934 REPLNT te	793,92	31/03/2008	277,56
300000106507	AE	TRAVAUX C08502001215 REPLNT bo	1 030,00	31/03/2008	360,07
300000105481	GC	TRAVAUX C08502001644 ENFOUIS R	5 121,77	31/03/2008	2 237,38
300000113149	GC	TRAVAUX C08502002251 REPLNT ca	368,23	30/04/2008	161,62
300000113154	GC	TRAVAUX C08502002251 REPLNT ca	309,05	30/04/2008	135,65
300000113160	GC	TRAVAUX C08502002293 Remplac c	642,80	30/04/2008	282,14
300000113167	GC	TRAVAUX C08502002293 Remplac c	561,50	30/04/2008	246,45
300000113174	GC	TRAVAUX C08502002293 Remplac c	363,00	30/04/2008	159,33
300000122519	GC	TVX C08502002913 ENFOUIS R@ ch	2 457,67	30/05/2008	1 083,89
300000122525	GC	TVX C08502002786 REPLNT cable	993,80	30/05/2008	438,29
300000122530	GC	TVX C08502002786 REPLNT cable	290,60	30/05/2008	128,16
300000122536	GC	TVX C08502002786 REPLNT cable	1 353,75	30/05/2008	597,03
300000122554	GC	TVX C08502002785 REPLNT cable	558,95	30/05/2008	246,51
300000122901	AE	TVX C08502002428 REPLNT bornes	485,00	30/05/2008	174,87
300000122907	AE	TVX C08502002428 REPLNT bornes	310,00	30/05/2008	111,76
300000122913	AE	TVX C08502002428 REPLNT bornes	200,00	30/05/2008	72,12
300000138274	GC	C08502003426 Dde Completel NR	1 715,05	31/07/2008	763,93
300000138316	GC	C08502003701 ENFOUIS R@ pt de	1 217,80	31/07/2008	542,44

Acquitté en PREFECTURE le: 17/09/2018

300000138333	GC	C08502003248 REPLNT cable av	757,35	31/07/2008	337,35
300000138338	GC	C08502003248 REPLNT cable rte	461,50	31/07/2008	205,57
300000138345	GC	C08502003248 REPLNT cable ch	493,80	31/07/2008	219,95
300000130416	GC	C08502003446 ENFOUIS R@ r Pte	3 721,38	30/06/2008	1 649,37
300000130440	GC	C08502002481 REPLNT borne imp	310,00	30/06/2008	137,40
300000130449	GC	C08502002481 REPLNT borne Mon	310,00	30/06/2008	137,40
300000130456	GC	C08502002481 REPLNT borne imp	310,00	30/06/2008	137,40
300000163200	GC	REPLNT cable r des Freres Mill	1 031,60	31/10/2008	466,42
300000157240	COB	REPLNT cable 71 r Piquepeyre à	1 077,95	30/09/2008	484,92
300000177727	COB	Rplmt câble ch de la Crossette	843,80	30/11/2008	385,42
300000170074	AUT	Téléalimantation	3 175,68	31/12/2008	1 270,04
300000175947	GC	Fourniture & pose rocade 24 FO	4 694,11	26/12/2008	2 144,13
300000175958	GC	A compléter.....	0,74	26/12/2008	0,34
300000176229	GC	Remplacement TA ch de Fontblan	797,72	26/11/2008	364,37
300000176234	GC	C08502003700	1 031,60	26/11/2008	471,20
300000197227	GC	Enfouissement R@ r de Brancas	1 869,41	28/02/2009	862,16
300000176671	GC	Dde Completel NRA TDR Carpentr	1 715,05	26/11/2008	783,38
300000217384	COB	Rplmt câble imp Terradour à Pe	721,60	29/05/2009	337,87
300000239247	GC	Dplmt R@ (borne) ch des Esquert	865,00	31/08/2009	411,57
300000240066	AE	Rplmt borne P de Coubertin PR	644,30	31/08/2009	286,18
300000252609	COB	Rplmt cable pl Glacière/Sarian	534,00	27/10/2009	256,60
300000252832	COB	Rplmt câble 32 rte de Lorial à	1 000,55	28/10/2009	480,87
300000262878	COB	Remp cable 40 voie des Ste Fam	1 136,90	30/11/2009	549,55
300000262894	COB	Remp cable 172 rte de Lorial M	1 390,70	30/11/2009	672,24
300000273272	GC	Enfouissement R@ 11 bvd Beoni	688,30	31/12/2009	334,58
300000306656	COB	Remp cable 2 rue E.Granger Mon	945,80	31/03/2010	467,07
300000317946	AE	Remp borne angle rue Appolinai	1 000,90	28/05/2010	493,91
300000323833	COB	REMP cable 148 ch de l Aqueduc	842,44	21/06/2010	422,21
300000323622	COB	REMP cable 1056b ch du Jas à A	189,64	18/06/2010	94,99
300000019878	GC	Rehausse chambre 33 Villemarie	2 196,94	02/08/2010	1 109,51
300000020881	AE	Remp borne 58 rue StPonchon C	1 293,56	06/08/2010	653,76
300000026410	COB	Remp cable 16 av A.Richaud Car	661,07	27/09/2010	337,31
300000028838	AE	Remp borne ch StLabre & J.Sim	895,44	30/09/2010	457,15
300000048654	COB	Remp cable rue Sébastien Bach	3 920,09	30/11/2010	2 024,15
300000048659	COB	REMP CABLE RUE SEBAS	7,00	30/11/2010	3,61
300000065959	AE	Remp borne imp des Pervenches	1 053,64	31/12/2010	547,32

300000086363	AUT	Aiguillage Video Surveillance	1 500,00	18/03/2011	-
300000072975	AUT	Maintien analogique TDR CARPEN	3 034,93	06/01/2011	1 578,00
300000108384	AE	REMP borne 80 av J Moulin à Ca	1 689,82	24/06/2011	907,48
300000108377	COB	REMP cable r C Lavigerie à Car	1 407,35	24/06/2011	755,78
300000105873	GC	Enfouissement R@ 43 rue du Coh	880,97	09/06/2011	471,73
300000124788	GC	Enfouissement R@ 188 bd de Rep	3 366,56	17/08/2011	1 827,11
300000117086	AUT	BAIE UBR 10K	645,50	20/07/2011	348,41
300000148341	AUT	ALIMENTATION ELECTRIQUE BAI	810,27	16/11/2011	447,76
300000162434	COB	Rempla cable 35 bd Albin Durand Carpentras	943,30	30/12/2011	526,11
300000185635	AE	Fourniture & pose d'une armoire 80 bd J.L.Passet	507,72	31/01/2012	284,90
300000207226	GC	Dépla R@ 220 chemin de Lira Carpentras	788,66	24/04/2012	450,22
300000212602	TDR	GE-E/S TURBO GE CARPENTRAS	2 694,00	14/05/2012	1 544,30
300000232353	GC	Enfouissement R@ rue Fleurie	4 002,98	27/07/2012	2 330,43
300000232412	COB	REMPA cable pl des Croisieres à Carpentras	1 111,10	27/07/2012	646,85
300000231656	TDR	Matériel Investissement TV	24 228,80	26/07/2012	14 102,42
300000236478	GC	Extension 8 logts 29 r Vigne à	784,51	17/08/2012	458,75
300000243923	COB	Rempla cable en facade rue Por	641,36	17/09/2012	377,52
300000243929	COB	Rempla cable 200 Chemin de Mar	1 085,00	17/09/2012	638,66
300000243935	COB	Rempla cable 117 rue Jean Bert	823,20	17/09/2012	484,56
300000262292	GC	Réhausse chambre 484 av du Mt	1 800,00	30/11/2012	1 076,49
300000266203	TDR	effractionde la tdr de carpentras	2 291,03	13/12/2012	1 379,71
300000278460	COB	Rempla FO chemin du Rocan à Se	1 762,07	17/01/2013	1 064,87
300000281846	TDR	FOURNITURE	1 125,00	31/01/2013	681,96
300000283250	COB	Rempla cable 1203 av ST Joseph	763,08	31/01/2013	462,57
300000285705	COB	Rempla cable 137 ch des Verger	639,88	14/02/2013	389,08
300000287863	TDR	REPARATION GC BACKBONE DSP84	2 596,44	27/02/2013	1 583,31
300000290604	AE	F&P d'une armoire T3 110 ch de	747,16	28/02/2013	455,72
300000292428	COB	Rempla cable 473 ch des Coudou	1 769,02	13/03/2013	1 082,09
300000297858	COB	REMPA FO ch St Just à Carpentr	1 854,09	29/03/2013	1 138,16
300000297863	COB	Rempla cable 227 chemin du Vas	2 008,68	29/03/2013	1 233,06
300000302250	COB	REMPA câble 409 ch de la Lègue	936,03	16/04/2013	576,90
300000294880	GC	Réhausse chambre 300 ave V.Hug	1 800,00	31/05/2013	1 120,64
300000297575	GC	BANQUE DE FRANCE-CARPENTRAS	8 135,58	12/06/2013	5 078,76
300000298918	GC	Enfouiss R@ 1571-1288 ch des B	6 822,95	18/06/2013	4 265,12
300000295744	COB	RECLASSEMENT FAF0613502-0678	4 285,89	31/05/2013	2 668,30
300000302960	COB	Rempla Câble à Caromb	506,32	28/06/2013	317,22

Acquitté en PREFECTURE le: 17/09/2018

300000308144	COB	Rempla cable 114 ch du Moulin	518,52	19/07/2013	326,42
300000308149	COB	Rempa Cable à Caromb	996,72	19/07/2013	627,46
300000308160	COB	Rempla cable 74 bd de la Quint	649,82	19/07/2013	409,08
300000310912	TDR	effractionde la tdr de carpentras	1 832,82	31/07/2013	1 156,98
300000297596	GC	Dévolement R@ 132 ave Clémence	684,67	12/06/2013	427,42
300000319040	GC	Dépla R@ Parcelle CE250 Carpen	714,33	13/09/2013	455,50
300000326533	GC	Fouille en trottoir 123 rue d	1 223,45	22/10/2013	787,24
300000327140	AE	Rempla borne 111 rue Gabriel F	816,78	24/10/2013	525,81
300000327094	COB	Remise en état infra à carpent	2 664,47	24/10/2013	1 715,27
300000331811	COB	Rempla cable FO 7 ch de St.Roc	1 219,55	26/11/2013	791,18
300000340462	GC	Réhausse chambre 239-253 bd A.	1 800,00	17/01/2014	1 182,17
300000345062	COB	Rempla Fibre Optique à Carpent	1 353,47	28/02/2014	897,87
300000353016	AE	Rempla borne T10 60 allée du C	535,00	30/04/2014	360,19
300000357218	GC	Enfouissement R@ Saint Didier	14 156,25	16/06/2014	9 641,04
300000364510	COB	Rempla cable Rés du Vieux Moul	2 145,97	26/08/2014	1 487,54
300000365024	GC	Fouille en terre battue GC Car	539,11	29/08/2014	373,98
300000365220	COB	Remplacement cable & poteau Ca	1 038,85	29/08/2014	720,65
300000368163	GC	Dévolement R@ GC rte Althen le	326,94	30/09/2014	228,63
300000368181	GC	Enfouissement R@ GC chemin des	1 895,00	30/09/2014	1 325,21
300000368182	GC	Enfouissement R@ chemin des Ba	6 683,04	30/09/2014	4 673,56
300000374795	GC	Dévolement R@ 132 ave Clémence	2 292,15	28/11/2014	1 627,24
300000377997	COB	Rempla cable 152 rue Henri Fab	1 384,02	23/12/2014	991,20
300000377255	GC	Enfouissement R@ bd Pasteur Ca	1 265,00	28/11/2014	905,96
300000377257	GC	Enfouissement R@ bd Pasteur Ca	10 767,94	28/11/2014	7 711,72
300000381927	GC	Enfouissement R@ 0 Saint Didie	1 006,68	20/01/2015	724,53
300000390948	COB	Rempla cable 571 ch des Beaume	899,91	31/03/2015	659,71
300000390392	GC	Extension (gc) à Carpentras	2 145,33	31/03/2015	1 572,71
300000390967	COB	Extension 40 logts à Carpenra	5 288,17	31/03/2015	3 876,68
300000393763	COB	Rempla cable à Carpentras	1 358,08	30/04/2015	1 003,58
300000396358	COB	REMPA câble 13-107 r C.Colomb	880,80	29/05/2015	655,97
300000397743	COB	Rempla cable 129-62 rue Pierre	699,58	19/06/2015	523,97
300000395711	AUT	SFR RACC Boutique CARPENTRAS	600,00	25/05/2015	287,34
300000400015	COB	Mise en chambre à Carpentras	271,84	13/07/2015	204,94
300000400083	GC	remise à niveau chambre à Aubi	1 800,00	16/07/2015	1 358,11
300000403390	COB	Rempla cable à Carpentras	987,16	31/08/2015	754,29
300000409873	AE	Rempla Borne à st Didier	665,21	30/10/2015	516,87

Acquitté en PREFECTURE le: 17/09/2018

3000000409716	COB	Rempla cable 78 Plan Porte d'O	659,86	30/10/2015	512,71
3000000412325	COB	Rempla poteau à Carpentras	1 165,38	30/11/2015	913,46
1000000051174	COB	SITE 999999 /FOUR ERT TECHNO /CDE 4700038666	3 105,92	08/09/2016	2 675,08
300000009088	COB	TK-RESEAU-CABLE	1 017,88	26/02/2016	818,27
3000000413951	TDR	C15502021272 DEPOSE PARABOLE CARPENTRAS	2 967,00	02/01/2016	991,70
3000000414216	TDR	C12502001549 EFFRACTIONDE LA TDR DE CARPENTRAS	458,21	02/01/2016	153,15
3000000414755	GC	C15502018930 OUVERTURE FOUILLE GC À CARPENT	650,00	02/01/2016	514,30
3000000416383	COB	C10502005539 REMP CABLE RUE S.BACH CARPENTRAS	330,41	02/01/2016	261,43
100000003714	COB	SITE 999999 /FOUR ERT TECHNO /CDE 4700062707	307,13	25/07/2016	258,17
100000005352	COB	SITE 999999 /FOUR ERT TECHNO /CDE 4700050580	13 108,14	12/10/2016	11 289,84
100000005378	GC	SITE 999999 /FOUR ERT TECHNO /CDE 4700051569	6 496,16	12/10/2016	5 595,04
100000005388	COB	SITE 999999 /FOUR ERT TECHNO /CDE 4700052458	3 478,22	26/10/2016	3 008,87
100000005511	COB	SITE 999999 /FOUR ERT TECHNO /CDE 4700057290	9 682,70	12/10/2016	8 339,56
100000005583	COB	SITE 999999 /FOUR ERT TECHNO /CDE 4700059227	454,04	07/10/2016	390,45
100000006803	GC	SITE 999999 /FOUR ERT TECHNO /CDE 4700080857	650,00	24/10/2016	561,94
100000006814	GC	SITE 999999 /FOUR ERT TECHNO /CDE 4700081442	1 800,00	17/11/2016	1 567,91
100000006285	COB	SITE 999999 /FOUR TECHNEOS /CDE 4700073305	450,00	06/10/2016	386,85
100000006781	COB	SITE 999999 /FOUR TECHNEOS /CDE 4700080016	218,00	24/10/2016	188,46
300000008654	COB	TK-DEPL-RESEAU	2 213,61	29/02/2016	1 781,07
300000008655	GC	TK-DEPL-RESEAU-GC	7 627,97	29/02/2016	6 137,47
300000008762	TDR	TK-TDR-MAT-IMMO	1 787,34	29/01/2016	1 425,23
300000005649	TDR	TK-TDR-MAT-IMMO	15 093,87	29/01/2016	12 035,89
100000000695	COB	SITE 999999 /FOUR ERT TECHNO /CDE 4700034470	650,00	04/04/2016	528,38
100000012812	COB	SITE 999999 /FOUR ERT TECHNO /CDE 4700106087	2 671,13	28/03/2017	2 426,94
100000030125	COB	SITE 999999 /FOUR ERT TECHNO /CDE 4700112599	7 124,15	03/10/2017	6 901,83
100000031420	GC	SITE 999999 /FOUR ERT TECHNO /CDE 4700147751	923,00	17/11/2017	908,53
100000031326	GC	SITE 999999 /FOUR ERT TECHNO /CDE 4700145123	1 551,12	17/11/2017	1 526,81
100000030946	COB	SITE 999999 /FOUR ERT TECHNO /CDE 4700145104	1 680,44	23/10/2017	1 639,50
100000030009	GC	SITE 999999 /FOUR CIRCET SA /CDE 4700088505	10 442,82	13/10/2017	10 152,54
100000030006	COB	SITE 999999 /FOUR ERT TECHNO /CDE 4700086336	11 748,30	12/07/2017	11 059,81
100000030005	GC	SITE 999999 /FOUR ERT TECHNO /CDE 4700086336	3 917,56	12/07/2017	3 687,98
100000029638	COB	SITE 999999 /FOUR ERT TECHNO /CDE 4700102546	8 654,77	27/09/2017	8 367,09
100000029637	GC	SITE 999999 /FOUR ERT TECHNO /CDE 4700102546	2 510,40	27/09/2017	2 426,95
100000029618	COB	SITE 999999 /FOUR ERT TECHNO /CDE 4700101701	20 582,02	12/09/2017	19 793,99
100000029617	GC	SITE 999999 /FOUR ERT TECHNO /CDE 4700101701	4 630,99	12/09/2017	4 453,68
100000028598	GC	SITE 999999 /FOUR ERT TECHNO /CDE 4700121669	650,00	27/06/2017	608,80

100000027838	GC	SITE 999999	/FOUR ERT TECHNO /CDE 4700126335	650,00	27/06/2017	608,80
100000027540	COB	SITE 999999	/FOUR ERT TECHNO /CDE 4700124685	4 052,79	27/09/2017	3 918,08
100000027310	COB	SITE 999999	/FOUR ERT TECHNO /CDE 4700129421	536,17	19/07/2017	505,96
100000014536	COB	SITE 999999	/FOUR TECHNEOS /CDE 4700119450	150,00	31/05/2017	139,22
100000013875	COB	SITE 999999	/FOUR ERT TECHNO /CDE 4700109454	954,02	23/05/2017	883,07
100000013848	COB	SITE 999999	/FOUR ERT TECHNO /CDE 4700108238	3 514,69	15/05/2017	3 244,60
100000013028	COB	SITE 999999	/FOUR ERT TECHNO /CDE 4700110885	873,02	27/03/2017	792,95
100000013019	COB	SITE 999999	/FOUR ERT TECHNO /CDE 4700110840	2 325,70	24/03/2017	2 110,31
100000012921	COB	SITE 999999	/FOUR ERT TECHNO /CDE 4700108236	2 401,41	17/03/2017	2 174,02
100000012867	COB	SITE 999999	/FOUR TECHNEOS /CDE 4700106987	300,00	17/03/2017	271,59
100000011934	GC	SITE 999999	/FOUR CIRCET SA /CDE 4700076605	873,90	03/03/2017	787,54
100000011921	GC	SITE 999999	/FOUR CIRCET SA /CDE 4700074211	483,00	03/03/2017	435,27
100000011805	GC	SITE 999999	/FOUR ERT TECHNO /CDE 4700051569	3,10	22/02/2017	2,79
100000011802	COB	SITE 999999	/FOUR ERT TECHNO /CDE 4700050580	0,05	20/02/2017	0,04
100000011539	COB	SITE 999999	/FOUR ERT TECHNO /CDE 4700100857	705,42	07/02/2017	630,77
100000011514	COB	SITE 999999	/FOUR TECHNEOS /CDE 4700099961	331,00	06/02/2017	295,88
100000010667	COB	SITE 999999	/FOUR TECHNEOS /CDE 4700087826	300,00	20/02/2017	269,39

Annexe 3 – Liste des biens cédés

Sont cédés à la Société les éléments constitutifs du réseau suivants établis sur le territoire de la COVE dans le cadre de la Convention tels que détaillés ci-après:

- les fourreaux ;
- les chambres de tirage ou d'épissurage ;
- les appuis aériens ;
- les socles des armoires et des bornes ;
- tous les éléments mis en jeu pour le raccordement tels que connecteurs, jarretières, tiroirs optiques, baies de brassage et alimentations ;
- les appuis et équipements permettant les remontées en façade ;
- les armoires de rue, boîtiers, et shelters installés par la Société au cours de l'exécution de la convention, situés sur ou sous le domaine public et privé;
- les câbles de fibres optiques ou coaxiaux :
 - o reposant sur des infrastructures souterraines ou aériennes,
 - o empruntant les parties communes ou privatives de propriétés privées ;
- tout matériel installé à l'intérieur des chambres de tirage tel que boîtiers pour épissure, systèmes de fixation ou dispositifs de protection mécanique ;
- tout matériel passif (en plus des câbles) ou actif installé par la Société à l'intérieur des armoires de rue, chambres ou locaux tels que:
 - o équipements actifs : commutateur, amplificateur, routeurs ...
 - o équipements passifs : connecteurs,...
- l'ensemble de la documentation indispensable au bon fonctionnement du réseau,
- les conventions établies auprès de tout opérateur ou autre tiers, au titre de la Convention concernant les équipements et installations décrits à la présente annexe.

Annexe 4 – Valorisation du prix de cession

1- Infrastructures de génie civil :

- Fourreaux et appuis aériens dédiés aux câbles coaxiaux et optiques. Chambres de tirages et bornes associées,
- Travaux réalisés entre 1995 et 1996,
- Longueurs estimatives: 88 214 m

2 - Réseau câblé proprement dit:

- Câbles coaxiaux destinés à la transmission de canaux de télévision, matériels d'injection, prises et connectique associées, raccordements compris,
- Travaux réalisés entre 1995 et 1996,
- Longueurs estimatives des câbles: 377 399 m
- Nombre de prises: 12 412 desservies

Pour ce type de réseau, ce ne sont pas les longueurs des câbles qui sont prises comme référence pour la valorisation du réseau, mais le nombre de prises desservies.

Compte tenu du contexte spécifique et propre au réseau en cause, en tenant compte en particulier de la vétusté de ce réseau, le prix de cession est arrêté à la somme de :
1 077 797 €

Annexe 5 – Avis France Domaine



N° 7300-SD
(mars 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE VAUCLUSE
Pôle Gestion Publique
SERVICE : Pôle d'ÉVALUATION DOMANIALE D'AVIGNON
(pour les départements des Alpes de Haute Provence, des Hautes Alpes et de Vaucluse)
Adresse : Cité administrative - Avenue du 7^{ème} Génie
B.P. 31091
84 097 AVIGNON CEDEX 9
Téléphone : 04.90.80.41.45
Courriel : ddfp84.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

Le 14/05/2018

L'Administrateur Général des Finances
Publiques

Directeur Départemental des Finances
Publiques de Vaucluse

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : Christel MORAND
Téléphone : 04.90.80.41.38
Portable : 08.33.29.80.10
Courriel : christel.morand@dgfip.finances.gouv.fr
Vos réf. : demande du 12/09/2017
Réf. LIDO : 2018-84031V0615

à

M. LE PRÉSIDENT
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT
VENAISSIN (COVE)
1171, AVENUE DU MONT VENTOUX
CS 30085
84203 CARPENTRAS CEDEX

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : RÉSEAU CÂBLÉ

ADRESSE DU BIEN : CARPENTRAS (84200), AUBIGNAN (84810), CAROMB (84330) ET ST. DIDIER (84210)

VALEUR VÉNALE 1.000.000€

1 – SERVICE CONSULTANT
AFFAIRE SUIVIE PAR :

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN
Virginie DEGABRIEL

2 –

Date de consultation	12/09/2017
Date de réception	05/10/2017
Transfert à la DNID	13/11/2017
Retour de la DNID	04/05/2018
Visite	Néant
Date de constitution du dossier "en état"	06/04/2018

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Demande d'évaluation de valeur vénale dans le cadre de la cession du réseau câblé à SFR NUMERICABLE.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Description du bien :

La Ville a signé avec la société SFR-NUMERICABLE, venant au droit de la société SUD CABLE VISION, une convention de Délégation de Service Public (DSP) d'une durée de 30 ans, venant à terme fin 2025.

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie, confortée par une étude comparative.

La valeur vénale est établie à 1.000.000€ assortie d'une marge exceptionnelle de 15%

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

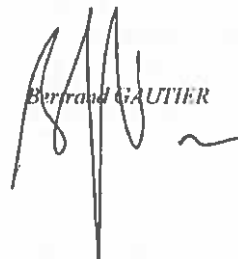
La durée de validité du présent avis est de 18 mois.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Elle est réalisée sur la base des éléments de contexte en possession du service. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire en cas d'évolution notable de l'environnement juridique et/ou concurrentiel du marché sectoriel des infrastructures de télécommunication électronique.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Le Directeur départemental des Finances publiques,


Bertrand GAUTIER

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

10
SEPTEMBRE 2018

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°131-18

Objet : Avis sur le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°131-18

Objet : Avis sur le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public

PROJ. 04
19.09.18

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la Loi n° 2014- 58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n° 2015- 991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et son article 98 qui prévoit le cadre d'élaboration du « schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public » ;

Vu le projet de schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services aux publics transmis le 26 mars 2018,

Vu les statuts de la CoVe et notamment ses compétences dans les domaines d'aménagement de l'espace, d'action sociale, de transports,

Considérant que la CoVe, si elle partage les grands constats du diagnostic posé dans le cadre de ce schéma, reste toutefois vigilante sur la mise en œuvre des différentes actions envisagées qui devront être analysées le moment venu, dans les limites de ses champs de compétences, mais aussi à l'aune de ses propres priorités et stratégie, de ses capacités d'action, notamment financières,

Vu l'avis de la commission aménagement de l'espace et habitat du 11 juin 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la stratégie de développement de l'intercommunalité,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article unique : D'EMETTRE un avis globalement favorable assorti des remarques et réserves suivantes :

- Pour les actions où les EPCI sont identifiés comme pilote alors même qu'elles n'ont pas ou peu investi ces thématiques – comme la santé ou le commerce -, la COVE pourra décider de ne pas participer à leur mise en œuvre.
- Il en est de même pour les actions où les EPCI sont identifiés comme partenaires.
- La CoVe attend d'être associée aux modalités de mise en œuvre du schéma tout particulièrement sur la question de l'analyse des impacts financiers (notamment à travers les conventions spécifiques éventuelles sur la période 2018-2023).

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Publication par affichage le : 19 SEPT 2018

Exécutoire le : 19 SEPT 2018

01.00.01

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°132-18

Objet : OPAH-RU du centre ancien de Carpentras : avenant à la convention financière avec la région

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°132-18

Objet : OPAH-RU du centre ancien de Carpentras : avenant à la convention financière avec la région

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière d'équilibre social de l'habitat,

Vu la délibération n°05.07 du 22 février 2007 adoptant le Programme Local de l'Habitat,

Vu la délibération n°72-10 du 29 juin 2010 relative au lancement de l'étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU du centre ancien de Carpentras,

Vu la convention du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD), adoptée par délibération n°87-11 du 27 juin 2011,

Vu la délibération n°121-12 du conseil de communauté de la CoVe en date du 26 juin 2012, relative à la convention d'OPAH-RU,

Vu la délibération du conseil régional en date du 29 juin 2012, relative à la convention d'OPAH-RU,

Vu la délibération n°122-12 du conseil de communauté de la CoVe en date du 26 juin 2012, relative à la convention à la convention de financement entre la région et la CoVe pour l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) du centre ancien de Carpentras,

Vu la délibération n°12-739 du conseil régional en date du 29 juin 2012, relative à la convention de financement entre la Région et la CoVe pour l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) du centre ancien de Carpentras,

Vu la délibération n°217-14 de la CoVe du 13 octobre 2014 approuvant l'avenant n°1 à la convention cadre relative à l'OPAH-RU du centre ancien de Carpentras,

Vu la délibération du conseil régional en date du 17 octobre 2014, relative à l'avenant n°1 à la convention d'OPAH-RU,

Vu la délibération de la CoVe n°175-15 du 12 octobre 2015 approuvant l'avenant n°2 à la convention cadre relative à l'OPAH-RU du centre ancien de Carpentras,

Vu la délibération n°15-1176 du conseil régional en date du 16 octobre 2015, relative à l'avenant n°2 à convention d'OPAH-RU,

Vu la délibération n°121-17 de la CoVe du 19 juin 2017 approuvant l'avenant n°3 à la convention cadre relative à l'OPAH-RU du centre ancien de Carpentras,

Vu la délibération n°17-720 du conseil régional en date du 21 septembre 2017, approuvant l'avenant n°3 à convention d'OPAH-RU,

Vu la délibération du conseil régional en date du 16 mars 2018, relative à la régularisation de l'avenant n°3 à convention d'OPAH-RU,

Vu la délibération du conseil régional en date du 16 mars 2018, relative à l'avenant n°4 à convention d'OPAH-RU,

Vu la délibération du conseil de communauté de la CoVe du 9 avril 2018, autorisant la signature de l'avenant n°4 à la convention d'OPAH-RU,

Vu la délibération n°10-1550 du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 10 décembre 2010 approuvant les critères d'intervention de la Région en matière d'habitat,

Vu la délibération n°14-1327 du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, en date du 12 décembre 2014 relative au nouveau cadre d'intervention en matière de logement et d'habitat,

Vu la délibération n°16-1091 du conseil régional en date du 16 décembre 2016 portant adoption du cadre d'intervention en faveur de l'Habitat,

Vu le projet d'avenant n°1 à la convention de financement entre la région et la CoVe relative à l'OPAH-RU du centre ancien de Carpentras annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission aménagement de l'espace et habitat du 11 juin 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la stratégie de développement de l'intercommunalité,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER le projet d'avenant n°1 à la convention de financement entre la région et la CoVe pour l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) du centre ancien de Carpentras.

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer cette convention et tous actes y afférant.

Transmis en Préfecture le : 17 7 SEPT 2018

Publication par affichage le : 17 7 SEPT 2018

Exécutoire le : 17 7 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.



**Opération Programmée d'Amélioration de
l'Habitat et de Renouvellement Urbain
OPAH-RU
DU CENTRE ANCIEN DE CARPENTRAS**

**CONVENTION DE FINANCEMENT
ENTRE
LA REGION ET LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
VENTOUX-COMTAT VENAISSIN**

**Avenant n° 1
2018**

Le présent avenant à la convention de financement pour la mise en œuvre de l'OPAH-RU du centre ancien de Carpentras est établi :

Entre :

- la **Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin**, ci-après dénommée «la CoVe», maître d'ouvrage de l'OPAH-RU du centre ancien de Carpentras, représentée le Président, M. Guy REY,
- la **Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**, ci-après dénommée la Région, représentée par le Président du Conseil Régional, M. Renaud MUSELIER,

Vu la délibération du Conseil de Communauté de la CoVe, en date du 26 juin 2012, relative à la convention d'OPAH-RU,

Vu la délibération n° 12-739 du Conseil Régional, en date du 29 juin 2012, relative à la convention cadre d'OPAH-RU sur le centre ancien de Carpentras et de la convention de financement liée

Vu la délibération n° 10-1550 du Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur, en date du 10 décembre 2010 approuvant les critères d'intervention de la Région en matière d'habitat.

Vu la délibération du Conseil de Communauté de la CoVe, en date du 13 octobre 2014, autorisant la signature de l'avenant n°1 à la convention d'OPAH-RU,

Vu la délibération du Conseil Régional, en date du 17 octobre 2014, relative à l'avenant n°1 à convention d'OPAH-RU,

Vu la délibération n°14-1327 du Conseil régional du 12 décembre 2014 relative au nouveau cadre d'intervention en matière de logement et d'habitat

Vu la délibération n° 175-15 du Conseil de Communauté de la CoVe du 12 octobre 2015, autorisant la signature de l'avenant n°2 à la convention d'OPAH-RU,

Vu la délibération n°15-1176 du Conseil Régional, en date du 16 octobre 2015, relative à l'avenant n°2 à convention d'OPAH-RU,

Vu la délibération n°16-1091 du Conseil régional du 16 décembre 2016 relative au nouveau cadre d'intervention en faveur de l'habitat et du logement,

Vu la délibération n° 121-17 du Conseil de Communauté de la CoVe du 19 juin 2017, autorisant la signature de l'avenant n°3 à la convention d'OPAH-RU,

Vu la délibération n°17-720 du Conseil Régional, en date du 21 septembre 2017, relative à l'avenant n°3 à convention d'OPAH-RU,

Vu la délibération n°18-316 du Conseil Régional, en date du 16 mars 2018, relative à la régularisation de l'avenant n°3 à convention d'OPAH-RU,

Vu la délibération n° 59-18 du Conseil de Communauté de la CoVe du 9 avril 2018, autorisant la signature de l'avenant n°4 à la convention d'OPAH-RU,

Vu la délibération n°18-316 du Conseil Régional, en date du.....16 mars 2018, relative à l'avenant n°4 à convention d'OPAH-RU,

Il a exposé ce qui suit :

ARTICLE 1- FINANCEMENTS DE LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Compte tenu des évolutions apportées au partenariat par les différents avenants à la convention cadre de l'OPAH-RU sur le centre ancien de Carpentras. L'article 5.4 du préambule de la convention de financement initiale est modifiée comme suit :

5.4. Financements de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

5.4.1. Règles d'application (modifié par rapport à l'avenant n°3)

La Région s'engage dans la limite de l'enveloppe financière à financer les projets propriétaires bailleurs et occupants, suivant les conditions énoncées ci-dessous :

➤ Aides aux propriétaires occupants

La Région interviendra, au bénéfice des propriétaires occupants sous conditions de ressources très modestes de l'Anah. La subvention sera de 50% du montant de la subvention de la COVE (part au moins égale à 10% des travaux éligibles), et est conditionnée à un gain minimum de 38% d'économie d'énergie.

Cette subvention peut être majorée par des primes :

- une prime « facteur 2 » si le gain est supérieur ou égal à 50% d'économie d'énergie : 10% du montant des travaux compris entre 20 000 € et 40 000 €.
- une prime « transition énergétique » si le niveau de performance atteint est BBC rénovation (c'est-à-dire dont la consommation énergétique est inférieure à 72 kW hep/m².an) : 10% du montant des travaux compris entre 20 000 € et 40 000 €, soit 20% de prime au total. Cette seule prime peut être mobilisable pour les propriétaires occupants modestes.

Pour les travaux d'adaptation des logements aux personnes âgées et d'accessibilité pour les personnes handicapées : 10% du montant des travaux éligibles retenus par l'Anah et représentant au minimum 8 000 € (aide non conditionnée à un gain énergétique minimum).

➤ Aides aux propriétaires bailleurs

La Région interviendra, au bénéfice des propriétaires bailleurs sous réserve de loyers

conventionnés social ou très social. La subvention sera de 50% du montant de la subvention de la COVE (part au moins égale à 10% des travaux éligibles), et est conditionnée à un gain minimum de 50% d'économie d'énergie.

Cette subvention peut être majorée par des primes :

- une prime « production de logements » en cas de remise sur le marché d'un logement vacant et indigne ou très dégradé : 5% du montant des travaux ;
- une prime « transition énergétique » si le niveau de performance atteint est BBC rénovation (c'est-à-dire inférieur à 72 kW hep/m²/an) : 10% du montant des travaux compris entre 20 000 € et 40 000 €.

➤ Aides aux copropriétés de centre ancien

Pour des travaux lourds en copropriété de centre ancien, l'aide conditionnée à un gain énergétique global de 38% peut être attribuée au syndicat de copropriétaires si le syndic est mandaté par la copropriété pour grouper les demandes de subvention, mais reste proportionnelle au pourcentage de logements conventionnés et de propriétaires occupants très modestes.

➤ Critères qualitatifs :

En cas de non atteinte des gains minimums (38% pour les propriétaires occupants ou 50% pour les propriétaires bailleurs), l'opération peut être éligible aux aides régionales si le propriétaire réalise un bouquet de travaux « BBC compatible » incluant au moins 4 postes de travaux liés aux économies d'énergie dont 2 portant obligatoirement sur l'enveloppe du bâtiment (isolation des murs, de la toiture ou des planchers, changement des menuiseries) et 2 portant sur la ventilation et le confort d'été.

Une note argumentée est réalisée par l'opérateur afin de justifier la non atteinte du gain : caractéristiques techniques du bâtiment ou des équipements, contraintes environnementales liées au bâti, au site et aux réglementations, travaux énergétiques récemment réalisés, logement seul compris dans une copropriété...

Dans tous les cas, différents scénarios devront être proposés dans l'étude réalisée par l'opérateur dont un permettant d'atteindre le niveau BBC Rénovation.

Les montants prévisionnels des autorisations de programmes de la Région prévus à l'article 5.4.1. de l'avenant n°3 à la convention d'OPAH RU de Carpentras passent (calculs d'après les dates de dépôt de l'Anah) de **382 212 € à 561 145 €**.

	Année 1 réel	Année 2 réel	Année 3 réel	Année 4 réel	Année 5 prévisionnel	Total pour 5 ans	Prorogation prévisionnel	Total
AP	41 200 €	11 248 €	28 688 €	92 212 €	263 626 €	436 974 €	124 171 €	561 145 €

5.4.2 Modalités de versements des aides du Conseil Régional PACA (modifié par rapport à l'avenant n°3)

Conformément à l'avenant n° 4 de la convention de l'OPAH-RU du centre ancien de Carpentras approuvé lors de l'Assemblée plénière du 16 mars 2018, le montant global de participation de la Région lié à la mise en œuvre de l'OPAH-RU est estimé à 561 145 €. La contractualisation prévue dans le cadre de la convention financière initiale s'élevait à 378 150

€, l'avenant n°4 à la convention cadre de l'OPAH-RU, engage donc la Région sur un montant financier additionnel de 182 995 €.

La CoVe effectuera l'avance des aides régionales auprès des propriétaires concernés. La Région s'acquittera de sa participation au financement des travaux sur présentation d'un dossier de demande de remboursement transmis par la CoVe au Président du Conseil Régional et répondant au Règlement Financier Régional, sur présentation d'un état comptable des dépenses engagées et réglées pour son compte par la CoVe, visé par le Président et le comptable du Trésor Public.

Le courrier de notification de la subvention globale de la CoVe et de la Région, adressé par la CoVe aux propriétaires concernés, devra faire apparaître précisément la répartition des financements entre la CoVe et la Région, et devra comporter le logo de la Région.

Une convention de financement entre la CoVe et la Région permet de fixer les modalités juridiques et financières de versement, par la CoVe de l'aide régionale relative à la requalification du centre ancien et les conditions de leur remboursement par la Région.

ARTICLE 2 : ELIGIBILITE DES DEPENSES

L'article 2 de la convention initiale est modifié comme suit :

ARTICLE 2 : ELIGIBILITE DES DEPENSES

La CoVe attestera, pour chaque demande effectuée auprès de la région de remboursement de ses avances aux propriétaires, de la recevabilité des dépenses des Propriétaires occupants sous conditions de ressources ANAH, et bailleurs retenus par la CoVe dans le calcul de l'avance de l'aide régionale, et ce, au regard des critères régionaux fixés par les délibérations n° 10-1550 du Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur, en date du 10 décembre 2010 et la délibération n°16-1091 du 16 décembre 2016 approuvant les critères d'intervention de la Région en matière d'habitat.

ARTICLE 3 : DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification. Les autres articles de la convention initiale restent inchangés.

Le Président de la Communauté
d'Agglomération Ventoux-Comtat
Venaissin,

Le Président de la Région
Provence-Alpes-Côtes d'Azur,

Monsieur Guy REY

Monsieur Renaud MUSELIER

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOUE à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORGIO (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°133-18

Objet : Subvention pour la réhabilitation de 3 logements dans le cadre du PIC départemental

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°133-18

Objet : Subvention pour la réhabilitation de 3 logements dans le cadre du PIG départemental

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière d'équilibre social de l'habitat,

Vu la délibération n° 07.14 du 3 mars 2014 adoptant le 2^{ème} Programme Local de l'Habitat (2014-2020) de la CoVe,

Vu la délibération n°2015-1020 du 20 novembre 2015 du conseil départemental adoptant la convention relative au 4^{ème} programme d'intérêt général départemental 2016-2018,

Vu la délibération n°50-17 du 24 avril 2017 du conseil de communauté approuvant le principe de participation financière au 4^{ème} programme d'intérêt général départemental 2016/2018,

Vu l'avis de la commission aménagement de l'espace, et habitat du 11 juin 2018,

Vu la demande de subvention suivante :

Nom du demandeur	Adresse du logement	Nombre de logements	Typologie du logement	Type de travaux (ex: mise aux normes, transformation...)	Montant des travaux +Honoraires (H.T)	Assiette éligible Anah H.T	Montant de la subvention sollicitée
TACUSSEL Bruno	203 avenue Joseph Roumanille 84810 AUBIGNAN	3	T3(63,75 m²), T3 (72,7m²), T2 (41,7m²)	Réhabilitation d'un logement très dégradé	137 128 €	120 364 €	4 814,56 €

Entendu le rapport du vice-président délégué à la stratégie de développement de l'intercommunalité,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'ACCORDER la subvention suivante au titre de la CoVe, correspondant à 4% du coût H.T. des travaux et honoraires sur l'assiette éligible de l'Anah :

Nom du demandeur	Adresse du logement	Nombre de logements	Typologie du logement	Type de travaux (ex: mise aux normes, transformation...)	Montant des travaux +Honoraires (H.T)	Assiette éligible Anah H.T	Montant de la subvention accordée
TACUSSEL Bruno	203 avenue Joseph Roumanille 84810 AUBIGNAN	3	T3(63,75 m²), T3 (72,7m²), T2 (41,7m²)	Réhabilitation d'un logement très dégradé	137 128 €	120 364 €	4 814,56 €

Article 2 : DE PRECISER que les crédits correspondants à ces subventions sont inscrits à l'article 204182 du budget principal, fonction 72.

Article 3 : D'AUTORISER le président à signer tous actes aux effets ci-dessus.

Transmis en Préfecture le : 17 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le : 17 SEPT 2018

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Exécutoire le :

17 SEPT 2018

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18) —

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°134-18

Objet : Subventions pour la réhabilitation de logements dans le cadre de l'OPAH-RU du centre ancien de Carpentras

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°134-18

Objet : Subventions pour la réhabilitation de logements dans le cadre de l'OPAH-RU du centre ancien de Carpentras

Le conseil communautaire,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétences en matière d'équilibre social de l'habitat et de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, et à ce dernier titre en matière d'actions de soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie,

Vu la délibération n°67 du 30 juin 2005, portant définition de l'intérêt communautaire, notamment en matière d'opérations programmées de l'habitat (OPAH) intercommunales et d'octroi d'aides financières en faveur des propriétaires bailleurs privés qui réhabilitent des logements qui seront conventionnés, des propriétaires occupants qui améliorent leur logement et dont les ressources ne dépassent pas un certain plafond, et des propriétaires bailleurs ou occupants qui réalisent des travaux permettant des économies d'énergie,

Vu la convention du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD), adoptée par délibération n°87-11 du 27 juin 2011,

Vu la délibération de la CoVe n°72-10 du 29 juin 2010 relative au lancement de l'étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU du centre ancien de Carpentras,

Vu la délibération de la CoVe n°121-12 du 26 juin 2012 approuvant la convention cadre relative à l'OPAH-RU du centre ancien de Carpentras,

Vu la délibération de la CoVe n°07-14 du 3 mars 2014 adoptant le 2^{ème} Programme Local de l'Habitat 2014-2020,

Vu la délibération de la CoVe n°217-14 du 13 octobre 2014 approuvant l'avenant n°1 à la convention cadre relative à l'OPAH-RU du centre ancien de Carpentras,

Vu la délibération de la CoVe n°175-15 du 12 octobre 2015 approuvant l'avenant n°2 à la convention cadre relative à l'OPAH-RU du centre ancien de Carpentras,

Vu la délibération de la CoVe n°121-17 du 19 juin 2017 approuvant l'avenant n°3 à la convention cadre relative à l'OPAH-RU du centre ancien de Carpentras,

Vu la délibération de la CoVe n°59-18 du 9 avril 2018 approuvant l'avenant n°4 à la convention cadre relative à l'OPAH-RU du centre ancien de Carpentras,

Vu les agréments des commissions locales d'amélioration de l'habitat du 30/11/17, du 26/04/18, et du 11/07/18 pour accorder des subventions de l'Anah pour les projets exposés ci-dessous,

Vu les demandes de subventions suivantes :

Acquitté en PREFECTURE le: 17/09/2018

Nom	Statut	Adresse du logement(s)	Nb de logt	Type de logt	Type de travaux	Totaux des travaux + honoraires (H.T)	Assiette éligible travaux /Anah H.T	Montant subv. CoVe travaux	Montant de la subv. Région sollicitée	Total subv. CoVe + Région	Conventi onnement
Mme Marie-Laurence DESHAIS	PB	77 Rue Archier 84200 Carpentras	1	1 T2 (48,49 m ²)	Réhabilitation de logement très dégradé	23 217,53 €	23 217,53 €	3 482,63 €	2902,90 €	6 385,53 €	1 LCS
M. Gilbert DESHAIS	PB	77 Rue Archier 84200 Carpentras	2	1 T1 (30m ²) + 1 T2 duplex (43,87 m ²)	Réhabilitation de logements très dégradés	56 678,73 €	56 678,73 €	8 355,52 €	6 982,93 €	15 318,45 €	2 LCS
M. Hicham CHAOUI	PB	20-30 Rue du Mont de Piété 84200 Carpentras	5	2 T2 (55,77 et 59,34 m ²), 2 T3 (70,41 et 70,81 m ²) et 1 T5 (95,17 m ²)	Restructuration et réhabilitation de logements très dégradés	404 459,96 €	336 330,00 €	30 000,00 €	25 816,50 €	55 816,50 €	5 LCS
M. Manuel RUIZ	PB	176 Rue du Collège 84200 Carpentras	1	T2 (39,60 m ²)	Réhabilitation logement très dégradé	41 996 €	33 974 €	5 096,10 €	4 246,75 €	9 342,85 €	1 LCS

SCI GRAMS (Mme. Geiger)	PB	12/18 rue Gaudibert Barret 84200 Carpentras	6 (+3 non finan cés)	4 T2 (44,58 à 58,07 m²) et 2 T3 (70,34 et 53,10 m²)	Réhabilitation logements très dégradés	713 227,75 €	479 961,25 €	36 000 €	28 108,00 €	64 108,00 €	6 LCS + 3 LI non subventi onnés par la CoVe et la Région
M. Adrien CLEMENT	PB	46 Rue Clapiès 84200 CARPENTR AS	1	T3 (65,32 m²)	Réhabilitation logement très dégradé	46195,90 €	38 800 €	5 820 €	4 850 €	10 870 €	1 LCS
Total			16			1 285 775,87 €	968 961,51 €	88 754,25 €	72 887,08 €	161 841,33 €	

Vu l'avis de la commission aménagement de l'espace et habitat du 11 juin 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la stratégie de développement de l'intercommunalité,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'ACCORDER les subventions suivantes au titre de la CoVe et au titre de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur selon la convention de financement entre la région et la CoVe pour l'OPAH-RU du centre ancien de Carpentras :

Nom	Statut	Adresse du logement(s)	Nb de logt	Type de logt	Type de travaux	Totaux des travaux + honoraires (H.T)	Assiette éligible travaux Anah H.T	Montant subv. CoVe travaux	% d'intervention (et plafonds) de la CoVe	Montant de la subv. Région sollicitée	% d'intervention (et plafonds) de la Région	Total subv. CoVe + Région
Mme Marie-Laurence DESHAIS	PB	77 Rue Archier 84200 Carpentras	1	1 T2 (48,49m ²)	Réhabilitation de logement très dégradé	23 217,53 €	23217,53 €	3 482,63 €	15% plafonné à 6 000€ par logis	2 902,90 €	Prime sortie de vacance : 5% du montant des travaux subventionné par l'Anah	6 385,53 €
M. Gilbert DESHAIS	PB	77 Rue Archier 84200 Carpentras	2	1 T1 (30m ²) + 1 T2 duplex (43,87 m ²)	Réhabilitation logement très dégradé	56 678,73 €	56 678,73 €	8 355,52 €	15% plafonné à 6 000€ par logis	6 962,93 €	7,5% plafonné à 3 000 € pour les logis LCS si gain énergie >50% Prime sortie de vacance : 5% du montant des travaux subventionné par l'Anah	15 318,45 €
M. Hicham CHAOUI	PB	"20-30 Rue du Mont de Piété 84200 Carpentras"	5	2 T2(55,77 et 59,34 m ²), 2 T3 (70,41 et 70,81 m ²)et 1 T5 (95,17 m ²)	Restructuration et réhabilitation de logements très dégradés	404 459,96 €	336 330,00 €	30 000,00 €	15% plafonné à 6 000€ par logis	25 816,50 €	7,5% plafonné à 3 000 € pour les logis LCS si gain énergie >50% Prime sortie de vacance : 5% du montant des travaux subventionné par l'Anah	55 816,50 €
M. Manuel RUIZ	PB	176 Rue du Collège 84200 Carpentras	1	T2 (39,60 m ²)	Réhabilitation logement très dégradé	41 996 €	33 974 €	5 096,10 €	15% plafonné à 6 000€ par logis	4 246,75 €	7,5% plafonné à 3 000 € pour les logis LCS si gain énergie >50% Prime sortie de	9 342,85 €

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits correspondants à ces subventions sont inscrits à l'article 20422 du budget principal, fonction 720AP4.

Article 3 : D'AUTORISER le président à signer tous actes aux effets ci-dessus.

Transmis en Préfecture le :

17 7 SEPT 2018

Publication par affichage le :

17 7 SEPT 2018

Exécutoire le :

17 7 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 17/09/2018

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°135-18

Objet : Participation au financement du Fonds de Solidarité pour le Logement

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°135-18

Objet : Participation au financement du Fonds de Solidarité pour le Logement

Le conseil de communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe,

Vu la délibération n°05-07 du 22 février 2007 adoptant le Programme Local de l'Habitat,

Vu la délibération n°96-07 du 24 septembre 2007 approuvant le principe de contribution annuelle de la CoVe au Fonds Départemental Unique de Solidarité pour le Logement (FDUSL),

Vu la délibération n°07-14 du 3 mars 2014 adoptant le 2^{ème} Programme Local de l'Habitat (2014-2020),

Vu l'avis de la commission aménagement de l'espace et habitat du 11 juin 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la stratégie de développement de l'intercommunalité,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'ACCORDER le versement d'une contribution de 7 273, 83 € pour l'année 2018 au Fonds de Solidarité Logement du département de Vaucluse.

Article 2 : DE PRÉCISER que la dépense est imputée sur les crédits figurant à l'article 6281 fonction 70 du budget principal.

Article 3 : D'AUTORISER le président à signer tous actes y afférant.

Transmis en Préfecture le : 17 7 SEPT 2018

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

17 7 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 17/09/2018

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORGIO (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil de communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°136-18

Objet : Convention de partenariat 2018 avec le département dans le cadre du revenu de solidarité active

Conseil de communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°136-18

Objet : Convention de partenariat 2018 avec le département dans le cadre du revenu de solidarité active

Le Conseil de communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière d'action sociale d'intérêt communautaire,

Vu la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,

Vu la dissolution de l'établissement public du centre intercommunal d'action sociale et la reprise de l'exercice de la compétence en régie directe par la CoVe,

Vu le projet de convention de partenariat dans le cadre du revenu de solidarité active entre le Conseil départemental et la CoVe,

Vu l'avis de la commission action sociale et petite enfance du 15 juin 2018,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué aux finances et au budget et après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER les termes de la convention de partenariat pour l'année 2018 « Mission de référence » dans le cadre du Revenu de Solidarité Active pour les personnes domiciliées et résidant sur le territoire de la CoVe, annexée à la présente délibération.

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer la convention avec le Conseil départemental de Vaucluse.

Transmis en Préfecture le : 17 SEPT 2018

Publication par affichage le : 17 SEPT 2018

Exécutoire le : 17 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 17/09/2018

CONVENTION DE PARTENARIAT 2018
entre la Communauté d'Agglomération
Ventoux Comtat Venaissin (COVE)
et le Département du Vaucluse
(mission de référence)

ENTRE

1°) LE DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

Représenté par son Président Monsieur Maurice CHABERT, agissant au nom et pour le compte du Département de Vaucluse, en exécution d'une délibération n° 2018-62 de la commission permanente du 30 mars 2018.

Ci-après désigné par les termes « Le Département ».

D'UNE PART

2°) La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin

Téléphone : 04 90 67 10 13

Mail : elodie.coll@laCoVe.fr

Représenté par : Monsieur Guy REY

En qualité de : Président

Dûment autorisé par délibération du Conseil communautaire du 10 septembre 2018, à signer tous les documents.

Dénommée ci-après « la CoVe »

D'AUTRE PART

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE :

La Loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion a confié au Président du Conseil départemental la responsabilité de l'orientation pour l'ensemble des bénéficiaires du RSA (bRSA).

L'article L262-15 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) précise que l'instruction administrative de la demande est effectuée à titre gratuit, dans des conditions déterminées par décret, par les services du Département ou l'organisme chargé du service du RSA. Peuvent également procéder à cette instruction le centre communal ou intercommunal d'action sociale du lieu de résidence du

demandeur lorsqu'il a décidé d'exercer cette compétence ou, par délégation du Président du Conseil départemental dans des conditions définies par convention, des associations ou des organismes à but non lucratif.

Conformément à l'article L262-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), le Département peut, par convention, confier la conclusion du contrat prévu au présent article ainsi que les missions d'insertion qui en découlent à une autre collectivité territoriale, à un groupement de collectivités territoriales ou à l'un des organismes mentionnés à l'article L262-15.

La présente convention définit les modalités de mise en œuvre de la fonction de « référent unique » en conformité avec l'article L262-30 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), « L'organisme vers lequel le bénéficiaire du revenu de solidarité active est orienté désigne le référent prévu à l'article L262-27 ».

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités par lesquelles la CoVe assume la fonction d'organisme en charge de la référence dans le cadre de la mise en œuvre du RSA, conformément à l'article L262-27 « Le bénéficiaire du revenu de solidarité active a droit à un accompagnement social et professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique. Pour l'application de la présente section, les mêmes droits et devoirs s'appliquent au bénéficiaire et à son conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité, qui signent chacun le projet ou l'un des contrats mentionnés aux articles L262-34 à L262-36 ».

La fonction de référent est confiée à un travailleur social diplômé : Diplôme d'Etat d'Assistante Sociale, Educateur Spécialisé ou Conseillère en Economie Sociale et Familiale.

Le référent apporte une aide aux personnes en insertion pour leur permettre d'acquérir une autonomie au regard de l'allocation. Le référent doit permettre à chaque allocataire, par un appui technique et relationnel, de construire un parcours d'insertion individualisé, en réponse à ses attentes et en tenant compte de ses motivations, de ses compétences et aptitudes, de ses freins et des contraintes de l'environnement.

Le référent unique désigné en son sein par l'organisme est tenu d'établir **un contrat d'engagement réciproque (CER)**, outil d'élaboration et de contractualisation des démarches d'insertion sociale et professionnelle, négocié entre les deux parties.

Le contrat d'engagement réciproque doit être visé par le responsable de l'organisme avant transmission au Département pour validation.

Le référent réalise l'accompagnement global du bénéficiaire du RSA y compris le montage et le suivi des dossiers de demande d'aides financières individuelles.

Par ailleurs, il réalise les enquêtes sociales, les diagnostics sociaux et financiers dans le cadre des procédures d'expulsion.

Le référent exercera ses missions dans le cadre de la fiche de fonction annexée à la présente convention (cf. fiche de fonction référent RSA en annexe).

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018.

ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

3.1 Principe :

Cette collaboration est fondée sur les orientations que le Département entend développer en matière d'insertion en déterminant les engagements réciproques, dans le respect de l'autonomie de décision de chacun.

3.2 Public concerné :

Le professionnel est désigné en qualité de référent unique par la CoVe quel que soit le lieu d'instruction de la demande de RSA.

L'allocataire doit être domicilié sur la commune, territoire géographique de compétence de la CoVe.

3.3 Engagement du Département :

Le Département s'engage à donner à la CoVe toutes les informations dont il aura besoin pour exercer la fonction de référent.

Il organisera toute réunion de travail nécessaire à la bonne mise en œuvre de ces missions.

3.4 Engagements de la CoVe :

La CoVe désigne en son sein 4 professionnels en charge de la référence RSA.

En annexe, une fiche précise l'identité des référents désignés pour cette mission, ainsi que leur qualification professionnelle.

La CoVe s'engage à informer la Département en temps réel les absences et toute modification de nature à impacter la réalisation quotidienne auprès des bénéficiaire de la mission confiée par la présente convention.

3.4.1 : s'agissant de la référence

Le référent s'engage à :

- Négocier avec chaque allocataire pour lequel il est désigné référent un contrat d'engagement réciproque
- Participer à la demande des services du Département à des réunions de travail en lien avec l'objet de la présente convention.
- Actualiser en temps réel auprès du Département les données physiques concernant la CoVe par l'envoi d'un mail auprès de : siej@vaucluse.fr.

Conformément à l'article L262.31 « Si, à l'issue d'un délai de six mois, pouvant aller jusqu'à douze mois, selon les cas, le bénéficiaire du revenu de solidarité active ayant fait l'objet de l'orientation mentionnée au 2° de l'article L262-29 n'a pas pu être réorienté vers l'institution ou un organisme mentionnés au 1° du même article, sa situation est examinée par l'équipe pluridisciplinaire prévue à l'article L262-39. Au vu des conclusions de cet examen, le Président du Conseil départemental peut procéder à la révision du contrat prévu à l'article L262-36 », le référent s'engage à saisir l'Equipe Pluridisciplinaire (EP).

Une fin de référence peut survenir :

- lorsque le bénéficiaire n'est plus soumis aux droits et devoirs (en moyenne trimestrielle, revenu d'activité supérieur à 500 €) ou ne relève plus du dispositif RSA,
- lorsqu'un changement de référent est opéré,
- lorsque l'allocataire n'est plus domicilié dans la commune.

Le référent doit informer le service Insertion Emploi Jeunesse dès lors qu'il a connaissance du déménagement d'un allocataire accompagné hors de sa zone de compétence territoriale.

3.4.2 : s'agissant de l'instruction administrative:

Conformément aux dispositions légales, le Conseil communautaire de la CoVe a exprimé sa volonté d'instruire les demandes de RSA.

Dans le cadre de cette convention, la CoVe s'engage à :

- participer aux formations qui seront organisées par le Département
- garantir la confidentialité des informations relatives à son activité dans le cadre de la convention.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

L'instruction des demandes de RSA, conformément à la loi est effectuée à titre gratuit (art. L262-15).

L'exercice de la mission déléguée de référence est subventionné à hauteur de **54 186 €** pour l'année 2018 pour l'accompagnement d'une file active de **439 allocataires**.

En application de la présente convention, 100 % du montant sera versé à la signature de la convention sur le compte de la CoVe

Titulaire du compte : Centre des finances publiques – Trésorerie de Carpentras

Banque : 30001

Guichet : 00169

Numéro de compte : D8450000000

Clé RIB : 90

Le Département de Vaucluse se libérera du montant dû au vu du titre de recettes émis par le comptable, par mandat administratif de paiement émis au profit de la CoVe.

La CoVe fournira un rapport d'activité précisant les conditions d'exercice de la mission ; nombre et qualification des référents et les résultats obtenus. Ce rapport comprendra également un listing détaillé des bénéficiaires accompagnés, selon modèle annexé. Ce listing fait apparaître la fréquence de réception du public, la date de signature du contrat d'engagement réciproque et le motif de sortie du dispositif, le cas échéant.

Un bilan sera systématiquement demandé avant le 30 novembre, il détaillera quantitativement et qualitativement l'action menée du 1^{er} janvier au 30 octobre 2018. Ce bilan devra être joint, le cas échéant, à la demande de subvention 2019.

Un contrôle sera réalisé en cours d'année, avec un bilan à 10 mois qui sera obligatoirement remis au service Insertion Emploi avant le 30 novembre 2018, afin de déterminer l'efficacité des actions menées.

En cas de non réalisation de tout ou partie de la prestation, le Département pourra exiger le remboursement des sommes indûment perçues.

La CoVe s'engage à fournir les éléments justifiant la réalisation de son action annuelle au plus tard 3 mois après échéance de la convention soit au plus tard **le 31 mars 2019**.

ARTICLE 5 : EMPLOI DE LA SUBVENTION

La CoVe a l'interdiction de reverser tout ou partie de la participation à d'autres associations, sociétés, collectivités privées ou œuvres.

ARTICLE 6 : MISE EN VALEUR DE L'ACTION – COMMUNICATION

La COVE s'engage à mentionner et apposer sur tout support de communication relatif aux actions ou opérations réalisées, l'aide allouée par le Département de Vaucluse et/ou son logo, conformément à la charte graphique du Département.

Les supports visés sont notamment :

- les documents et dépliants d'information,
- les cartons d'invitation,
- les dossiers et communiqués de presse,
- les affiches,
- les plaquettes et insertions publicitaires,
- les sites Internet éventuels ;
- et les supports audiovisuels.

Le Département sera systématiquement associé, en tant que partenaire, à toute manifestation relative aux actions et aux opérations menées par le contractant relatives à l'objet de la présente convention.

Une information devra impérativement parvenir au Département 15 jours au minimum avant la tenue de toute manifestation.

Le Département s'assurera du respect de ces engagements, lors de l'examen de toute demande d'aide future ou de reconduction.

A cette fin, le contractant sera tenu de présenter une copie des supports de communication utilisés par la CoVe.

ARTICLE 7 : EVALUATION

Le Département procède à l'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels il a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er}, sur l'impact attendu par le Département des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, et sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention.

A cette fin, le contractant s'engage à remettre un rapport d'activité faisant état des actions menées et de leurs résultats, sur la base de la trame jointe en annexe, et faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 8 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Cet avenant précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 9 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention pourra être résiliée d'un commun accord entre les parties, sans que l'une ou l'autre des parties puisse prétendre à indemnité.

Par ailleurs, le Département se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment à la présente convention, pour un motif d'intérêt général, ou motif de modification législative ou en cas de non respect de l'une des clauses de la présente convention.

Dans le cas précédent, la résiliation sera effective à la fin du mois suivant la date de réception par le contractant, de la lettre recommandée envoyée à cet effet.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige porté devant les tribunaux pour l'application de la présente convention, les parties décident de s'en remettre à la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nîmes.

ARTICLE 11 : ELECTION DE DOMICILE

Pour toutes les correspondances ou notifications, qui lui seront adressées en lieu comme à personne et en véritable domicile :

Le Département élit domicile à l'Hôtel du Département, rue Viala, 84909 AVIGNON CEDEX 9.

Le contractant élit domicile au 1171 Avenue du Mont Ventoux – 84203 CARPENTRAS

Fait à AVIGNON, le ...

En autant d'originaux que de parties

Pour la CoVe
Le Président de la CoVe

Pour le Département,
Le Président du Conseil départemental

Guy REY

Maurice CHABERT

Annexes :

- 1- Fiche de fonction référent RSA
- 2- Identification des référents
- 3- Modèle de bilan de l'action 2018 + Modèle de listing des bénéficiaires

LA FONCTION DE REFERENT R.S.A.

I – CADRE ET CONTEXTE D'INTERVENTION DU REFERENT RSA

Le Département, désigné comme maître d'œuvre de la loi n° 2008-1249 du 01 Décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion, organise un dispositif de référencement en désignant la structure la plus adaptée à la situation de chaque bénéficiaire (brisa), en vue de son insertion professionnelle et sociale.

La définition et les orientations de la politique d'insertion du département de Vaucluse se concrétisent dans un document directeur : le Programme Départemental d'Insertion (PDI) approuvé par délibération n°2016-780 de l'Assemblée Départementale du 25 novembre 2016.

Dans ce cadre, des changements ont été engagés dans l'organisation du dispositif de référencement et d'accompagnement du bRSA du Vaucluse, avec certains objectifs :

- Cibler le nouvel entrant de moins de 35 ans pour éviter son installation dans le dispositif ;
- Accompagner le bénéficiaire dans une dynamique de mobilisation vers l'emploi et une insertion professionnelle ;
- Renforcer la responsabilisation du bénéficiaire et mieux garantir le respect des droits et devoirs.

Une des orientations du PDI porte sur le renforcement du dispositif d'accompagnement des bRSA au travers de plusieurs actions, notamment celle de travailler à la définition de la fonction et des missions du référent (fiche action n°20).

L'ingénierie des parcours individuels d'insertion étant confiée au référent dans sa fonction centrale d'accompagnement, les attendus du Département visent une harmonisation des conditions de mise en œuvre de cette fonction, ainsi qu'une meilleure mobilisation des différents outils et méthodologies d'intervention. Ceci dans le respect des spécificités et champs de compétences de chacun.

II – LA FONCTION DE REFERENT

1) ACCUEIL ET INFORMATION

Le référent désigné joue un rôle essentiel lors de l'accueil en informant le bénéficiaire sur :

→ Le cadre législatif et réglementaire du dispositif RSA, son organisation dans le département, l'ensemble de ses droits (connexes, accompagnement adapté à ses besoins par un référent unique désigné selon l'art.L262-27....) et de ses devoirs (contreparties du versement de l'allocation, l'obligation déclarative, l'obligation de concrétiser des démarches contractualisées, les délais à respecter).

→ Son cadre d'intervention, son rôle de référent de parcours dans l'accompagnement, ses spécificités, ce qu'il peut lui apporter comme conseils, aide dans l'identification et la mise œuvre des démarches à réaliser, les étapes, le diagnostic, et la contractualisation

→ Le Contrat d'Engagement Réciproque (CER) en sa qualité de feuille de route partagée pour l'accompagnement et moyen de rendre compte des démarches d'insertion et du respect des devoirs.

→ Les conséquences en cas de manquement en tant que soumis aux droits et devoirs (non établissement ou renouvellement du CER, respect des échéances et des démarches contractualisées, rendez-vous avec son référent,...).

Conditions : le référent est désigné à l'exclusive par le Président du Conseil départemental. Il doit maîtriser les éléments du cadre législatif de sa fonction, les informations précitées, et utiliser les supports adaptés aux modalités choisies. Il peut mobiliser et utiliser les ressources d'information et techniques si besoin (service en charge de l'insertion au sein du Département)

2) LE DIAGNOSTIC

Cette étape, préalable à l'accompagnement, se veut dynamique en mobilisant la participation active du bénéficiaire lors du premier rendez-vous.

Le référent a un rôle d'expertise et d'évaluation de la situation du bRSA afin de :

- Confirmer l'orientation ou proposer une réorientation
- Dresser un état des lieux des ressources de la situation
- Prendre en compte les contraintes, le potentiel, les objectifs et les difficultés du bénéficiaire
- Construire un projet en repérant les besoins pour le mener à bien et engager l'accompagnement

Eléments indicatifs à recueillir :

- Parcours professionnel, social, personnel, insertion bRSA antérieur éventuel
- Environnement familial, social, culturel et géographique
- Potentialités, compétences, expériences positives professionnelles et personnelles
- Distance à l'emploi (existence d'une qualification, d'un métier, moyens utilisés si recherche d'emploi,)
- Existence d'un C.V.
- Freins à l'emploi (familiaux, sociaux, santé, logement, budget, mobilité,...)
- Besoins repérés en termes d'insertion professionnelle et /ou sociale
- Identification des attentes pour aider à formuler un projet, capacité à les formuler
- Aborder la question de la situation de l'insertion du conjoint selon la composition familiale

Il sert également à évaluer s'il est nécessaire de réorienter le bénéficiaire vers un type de référencement plus adapté à ses besoins.

Le diagnostic peut permettre aux référents d'une structure (voire de structures différentes) de repérer des problématiques communes entre plusieurs bénéficiaires et proposer un travail autour de projets collectifs participatifs.

Le diagnostic posé est explicité et partagé avec le bénéficiaire car il va lui servir à la formulation de son projet d'insertion.

Modalités : entretiens individuels

Conditions : utiliser la méthodologie de conduite d'entretien diagnostic en privilégiant les questions ouvertes, avec recueil des éléments précités, maîtrise et consultation et utilisation des outils de gestion (IODAS, consultation dossier CAF pour vérifier le statut de soumis droits devoirs,...) recueil de bilans, CER, CV...

3) L'ACCOMPAGNEMENT

(cf. Art. L262-27 de la loi de 2008 mentionne que le bRSA a droit à un accompagnement adapté à ses besoins organisé par un référent unique ; Art. L.262-28 sur son obligation d'entreprendre des démarches nécessaires à son insertion professionnelle ou sociale ; Art. L262-34 à L262-36 sur la contractualisation)

Le référent accompagne le bRSA dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet d'insertion :

3a- Le projet

A partir du diagnostic partagé, le référent explique la finalité d'un projet : le bénéficiaire se projette dans des objectifs d'avenir visant à sortir de la situation dans laquelle il est.

Il l'aide dans l'émergence et la formulation de ce projet en veillant à ce qu'il reste cohérent, réaliste et réalisable. En cas d'écarts trop importants entre réalité / projet / ressources, il explique et clarifie.

Il l'aide dans l'élaboration d'un CV.

Le projet pour servir à l'action, doit être clair, concis, complet et compréhensible.

3b- La contractualisation par objectifs, la prescription de démarches, la formalisation par le CER

Le référent et le bénéficiaire fixent de 1 à 3 objectifs ainsi que les démarches à réaliser pour les atteindre

Pour chaque objectif, le référent prescrit au bénéficiaire des démarches concrètes à réaliser, fixe des échéances, dates et étapes à respecter.

Il recense et mobilise les outils, actions, prestations appropriées pour ces démarches, en s'appuyant sur l'offre d'insertion, les ressources du territoire, les réponses de droit commun, le partenariat existant.

Tout au long de l'accompagnement le référent est le coordinateur de l'ensemble des démarches à réaliser par le bénéficiaire et des actions qu'il doit lui-même engager pour le soutenir.

La formalisation du contenu de l'accompagnement (objectifs, prescription de démarches, moyens, étapes et échéances fixées) utilise le Contrat d'Engagement Réciproque.

Le CER, document contractuel signé par le bénéficiaire et validé par le Président du Conseil départemental, constitue :

- Une feuille de route pour le bénéficiaire ;
- Un outil de pilotage de l'accompagnement pour le référent ;
- La garantie pour le Département du respect de la loi par les engagements du bénéficiaire du RSA.

Il peut contenir des rendez-vous afin d'évaluer l'avancée des démarches et peut être conclu pour une durée de 1 à 6 mois maximum. Il est rédigé par le référent en association avec le bénéficiaire.

Son renouvellement est une étape importante permettant un bilan dans l'accompagnement, pour réajustement et renégociation des objectifs, démarches et moyens.

Le référent peut évaluer la nécessité de réorienter le bénéficiaire vers une autre structure référente pour un accompagnement plus approprié à ses besoins et peut solliciter, à ce titre, une réorientation auprès du service en charge du dispositif insertion au sein du Département.

3c- Le respect des démarches contractualisées par le bénéficiaire, respect de ses devoirs

La contractualisation régulière responsabilise le bénéficiaire, et garantit l'accompagnement mis en œuvre par le référent, en conformité exigible de sa fonction au sein du dispositif RSA.

Il rappelle au bénéficiaire les conséquences en cas de non-respect de ses obligations. Il engage les procédures adéquates de signalement au Président du Conseil départemental dans les cas de manquements prévus par la loi (absence de CER dans les délais de 4 mois après désignation du référent, non réponses aux convocations, refus de CER et/ou d'insertion, non-respect des démarches fixées dans le CER).

Modalités : L'accompagnement est individualisé. Le référent peut le compléter par des actions et/ou des projets collectifs, en fonction de problématiques communes repérées. Il s'appuie sur les éléments du dossier (évite de redemander les mêmes éléments à chaque rencontre), utilise l'outil de gestion des

dossiers et procédures (IODAS) pour les étapes précitées de l'accompagnement (consultation parcours, CER, réorientations, signalements,...) Il utilise les supports en vigueur (CER, fiche d'orientation sur les actions d'insertion, fiche de réorientation type, ...)

Il peut solliciter les services ressources pour un appui technique sur les modalités d'accompagnement (services en charge du dispositif insertion au sein du Département)

Conditions : Maîtriser et utiliser la méthodologie de projet, d'accompagnement par objectifs et la contractualisation prescriptive ainsi que connaître et utiliser les procédures en vigueur, règlements, outils, actions, offre d'insertion et partenariat du dispositif.

4) LA FAMILIARISATION DE L'ACCOMPAGNEMENT

La répartition du public dans l'organisation du référencement amène certains référents à accompagner des bénéficiaires en couple (avec ou sans enfants). La question de la prise en compte du conjoint dans l'accompagnement se pose alors.

Le RSA est une prestation attribuée à une personne (bénéficiaire) pour son foyer, c'est-à-dire à elle-même, et à l'ensemble des personnes qui entrent dans le calcul de l'allocation.

Le conjoint, concubin, ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité, qui s'inscrit dans les conditions prévues par la loi, est soumis aux mêmes droits et devoirs que l'allocataire et est également concerné par un accompagnement contractualisé (Art.L262-34 à L262-36).

Le référent utilise pour la prise en compte du conjoint, les modalités identiques à celles décrites pour le bénéficiaire dans toutes les étapes : accueil et information, diagnostic, accompagnement.

Selon son évaluation et appréciation de la situation familiale et des besoins, il peut mener des entretiens familiaux ou des entretiens individuels. L'accompagnement peut impliquer tous les membres de la famille, (par exemple un enfant de 17 ans déscolarisé), ou encore selon la situation du bénéficiaire (incarcération, maternité, emploi, etc...) uniquement le conjoint et/ou l'un des membres de la famille.

La contractualisation, elle, est individualisée (un CER par adulte) y compris dans un projet commun de famille, de couple, pour permettre à chacun une contribution et responsabilisation dans la répartition des démarches à effectuer et objectifs à atteindre.



Année 2018

Structure de référence

.....

Identification du (ou des) référent (s) désigné (s)

Nom prénom	Coordonnées	Qualification

CONVENTION REFERENT

.....

Bilan de l'action menée en 2018

**Organisation générale (permanences, budget,...)
Moyens humains : nombre de référents et qualifications
Moyens matériels mobilisés pour l'action
Caractéristiques des bénéficiaires accompagnés
Nature des actions menées
Résultats**

En annexe : liste des allocataires



CONVENTION

.....

Liste des allocataires référencés – Etat de situation

[illegible]

Date – signature et tampon

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORGIO (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°137-18

Objet : Avenant à la convention annuelle d'objectifs et de financement pour l'année civile 2018 avec l'association Espace Social et culturel « Villemarie » de Carpentras

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°137-18

Objet : Avenant à la convention annuelle d'objectifs et de financement pour l'année civile 2018 avec l'association Espace Social et culturel « Villemarie » de Carpentras

Le conseil communautaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence intercommunale en matière d'accueil Petite Enfance,

Vu la délibération n°15 du 29 mars 2004 définissant l'intérêt communautaire en matière d'accueil Petite Enfance, modifiée par la délibération n°78 du 27 juin 2016,

Vu la convention d'objectifs et de financement pour la gestion du fonctionnement de la structure multi-accueil intercommunale de Carpentras pour l'année 2018, entre la collectivité et l'association « Centre social et culturel Villemarie »,

Considérant le succès de l'expérimentation demandée par la CoVe d'élargissement des horaires d'accueil de la petite enfance au sein de cette crèche, portant l'amplitude horaire quotidienne de 5h45 à 21h15 ; que la CoVe décide en conséquence de pérenniser cette organisation ; qu'il convient dès lors de maintenir les taux d'encadrement pour l'accueil des jeunes enfants et d'ajuster en conséquence la subvention de fonctionnement à l'association gestionnaire, pour un montant de dix mille euros en supplément de la subvention initiale,

Vu le projet d'avenant à cette convention à cet effet, annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission action sociale et petite enfance du 15 juin 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la petite enfance et aux actions éducatives

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER l'avenant à la convention d'objectifs et de financement annuelle, du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018, avec l'association «Espace social et culturel Villemarie» pour la gestion de la structure multi accueil intercommunale « Les P'tits Mousses » située sur la commune de Carpentras, portant versement d'un complément de subvention de fonctionnement de 10 000 €.

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer l'avenant à cette convention et tous actes à cet effet.

Article 3 : DE PRECISER que la dépense correspondante sera imputée sur le budget ENF / 6574 / 6415

Transmis en Préfecture le : 17 SEPT 2018

Publication par affichage le : 17 SEPT 2018

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Avenant n° 1 à la convention d'objectifs et de financement entre la CoVe et l'association « Espace social et culturel Villemarie » 2018
--

Entre la **Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin**, représentée par Monsieur Guy Rey , son président et désignée sous le terme « la CoVe », d'une part,
et l'association **Espace Social et Culturel Villemarie**, régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 73 Rue Pierre Parrocel – 84200 Carpentras, No SIRET 310 530 373 000 29 Code APE 913 E, représentée par Madame Aziza Belkhadir, sa présidente et désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

Préambule :

Depuis janvier 2016, à la demande de la CoVe, cette structure a mis en place de manière expérimentale un accueil des enfants sur des horaires élargis de 5h45 à 21h15 afin de répondre à un besoin de certaines familles (agents hospitaliers, travailleurs, saisonniers, etc.). Ce fonctionnement a demandé une réorganisation et des ajustements tant au niveau du nombre d'enfants accueillis sur les différentes tranches horaires qu'au niveau de l'organisation générale de la structure et du personnel pour assurer leur encadrement.

A l'issue de deux années de fonctionnement, il s'avère que cet accueil mis en place répond à un réel besoin (23 familles accueillies en 2017 et plus de 20 en liste d'attente) et qu'il convient de maintenir cette organisation.

Il s'avère cependant que pour pérenniser cette offre le ratio de personnel nécessaire à l'encadrement des enfants doit être stabilisé. C'est pourquoi l'association a sollicité la CoVe pour un ajustement de la subvention de fonctionnement octroyée et sollicite 10 000 € supplémentaires pour faire face à ses dépenses.

Il est important de préciser que le fonctionnement global de la structure est par ailleurs très satisfaisant (taux d'occupation, réactivité face aux demandes d'accueils d'urgence, accueil social,...)

Objet de l'avenant :

Cet avenant a pour objet de modifier le deuxième paragraphe de l'article 3 de la convention de financement et d'objectifs concernant le montant attribué à l'association pour l'année 2018 afin de pérenniser l'accueil des enfants sur des horaires élargis, et l'article 4 relatif aux conditions de versement de la subvention.

Pour l'article 3 : Modalités d'exécution de la convention annuelle, le paragraphe est modifié comme suit :

Pour l'année 2018, compte tenu des horaires d'ouverture de la structure particuliers de 5h45 à 21h15, et de la nécessité de pérenniser cet accueil, le montant de la subvention adopté par le conseil communautaire du 11 décembre 2017, fixé à 207 500 €, est réévalué d'un montant de 10 000 €.

Pour l'article 4 : Conditions de versement de la subvention, il est rajouté :

Ce complément de subvention de 10 000 € sera versé au moment du versement du solde de la subvention soit avant le 31 octobre 2018.

Les autres articles de la convention restent inchangés.

Fait à Carpentras, le

Pour la communauté d'agglomération
Ventoux – Comtat Venaissin

Le Président

Guy Rey

Pour l'association Espace social et
culturel Villemarie

La Présidente

Aziza Belkhadir

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil de communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°138-18

Objet : Subvention 2018 à l'agence Vaucluse Provence Attractivité

Conseil de communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°138-18

Objet : Subvention 2018 à l'agence Vaucluse Provence Attractivité

Le conseil communautaire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la compétence exercée par la CoVe en matière de développement économique,

Vu la délibération N°49-18 du 9 avril 2018 attribuant pour l'année 2018 les subventions aux différents organismes qui concourent par leur action aux politiques publiques de la CoVe, dont une subvention de 68 256 € à l'agence Vaucluse Provence Attractivité,

Considérant l'information communiquée après cette délibération par l'agence Vaucluse Provence Attractivité, rectifiant la demande de participation financière demandée à la CoVe, s'élevant à 64 843€,

Vu le projet de convention de partenariat avec cette agence, établi pour l'année 2018,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué aux finances et au budget,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'ATTRIBUER à l'agence Vaucluse Provence Attractivité une subvention de 64 843 € pour l'année 2018, en remplacement du montant attribué à cette agence par délibération en date du 9 avril 2018.

Article 2 : DE PRECISER que les crédits correspondants sont prévus sur le compte DEV-6574-90 0 du Budget Principal

Article 3 : D'AUTORISER le Président à signer la convention de partenariat correspondante.

Transmis en Préfecture le : 5.7 SEPT 2018

Publication par affichage le : 5.7 SEPT 2018

Exécutoire le : 5.7 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 17/09/2018

CONVENTION DE PARTENARIAT 2018
ENTRE la Communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE)
ET VAUCLUSE PROVENCE ATTRACTIVITE

ENTRE les soussignés :

- la Communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE), dont le siège social est situé au 1171 Avenue du Mont Ventoux, BP 85, 84203 CARPENTRAS CEDEX, représentée par Monsieur Guy REY, en sa qualité de Président de ladite Communauté,

Ci-après dénommée Communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE),

D'UNE PART,

ET

- L'Agence départementale de l'Attractivité de Vaucluse, dont le siège social est situé 12 rue Collège de la Croix, 84000 Avignon

Ci-après dénommée « Vaucluse Provence Attractivité »,

D'AUTRE PART.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit.

Article 1 : Objet de la convention

Vaucluse Provence Attractivité, issue de la fusion de Vaucluse Développement et Vaucluse Tourisme, a pour objectif principal de promouvoir le département dans toutes ses dimensions et renforcer ainsi l'attractivité du territoire auprès des touristes, des talents et des investisseurs, français et étrangers.

Les principales missions de l'Association sont notamment de :

- valoriser l'offre territoriale et les filières économiques, tant en France qu'à l'International,
- prospecter des investisseurs et favoriser l'implantation de nouvelles activités et la création d'emplois,
- assurer la connaissance du territoire en matière de développement touristique et des filières d'activités,
- collaborer avec les partenaires locaux et territoriaux afin de rechercher la complémentarité et la cohérence des stratégies et actions mises en œuvre,
- être un lieu d'étude, de réflexion et de concertation sur les sujets qui concourent au développement et à l'attractivité du Vaucluse.

Afin de mener à bien ses missions, Vaucluse Provence Attractivité se propose de recourir notamment aux moyens d'action suivants :

- la mise en place d'actions de promotion et de marketing,
- la participation à des salons professionnels ou conventions d'affaires
- la réalisation d'éductours, l'accueil de journalistes,
- l'observation statistique et économique

La présente convention a pour objet d'assurer et de développer la complémentarité des actions de Vaucluse Provence Attractivité et des services de la Communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE), afin d'œuvrer de concert à l'attractivité du territoire concerné.

Article 2 : Principe du partenariat

2.1. Vaucluse Provence Attractivité s'engage à :

- Porter à la connaissance de la Communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE), les objectifs et les programmes d'actions annuels arrêtés par ses instances, dont elle assurera la mise en œuvre avec l'ensemble de ses partenaires locaux.
- Promouvoir l'offre de la Communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE) auprès des investisseurs potentiels, des touristes et voyageurs et autres professionnels du tourisme, sur tous les supports de communication développés par Vaucluse Provence Attractivité (site internet, réseaux sociaux, newsletter, plaquette filière...).
- Mettre à disposition ses travaux d'études et d'analyses sur le département de Vaucluse réalisés dans le cadre des objectifs et programmes d'actions précités.
- Soutenir et contribuer aux actions des EPCI, en cohérence avec la politique départementale de développement à laquelle participe Vaucluse Provence Attractivité.
- Participer aux réflexions stratégiques soutenues et animées par la Communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE), pouvant porter sur le positionnement stratégique du territoire, la création de nouveaux sites ou reconversion de sites existants, le développement de nouveaux projets ou encore l'organisation d'événements.
- Dans le cadre d'études menées conjointement, mettre à la disposition de la Communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE) l'ensemble des résultats relatifs au territoire, analysés par Vaucluse Provence Attractivité et issus des données du pôle "Ingénierie et Territoires", notamment Flux Vision Tourisme, outil développé en partenariat avec Orange et Tourisme & Territoires, et permettant de disposer d'indicateurs innovants sur la fréquentation des territoires.
- Informer et associer la Communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE) à toute visite de site sur son territoire.
- Associer les techniciens de la Communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE) aux rencontres trimestrielles organisées par Vaucluse Provence Attractivité réunissant les autres EPCI membres de l'Agence et ayant pour objet de favoriser les échanges, informer les techniciens des EPCI des actions conduites par l'Agence et faire un point sur les projets en cours de suivi

2.2. La Communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE) s'engage à :

- Informer les services de Vaucluse Provence Attractivité sur :
 - les enjeux des politiques générales de développement arrêtées, les projets de territoires correspondants et les programmes d'actions de l'EPCI qui en découlent,
 - les besoins des entreprises dont elle a connaissance, soit candidates à l'implantation en Vaucluse, soit existantes (développement, extensions, restructurations, etc.).
- Mettre à disposition de Vaucluse Provence Attractivité les informations, études et diagnostics socio-économiques territoriaux dont elle dispose.
- Mettre à disposition de Vaucluse Provence Attractivité les éléments du Système d'Information Géographique (SIG) éventuellement réalisés, tels que statistiques, cartes, dossiers techniques, etc.
- Soutenir, encourager et contribuer aux actions territorialisées de Vaucluse Provence Attractivité s'inscrivant dans un schéma de développement économique de portée départementale.
- Mettre à disposition de Vaucluse Provence Attractivité le descriptif des parcs d'activités, les terrains et immobiliers d'entreprises disponibles sur le territoire, afin d'alimenter les données du pôle "immobilier et foncier" et de veiller à la mise à jour régulière de ces données.

2.3. Vaucluse Provence Attractivité et la Communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE) s'engagent à :

- Organiser des rencontres périodiques, afin d'assurer leurs engagements d'échanges d'informations, de conseils et de réflexions partagées en faveur du développement des territoires de Vaucluse.
- Définir des méthodes de travail communes dans le traitement et l'exploitation des données (cartographiques, socio-économiques, territoriales, etc.), pouvant être mutualisées.
- Décliner un programme d'actions spécifiques pouvant faire l'objet d'une convention complémentaire entre les deux parties, en tant que de besoin.

ARTICLE 3. Participation financière

En sa qualité de membre adhérent de Vaucluse Provence Attractivité, la Communauté d'agglomération Ventoux, Comtat Venaissin (COVE) s'engage à acquitter le montant de sa cotisation annuelle fixée par les instances de l'Agence à 0,95 € par habitant, soit 64 843 euros pour l'année 2018.

ARTICLE 4. Durée de la convention et dénonciation

La présente convention est conclue pour une période d'une année, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018, renouvelable de manière expresse.

Toutefois, les signataires ont la possibilité de dénoncer cette action, à la condition d'en informer les autres partenaires par lettre recommandée.

Fait en deux exemplaires originaux

A Avignon, le

Guy REY
Président de la
Communauté d'agglomération Ventoux,
Comtat Venaissin (COVE)

Maurice CHABERT
Président de
Vaucluse Provence Attractivité

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18); 40 (délibérations n°133-18 à 140-18); 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18); 42 (délibérations n°130-18 et 131-18); 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18); 49 (délibérations n°132-18 à 140-18); 50 (délibérations n°99-18 à 110-18); 51 (délibérations n°130-18 et 131-18); 52 (délibérations n°118-18 à 129-18); 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18); 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18); 9 (délibérations n°130 et 131); 11 (délibérations n°132-18 à 140-18); 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18); Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18); Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18); Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18); Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA; Louis BONNET à André AIELLO; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18); Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18); Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18); Gérard ROLLAND; Michel BLANCHARD; Jean-Paul ANRÈS; Francis JULLIEN; Christian RIPERT; Jean-Alain MAZAS; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18); Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18); Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°139-18

Objet : Modification des tarifs de l'école intercommunale des sports

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°139-18

Objet : Modification des tarifs de l'école intercommunale des sports

Le conseil communautaire,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière d'actions éducatives,

Considérant que dans ce cadre, l'école intercommunale des sports offre aux jeunes de 6 à 14 ans du territoire des stages sportifs pendant les vacances scolaires,

Considérant que les coûts du service nécessitent d'être périodiquement révisés tout en restant attractifs pour les usagers,

Vu l'avis de la commission actions éducatives du 18 juin 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué aux actions éducatives et à la petite enfance,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : DE REVISER les tarifs de l'École Intercommunale des Sports, figurant dans le tableau ci-dessous :

	TARIFS PAR STAGE
STAGES	Septembre 2018 : 16,50€/jour soit 66€/stage de 4 jours Tout âge confondu (6-14 ans) avec obligation d'inscription à la totalité du stage. Septembre 2019 : 18€/jour soit 72€/stage de 4 jours tout âge confondu (6-14 ans) avec obligation d'inscription à la totalité du stage.

Article 2 : DE PRÉCISER que les recettes correspondantes sont inscrites à l'article SPO / 4142 / 70631

Transmis en Préfecture le : 14 SEPT 2018

Publication par affichage le : 14 SEPT 2018

Exécutoire le : 14 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le: 14/09/2018

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018
19.09.18

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Lorient du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Gravedon : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil de Communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°140-18

Objet : Modification des règlements intérieurs des services périscolaires des écoles intercommunales

Conseil de Communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°140-18

Objet : Modification des règlements intérieurs des services périscolaires des écoles intercommunales

Le conseil communautaire,

Vu les statuts de la CoVe lui donnant compétence au titre des actions éducatives, en matière de construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements scolaires d'intérêt communautaire,

Vu la délibération du Conseil de communauté n° 83 du 17 décembre 2001 portant sur le transfert des biens immobiliers, mobiliers et des avoirs financiers de la Communauté de Communes des Pays du Ventoux entre Mède et Madeleine ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n° 86 du 17 décembre 2001 définissant l'intérêt communautaire en la matière de l'école intercommunale de Crillon Le Brave, Modène, Saint Pierre de Vassols ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n° 38-13 du 25 mars 2013 définissant l'intérêt communautaire en la matière et le transfert intervenu au 1^{er} septembre 2013 de l'école du village du Barroux et de Suzette ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n° 133-17 du 19 juin 2017 adoptant les règlements intérieurs des services périscolaires des ERPI de la CoVe ;

Entendu le rapport du Vice- Président délégué à la petite enfance et aux actions éducatives et après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER les règlements intérieurs des services périscolaires des ERPI de la CoVe tels qu'annexés à la présente délibération.

Article 2 : D'ADOPTER ces règlements intérieurs à compter du mois de septembre 2018.

Article 3 : D'AUTORISER dorénavant le Président à apporter les modifications nécessaires au règlement intérieur des services périscolaires pour le bon fonctionnement du service.

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018

Publication par affichage le : 19 SEPT 2018

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU RESTAURANT SCOLAIRE ET DES SERVICES DE GARDERIES DE L'ÉCOLE INTERCOMMUNALE DE LA ROQUE ALRIC, LE BARROUX, SUZETTE.

Délibération du Conseil de Communauté du 10 septembre 2018

Préambule

Le restaurant scolaire, les services de garderie sont des services collectifs non obligatoires proposés par la CoVe en tant que gestionnaire de l'école intercommunale de La Roque Alric, Le Barroux, Suzette.

Le restaurant scolaire a pour objet d'assurer, dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité, la restauration des enfants scolarisés au sein de l'école intercommunale et leur surveillance pendant le temps périscolaire du midi.

Les services de garderie permettent l'accueil des enfants en dehors des heures scolaires, dans les créneaux précisés dans le présent règlement.

Les services de garderie sont mis en place dans l'enceinte de l'école du Barroux.

Les services de restauration scolaire sont assurés dans les locaux de l'école du Barroux et dans ceux de l'école de Suzette .

Article 1. Fonctionnement

1.1. Du restaurant scolaire

Le restaurant scolaire ouvre ses portes dès le premier jour de la rentrée scolaire, les lundis, mardis, jeudis et vendredis, le midi et uniquement en période scolaire.

Les enfants sont pris en charge par le personnel de la CoVe de 12h à 13h20 à l'école du Barroux et de 11h45 à 13h05 à l'école de Suzette..

Durant ces horaires, seuls les enfants inscrits au service de la cantine sont pris en charge par le personnel en charge de la surveillance.

Aucun enfant ne pourra être rendu aux familles pendant le temps méridien (entre 12h et 13h20).

Les menus sont affichés à l'école. Il est à noter que ces menus peuvent exceptionnellement subir des modifications liées aux contraintes d'approvisionnement.

En cas de sortie scolaire, un repas froid devra être fourni par les parents.

Tout enfant présentant une allergie alimentaire avérée devra faire l'objet d'une demande de projet d'accueil individualisé (PAI) par les parents à la directrice de l'école, y compris en cas d'allergie déclarée en cours d'année. Ce PAI devra être porté à la connaissance de la cantinière et des agents de surveillance.

Quelle que soit la nature ou la gravité de l'allergie alimentaire de l'enfant, le panier repas fourni par la famille est la seule modalité d'accueil possible au restaurant scolaire au même tarif que les autres enfants afin de contribuer partiellement aux frais généraux d'entretien et de personnels .

1.2. Des services de garderies

Les services de garderies sont proposés uniquement en période scolaire dès le premier jour de la rentrée scolaire. Ils sont assurés les lundis, mardis, jeudis et vendredis. Les enfants en classe élémentaire (Du CP au CM2) peuvent partir seuls sous réserve d'une autorisation parentale signée sur la fiche de l'enfant du dossier d'inscription périscolaire. Tous les autres enfants ne seront remis qu'aux personnes déclarées dans le dossier d'inscription.

Les parents ou ayant droit peuvent venir récupérer leurs enfants aux horaires qui leurs conviennent dans la limite des créneaux définis dans cet article. En cas d'absence d'un parent à la fin de la garderie, le personnel de surveillance est chargé d'alerter les parents par téléphone. Sans réponse, il alerte les services de gendarmerie ou de police.

Pour des raisons de sécurité, tout enfant en provenance de l'école de Suzette et descendant du bus du Barroux hors la présence de ses parents sera systématiquement placé en garderie payante (sauf les enfants ayant eu une autorisation parentale signée sur la fiche enfant du dossier d'inscription périscolaire leur permettant de rentrer seul chez eux). La famille devra alors s'acquitter du paiement du service quel que soit le temps pendant lequel l'enfant l'a fréquenté.

Tout enfant faisant l'objet d'un PAI devra être signalé au personnel de surveillance.

Horaires des services de garderie :

Garderie du matin : de 7h30 à 8h50

Garderie du soir : De 16h30 à 18h15

1.3. Départs des enfants

Seuls les enfants ayant une autorisation donnée dans le dossier d'inscription seront autorisés à quitter seuls les services périscolaires. Les autres enfants seront remis aux personnes ayant l'autorité parentale ou celles désignées dans le dossier d'inscription aux services périscolaires.

Article 2. Les utilisateurs des services périscolaires

2.1. Du restaurant scolaire

La restauration scolaire est ouverte :

- Aux enfants scolarisés à l'école intercommunale.
- Au personnel de l'école (enseignants et agents intercommunaux de l'école) et de la cantine.

À titre exceptionnel, les maires des communes concernées ou leurs élus aux affaires scolaires pourront être autorisés à prendre leur repas dans les locaux à l'occasion de manifestations spécifiques ponctuelles, sur décision du Président de la CoVe ou du vice-Président délégué aux actions éducatives.

Toute personne prenant son repas à la cantine devra s'acquitter du montant du repas fixé et remis à jour par délibération du Conseil de Communauté.

2.2. Des services de garderie

Les services de garderie sont ouverts aux enfants scolarisés à l'école de regroupement pédagogique de La Roque Alric, Le Barroux, Suzette.

2.3. Vaccination et assurance

Tout enfant fréquentant les services périscolaires doit être à jour des vaccinations obligatoires et être couvert par une assurance responsabilité civile et une garantie individuelle accident couvrant le temps périscolaire.

Article 3. Tarifs des services périscolaires

Les tarifs sont fixés et régulièrement mis à jour par délibération du Conseil de Communauté de la CoVe. Ils sont affichés à l'école.

La CoVe prend en charge une partie des frais généraux de repas, des frais relatifs au personnel de service, à l'amortissement et au fonctionnement de la cuisine ainsi que les frais généraux des bâtiments et ceux relatifs aux personnels de surveillance.

Article 4. Facturation

4.1. Du restaurant scolaire

Les factures sont adressées mensuellement à la personne désignée sur le dossier d'inscription aux services périscolaires sur la base du registre de pointage des présents. Le paiement est effectué suivant les indications figurant sur la facture.

4.2. Des services de garderie

Les factures sont adressées mensuellement à la personne désignée sur le dossier d'inscription aux services périscolaires à partir des feuilles de présence.

Celles-ci se basent sur la présence de l'enfant lors des plages horaires déterminées à l'article 1.2., quelle que soit la durée de cette présence.

Le paiement est effectué suivant les indications figurant sur la facture.

Article 5. Modalités de paiement

Le paiement sera effectué auprès du Trésor Public par chèque, espèces ou par téléversement sur le site du trésor public à réception de l'avis des sommes à payer transmis par ce dernier.

Article 6. L'encadrement

6.1. Du restaurant scolaire

Pour le bon fonctionnement du restaurant scolaire, la CoVe affecte le personnel nécessaire : cuisinière, personnel de service et personnel de surveillance.

Le personnel d'encadrement n'étant pas habilité à distribuer des médicaments, les parents ou substituts parentaux des enfants prendront toute disposition avec le médecin traitant pour éviter la prise de médicaments lors du repas.

6.2. Des services de garderie

La surveillance des garderies du matin et du soir est assurée par les agents de la CoVe.

Article 7. Préparation des repas et menus

Les repas sont préparés sur place par une cuisinière, responsable du respect de la norme HACCP (hygiène) à mettre en œuvre dans l'enceinte des locaux de restauration scolaire.

À ce titre:

- Les locaux sont désinfectés et nettoyés chaque jour.
- Tout apport de denrées extérieures (hors panier repas PAI) est strictement interdit (boissons, gâteaux, bonbons).
- Les enfants mais aussi tous les intervenants adultes se lavent les mains avant de passer à table.
- L'accès à la cuisine et au laboratoire est interdit à toute personne étrangère à la préparation des repas, sauf nécessité de service. Dans ce dernier cas, l'utilisation d'une tenue jetable est obligatoire.

Article 8. Règles d'usage (une charte de fonctionnement et de bonne conduite sera présentée aux enfants en début d'année)

8.1. Du restaurant scolaire

Le moment du repas doit être l'occasion pour les enfants de :

- Manger dans le calme
- Se détendre et mieux se connaître
- Découvrir la variété et les différences des plats en goûtant à tout

Ainsi, l'adulte veillera à :

- Offrir un accueil convivial et agréable
- S'assurer des règles d'hygiène et de sécurité
- Signaler tout comportement difficile
- Accompagner les enfants dans la découverte de produits et matières nouvelles
- Offrir un temps de calme et de partage

De son côté, l'enfant veillera à :

- Aller aux toilettes et se laver les mains avant le repas
- Rester assis durant le repas, sauf autorisation de se lever
- Respecter les locaux
- Obéir aux consignes données par le personnel
- Avoir un comportement correct et respectueux envers ses camarades et le personnel de service
- Éviter toute attitude agressive

8.2. Du service de garderie

La garderie doit être un moment de jeux et de détente. Des fournitures ou jeux divers (papier, crayons, etc.) seront proposés aux enfants qui le souhaitent durant le temps de garderie.

Chaque enfant doit s'engager à :

- Respecter les locaux
- Obéir aux consignes données par le personnel
- Avoir un comportement correct et respectueux envers ses camarades et le personnel de service
- Éviter toute attitude agressive

Article 9. Sécurité

Les personnes travaillant à la cantine scolaire et aux services de garderie de l'école intercommunale de La Roque Alric, Le Barroux, Suzette demandent l'intervention des services de secours médicaux ou l'hospitalisation de l'enfant désigné, en cas de nécessité et informent aussitôt les parents.

Les personnes intervenant pendant le temps périscolaire auront à leur disposition un fichier reprenant pour chaque enfant les coordonnées de toutes les personnes responsables ou mandatées à contacter en cas d'urgence. Ce fichier sera exclusivement destiné à cet usage.

Afin de renforcer la sécurité des enfants pendant les temps périscolaires, les portes d'accès à l'école et au restaurant scolaire seront fermées à clef.

Un exercice d'évacuation sera pratiqué dans l'année.

Article 10. Sanctions

Il est avant tout rappelé que les représentants légaux de l'enfant mineur sont responsables des faits de ce dernier.

En cas d'indiscipline, la CoVe adresse aux représentants légaux de l'enfant un avertissement. Si le comportement indiscipliné persiste ou se reproduit, la sanction pourra consister en une exclusion temporaire, après que les parents de l'intéressé aient pu faire connaître leurs observations sur les faits ou agissements reprochés à leur enfant.

Si après deux exclusions temporaires, le comportement de l'intéressé continue à porter atteinte au bon fonctionnement du service, son exclusion définitive pourra être prononcée dans les mêmes conditions de forme et de procédure que pour une expulsion temporaire.

En cas de non-paiement par les représentants légaux, la CoVe mettra en œuvre toute procédure aux frais des parents en vue du recouvrement de la créance.

Article 11. Adoption du règlement intérieur

Le présent règlement est applicable à compter de la rentrée 2018/19 et opposable à tous.

L'inscription de l'enfant aux services périscolaires de cantine et de garderie, signée par son représentant légal, vaut acceptation de tous les points de ce règlement.

COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU RESTAURANT SCOLAIRE ET DES SERVICES DE GARDERIES ET D'ÉTUDE DE L'ÉCOLE INTERCOMMUNALE DE CRILLON LE BRAVE, MODÈNE ET SAINT PIERRE DE VASSOLS.

Délibération du Conseil de Communauté du 10 septembre 2018

Préambule

Le restaurant scolaire, les services de garderie et d'étude sont des services collectifs non obligatoires proposés par la CoVe en tant que gestionnaire de l'école intercommunale de Crillon le Brave, Modène et Saint Pierre de Vassols.

Le restaurant scolaire a pour objet d'assurer, dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité, la restauration des enfants scolarisés au sein de l'école intercommunale et leur surveillance pendant le temps périscolaire du midi.

Les services de garderie et d'étude permettent l'accueil des enfants en dehors des heures scolaires, dans les créneaux précisés dans le présent règlement.

Ces services sont mis en place dans l'enceinte de la cantine scolaire et du bâtiment scolaire de Saint Pierre de Vassols sis quartier Saint Trouba.

Article 1. Fonctionnement

1.1. Du restaurant scolaire

Le restaurant scolaire ouvre ses portes dès le premier jour de la rentrée scolaire, les lundis, mardis, jeudis et vendredis, le midi et uniquement en période scolaire.

Les enfants sont pris en charge par le personnel de la CoVe de 11h30 à 13h20.

Durant ces horaires, seuls les enfants inscrits au service de la cantine sont pris en charge par le personnel en charge de la surveillance.

Aucun enfant ne pourra être rendu aux familles pendant le temps méridien (entre 12h et 13h20).

Les menus sont affichés à l'école. Il est à noter que ces menus peuvent exceptionnellement subir des modifications liées aux contraintes d'approvisionnement.

En cas de sortie scolaire, le repas froid devra être fourni par les parents.

Tout enfant présentant une allergie alimentaire avérée devra faire l'objet d'une demande de projet d'accueil individualisé (PAI) par les parents à la directrice de l'école, y compris en cas d'allergie déclarée en cours d'année. Ce PAI devra être porté à la connaissance de la cantinière et des agents de surveillance.

Quelle que soit la nature ou la gravité de l'allergie alimentaire de l'enfant, le panier repas fourni par la famille est la seule modalité d'accueil possible au restaurant scolaire au même tarif que les autres enfants afin de contribuer partiellement aux frais généraux d'entretien et de personnels.

1.2. Des services de garderies et d'étude

Les services de garderies et d'étude sont proposés uniquement en période scolaire dès le premier jour de la rentrée scolaire. Ils sont assurés les lundis, mardis, jeudis et vendredis. En école élémentaire (du CP au CM2), les enfants peuvent partir seuls sous réserve d'une autorisation parentale signée sur la fiche de l'enfant du dossier d'inscription périscolaire. Tous les autres enfants ne seront remis qu'aux personnes déclarées dans le dossier d'inscription.

Les parents ou ayant droit peuvent venir récupérer leurs enfants aux horaires qui leurs conviennent

dans la limite des créneaux définis dans cet article. En cas d'absence d'un parent à la fin de la garderie, le personnel de surveillance est chargé d'alerter les parents par téléphone. Sans réponse, il alerte les services de gendarmerie ou de police.

Pour des raisons de sécurité, tout enfant en provenance de l'école de Modène et descendant du bus à Saint Pierre de Vassols hors la présence de ses parents sera systématiquement placé en étude payante (sauf les enfants ayant eu une autorisation parentale signée sur la fiche enfant du dossier d'inscription périscolaire leur permettant de rentrer seul chez eux). La famille devra alors s'acquitter du paiement du service quel que soit le temps pendant lequel l'enfant l'aura fréquenté.

Tout enfant faisant l'objet d'un PAI devra être signalé au personnel de surveillance.

1.3 Horaires des services périscolaires

SERVICES	HORAIRES	ENFANTS ACCUEILLIS
GARDERIE DU MATIN	7H30/8H20	Tous les enfants
GARDERIE DU SOIR	16H30/18H15	Les enfants des classes maternelles
GARDERIE/ETUDE SURVEILLEE	16H20*/18H * Pour les enfants arrivant de Modène	Les enfants des classes élémentaires

1.4. Départs des enfants

Seuls les enfants ayant une autorisation donnée dans le dossier d'inscription seront autorisés à quitter seuls les services périscolaires. Les autres enfants seront remis aux personnes ayant l'autorité parentale ou celles désignées dans le dossier d'inscription aux services périscolaires.

Article 2. Les utilisateurs des services périscolaires

2.1. Du restaurant scolaire

La restauration scolaire est ouverte :

- Aux enfants scolarisés à l'école intercommunale.
- Au personnel de l'école (enseignants et agents intercommunaux de l'école) et de la cantine.

À titre exceptionnel, les maires des communes concernées ou leurs élus aux affaires scolaires pourront être autorisés à prendre leur repas dans les locaux à l'occasion de manifestations spécifiques ponctuelles, sur décision du Président de la CoVe ou du vice-Président délégué aux actions éducatives.

Toute personne prenant son repas à la cantine devra s'acquitter du montant du repas fixé et remis à jour par délibération du Conseil de Communauté.

2.2. Des services de garderie et d'étude

Les services de garderie et d'étude sont ouverts aux enfants scolarisés à l'école de regroupement pédagogique de Saint Pierre de Vassols, Modène, Crillon Le Brave.

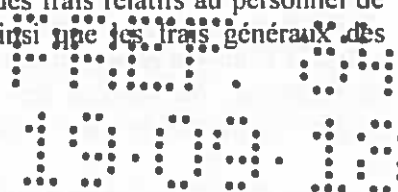
2.3. Vaccination et assurance

Tout enfant fréquentant les services périscolaires doit être à jour des vaccinations obligatoires et être couvert par une assurance responsabilité civile et une garantie individuelle accident couvrant le temps périscolaire.

Article 3. Tarifs des services périscolaires

Les tarifs sont fixés et régulièrement mis à jour par délibération du Conseil de Communauté de la CoVe. Ils sont affichés à l'école.

La CoVe prend en charge une partie des frais généraux de repas, des frais relatifs au personnel de service, à l'amortissement et au fonctionnement de la cuisine ainsi que les frais généraux des bâtiments et ceux relatifs aux personnels de surveillance.



Article 4. Facturation

4.1. Du restaurant scolaire

Les factures sont adressées mensuellement à la personne désignée sur le dossier d'inscription aux services périscolaires sur la base du registre de pointage des présents. Le paiement est effectué suivant les indications figurant sur la facture.

4.2. Des services de garderie et d'étude

Les factures sont adressées mensuellement à la personne désignée sur le dossier d'inscription aux services périscolaires à partir des feuilles de présence.

Celles-ci se basent sur la présence de l'enfant lors des plages horaires déterminées à l'article 1.2., quelle que soit la durée de cette présence.

Le paiement est effectué suivant les indications figurant sur la facture.

Article 5. Modalités de paiement

Le paiement sera effectué auprès du Trésor Public par chèque, espèces ou par télévirement sur le site du trésor public à réception de l'avis des sommes à payer transmis par ce dernier.

Article 6. L'encadrement

6.1. Du restaurant scolaire

Pour le bon fonctionnement du restaurant scolaire, la CoVe affecte le personnel nécessaire : cuisinière, personnel de service et personnel de surveillance.

Le personnel d'encadrement n'étant pas habilité à distribuer des médicaments, les parents ou substituts parentaux des enfants prendront toute disposition avec le médecin traitant pour éviter la prise de médicaments lors du repas.

6.2. Des services de garderie et d'étude

La surveillance des garderies du matin et du soir est assurée par les agents de la CoVe.

Le service d'étude est encadré par un enseignant ou une personne compétente en la matière rémunéré par la CoVe pour ce service.

Article 7. Préparation des repas et menus

Les repas sont préparés sur place par une cuisinière, responsable du respect de la norme HACCP (hygiène) à mettre en œuvre dans l'enceinte des locaux de restauration scolaire.

À ce titre:

- Les locaux sont désinfectés et nettoyés chaque jour.
- Tout apport de denrées extérieures (hors panier repas PAI) est strictement interdit (boissons, gâteaux, bonbons).

- Les enfants mais aussi tous les intervenants adultes se lavent les mains avant de passer à table.
- L'accès à la cuisine et au laboratoire est interdit à toute personne étrangère à la préparation des repas, sauf nécessité de service. Dans ce dernier cas, l'utilisation d'une tenue jetable est obligatoire.

Article 8. Règles d'usage (une charte de fonctionnement et de bonne conduite sera présentée aux enfants en début d'année).

8.1. Du restaurant scolaire :

Le moment du repas doit être l'occasion pour les enfants de :

- Manger dans le calme
- Se détendre et mieux se connaître
- Découvrir la variété et les différences des plats en goûtant à tout

Ainsi, l'adulte veillera à :

- Offrir un accueil convivial et agréable
- S'assurer des règles d'hygiène et de sécurité
- Signaler tout comportement difficile
- Accompagner les enfants dans la découverte de produits et matières nouvelles
- Offrir un temps de calme et de partage

De son côté, l'enfant veillera à :

- Aller aux toilettes et se laver les mains avant le repas
- Rester assis durant le repas, sauf autorisation de se lever
- Respecter les locaux
- Obéir aux consignes données par le personnel
- Avoir un comportement correct et respectueux envers ses camarades et le personnel de service
- Éviter toute attitude agressive

8.2. Du service de garderie et d'étude

La garderie doit être un moment de jeux et de détente. Des fournitures ou jeux divers (papier, crayons, etc.) seront proposés aux enfants qui le souhaitent durant le temps de garderie.

L'étude surveillée constitue un moment de travail et de concentration, ce qui implique pour les enfants le respect de la discipline dans la classe.

Chaque enfant doit s'engager à :

- Respecter les locaux
- Obéir aux consignes données par le personnel
- Avoir un comportement correct et respectueux envers ses camarades et le personnel de service
- Éviter toute attitude agressive

Article 9. Sécurité

Les personnes travaillant à la cantine scolaire et aux services de garderie et d'étude de l'école intercommunale de St Pierre de Vassols, Crillon Le Brave, Modène demandent l'intervention des services de secours médicaux ou l'hospitalisation de l'enfant désigné, en cas de nécessité et informent aussitôt les parents.

Les personnes intervenant pendant le temps périscolaire auront à leur disposition un fichier reprenant pour chaque enfant les coordonnées de toutes les personnes responsables ou mandatées à contacter en cas d'urgence. Ce fichier sera exclusivement destiné à cet usage.

Afin de renforcer la sécurité des enfants pendant les temps périscolaires, les portes d'accès à l'école et au restaurant scolaire seront fermées à clef.
Un exercice d'évacuation sera pratiqué dans l'année.

Article 10. Sanctions

Il est avant tout rappelé que les représentants légaux de l'enfant mineur sont responsables des faits de ce dernier.

En cas d'indiscipline, la CoVe adresse aux représentants légaux de l'enfant un avertissement. Si le comportement indiscipliné persiste ou se reproduit, la sanction pourra consister en une exclusion temporaire, après que les parents de l'intéressé aient pu faire connaître leurs observations sur les faits ou agissements reprochés à leur enfant.

Si après deux exclusions temporaires, le comportement de l'intéressé continue à porter atteinte au bon fonctionnement du service, son exclusion définitive pourra être prononcée dans les mêmes conditions de forme et de procédure que pour une expulsion temporaire.

En cas de non-paiement par les représentants légaux, la CoVe mettra en œuvre toute procédure aux frais des parents en vue du recouvrement de la créance.

Article 11. Adoption du règlement intérieur

Le présent règlement est applicable à compter de la rentrée 2018/19 et opposable à tous.

L'inscription de l'enfant aux services périscolaires de cantine, de garderie et d'étude, signée par son représentant légal, vaut acceptation de tous les points de ce règlement.